

# PASTORALISME ET CONFLIT :

OUTILS DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION DANS LA RÉGION SOUDANO-SAHÉLIENNE



SEARCH  
FOR COMMON  
GROUND

# Partenariat pour la stabilité et la sécurité dans la région soudano-sahélienne

Ce rapport a été rédigé en collaboration avec le Bureau des opérations de stabilisation et de prévention des conflits (CSO) du Département d'État américain, dans le cadre du projet intitulé : Partnership for Stability and Security in the Sudano-Sahel (P4SS) (Partenariat pour la Stabilité et la Sécurité dans la zone soudano-sahélienne (P4SS)). L'objectif de ce projet est de guider les efforts de stabilisation et de développement dans les communautés soudano-sahéliennes affectées par des conflits transfrontaliers entre agriculteurs et éleveurs, en identifiant des méthodes de résolution des conflits avérées et basées sur des données.

---

## AUTEURS

Mike Jobbins, Search for Common Ground  
Andrew McDonnell, Search for Common Ground  
Leif Brottem, Grinnell College

---

Ce rapport a été rendu possible grâce au soutien du Bureau des opérations de stabilisation et de prévention des conflits (CSO) du Département d'Etat américain. Les points de vue exprimés dans ce rapport n'engagent que leurs auteurs et ne représentent pas la position institutionnelle du gouvernement américain ou de Search for Common Ground.

© 2021 Search for Common Ground

Cette publication peut être reproduite entièrement ou partiellement et sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation de Search for Common Ground, pourvu que la reproduction comprenne cet avis de droit d'auteur et l'avertissement ci-dessous. Il est interdit d'utiliser la présente publication pour la revente ou pour toutes autres fins commerciales sans l'autorisation écrite préalable de Search for Common Ground.

Cette publication doit être citée comme suit : Jobbins, M., Brottem, L., et McDonnell, A.. (2021). Pastoralisme et conflit : Outils de prévention et d'intervention dans la région Soudano-Sahélienne, 2e éd. Washington DC : Search for Common Ground.

Crédit photo de la couverture : Alhaji Musa.



# Méthodologie et développement

Les résultats et les recommandations de ce dossier d'information ont été identifiés sur la base d'un méta-examen des évaluations de programmes et des recherches universitaires en français et en anglais, complétée par une série d'entretiens avec des informateurs clés chargés de la mise en œuvre des programmes. Ce dossier d'information a été validé après examen par un Conseil consultatif composé de praticiens et de chercheurs externes de la société civile ainsi que de praticiens venant des bureaux extérieurs de Search for Common Ground à travers la région Soudano-Sahélienne (Burkina Faso, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Mali, Nigéria, Niger, Sud-Soudan, Soudan).

Cette analyse a principalement mis l'accent sur les programmes de développement ou de prévention des conflits liés au pastoralisme menés au cours des dix dernières années (2010-2020) dans les plus grandes zones de conflit de la zone écologique soudano-sahélienne. Sur le plan géographique, l'accent a été mis sur : (i) la région du Liptako-Gourma à l'intersection du Mali, du Niger et du Burkina Faso; (ii) le Nigéria et le bassin du lac Tchad ; (iii) la République centrafricaine et les régions frontalières environnantes ; et (iv) la région frontalière Soudan/Soudan du Sud. Chaque fois que cela s'est avéré pertinent, des enseignements ont également été tirés d'autres régions où le pastoralisme est courant, notamment des zones subhumides d'Afrique occidentale (Bénin, Togo, Côte d'Ivoire) et d'Afrique orientale (Kenya, Ouganda).



Les membres du Forum sur le dialogue entre agriculteurs et éleveurs au Nigeria établissent une carte systémique des facteurs locaux de conflit.

## REMERCIEMENTS

Merci aux personnes et aux organisations qui ont contribué à cette boîte à outils et à cette recherche en tant que conseillers : Shidiki Abubakar Ali, Olubukola Ademola-Adelehin, Michele Nori, Christopher Okelo, Catalina Quintero et Invisible Children.

Et merci à tous ceux qui ont participé à la révision ou à la rédaction du document : Tanya Carney (University of Wisconsin), Tog Gang (Search for Common Ground), Kim Hart (Search for Common Ground), Laurent Kasindi (Search for Common Ground), Chrisantus Lapang (Search for Common Ground), Matthew Luizza (U.S. Fish and Wildlife Services), Noémie Maclet (Search for Common Ground), Peter Ngong (Search for Common Ground), Edward Rackley (Consultant indépendant), Paul Ronan (Invisible Children), Joe Martin (Invisible Children), Pam Rosen (Search for Common Ground), Katie Smith (Search for Common Ground), Yacouba Hama Sidi (Search for Common Ground), Jayson Yasukochi (Search for Common Ground).



# Acronymes

RCA:	République centrafricaine
CEWARN:	Réseau d'alerte et d'intervention rapide en cas de conflits
RDC:	République démocratique du Congo
ECOWARN:	Réseau d'alerte et d'intervention rapide de la CEDEAO — Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
FAO:	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FFARN:	Forum sur les relations entre agriculteurs et éleveurs au Nigeria
GNNT:	Garde Nationale et Nomade du Tchad GTD — base de données mondiale sur le terrorisme (GTD)
IGAD:	Autorité intergouvernementale pour le développement OIM Organisation internationale pour les migrations
LRA:	Armée de résistance du Seigneur
MINUSCA:	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République Centrafricaine
MONUSCO:	Mission de l'organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC.
NSAG:	Groupe armée non-étatique
HCDH:	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
SGBV:	Violence sexuelle et sexiste (VSS)
UPC:	Unité pour la paix en Centrafrique
UNDP:	Programme des Nations unies pour le développement
OEV:	Organisation extrémiste violente



Présentation sur la transformation des conflits au Sud-Soudan. Crédit photo : Search for Common Ground

Que représente ce dossier d'information ?



L'objectif de ce dossier d'information est de fournir aux agences de financement, au personnel diplomatique et aux praticiens de l'aide, des conseils stratégiques sur la manière de concevoir des interventions visant à prévenir ou à résoudre les conflits liés au pastoralisme transfrontalier. S'appuyant sur une multitude de recherches et d'expériences programmatiques à travers la région Soudano-Sahélienne, s'étendant du Mali au Soudan, ce dossier d'information poursuit trois objectifs :

1. Fournir un cadre permettant aux intervenants d'évaluer les sources des conflits liés au pastoralisme dans leur propre contexte et d'identifier les possibilités d'engagement;
2. Mettre en évidence les leçons apprises de « ce qui marche », dans la région sudano sahélienne ;
3. Promouvoir la collaboration multi-sectorielle en illustrant comment le développement, la préservation et le commerce jouent tous un rôle essentiel dans la résolution de cette crise.

## Comment l'utiliser

Ce dossier d'information aide les utilisateurs à concevoir des interventions afin de répondre aux besoins de leur contexte. Il est structuré en **huit sections**, dont une introduction et sept Modules. Chaque module est adapté à un secteur et présente 3 à 5 outils et stratégies qui peuvent être utilisés pour traiter un aspect du conflit lié au pastoralisme. Ces outils et stratégies sont fondés sur un examen des programmes antérieurs et comprennent des conseils sur **ce qui fait en sorte que ces interventions réussissent ou échouent**. Chaque module contient également une brève **liste de questions** pour guider l'analyse du contexte et la planification, ainsi que des liens vers des ressources externes.

Les utilisateurs peuvent lire ce dossier d'information de haut en bas ou passer aux sections qui les intéressent le plus en cliquant sur l'hyperlien approprié. Il est recommandé à tous les utilisateurs de lire [Introduction au pastoralisme et aux conflits](#) avant d'explorer les modules.

# Table des matières



**INTRODUCTION AU PASTORALISME ET AUX CONFLITS** – Analyser les sources aiguës et systémiques des conflits.



**MODULE 1 – DÉVELOPPEMENT RURAL** – Cultiver une croissance économique rurale équitable et réduire les causes chroniques de conflits.



**MODULE 2 – ENVIRONNEMENT ET PRÉSERVATION** – Incorporation des conflits liés au pastoralisme dans les efforts de préservation.



**MODULE 3 – GOUVERNANCE ET ÉTAT DE DROIT** – Encourager la participation du public à la gouvernance des pâturages pastoraux.



**MODULE 4 – INTÉGRATION RÉGIONALE** – Comprendre les aspects régionaux et transfrontaliers des moyens de subsistance des pasteurs et leur rôle dans le conflit.



**MODULE 5 – GENRE ET AUTONOMISATION DES FEMMES** – Renforcer le rôle des femmes dans la prise de décision et comprendre la question du genre dans les conflits- liés au pastoralisme.



**MODULE 6 – GESTION DES CONFLITS** – Promouvoir la cohésion sociale et résoudre les conflits de manière non violente.



**MODULE 7 – APPLICATION DE LA LOI ET CONTRE-TERRORISME** – Aborder l'intersection du pastoralisme transfrontalier, de la criminalité et des insurrections.



**MODULE 8 - LA CONSOLIDATION DE LA PAIX NUMÉRIQUE** - Intégrer les nouvelles technologies dans la prévention des conflits



**RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES**

# Pourquoi mettre l'accent sur le pastoralisme ?

Les défis en matière de gouvernance et de sécurité abordés dans ce dossier d'information ne sont pas propres aux conflits liés au pastoralisme, mais nous explorons ces questions sous l'angle du pastoralisme pour quatre raisons :

**1. Le pastoralisme - tout comme l'agriculture - est un système de subsistance et de production qui est profondément lié à la culture, à l'identité et à l'organisation socio-politique.** Le débat sur le rôle du pastoralisme dans l'économie africaine est aussi un débat sur la culture et le mode de vie des communautés pastorales. Il est trop facile de se concentrer sur les politiques économiques et de développement sans tenir suffisamment compte de la manière dont elles auront un impact sur les relations sociales entre des groupes dont l'identité est étroitement liée à leurs moyens de subsistance.

**2. Le pastoralisme est un moyen de subsistance essentiel et une source potentielle de tension entre les communautés dans les régions où se déroulent des conflits majeurs** - Les dynamiques de conflit abordées dans ce dossier d'information ont alimenté la violence généralisée, les troubles sociaux et l'insécurité pour les populations économiquement ou politiquement marginalisées. L'escalade de la violence rend urgente la nécessité d'une réponse coordonnée et stratégique.

**3. L'avenir du pastoralisme en tant que modèle de production est remis en question** - L'efficacité du pastoralisme en tant que système de production animale en zones arides et son impact social et environnemental font l'objet d'un désaccord permanent et profond entre les décideurs et les experts. L'absence de politiques cohérentes crée des tensions autour de la gouvernance des ressources, de la production alimentaire et des mouvements transfrontaliers qui peuvent dégénérer en violence et compromettre la stabilité régionale.

**4. Les impacts du changement climatique, de la croissance démographique et des changements dans les systèmes de production sur le pastoralisme ne feront que s'aggraver** - La chaîne de valeur de l'élevage pastoral implique des millions d'éleveurs, d'agriculteurs et d'entreprises. Lorsque ce système est perturbé par la violence, par les déplacements forcés ou par une mauvaise gestion des terres, les conséquences se répercutent dans toute la région, menaçant la sécurité alimentaire et la stabilité économique. La nécessité d'une réponse coordonnée et stratégique.

*Bétail en migration au Tchad. Crédit photo : A. Hissien/I. Bourdjo, Projet Transhumance à la croisée des chemins*

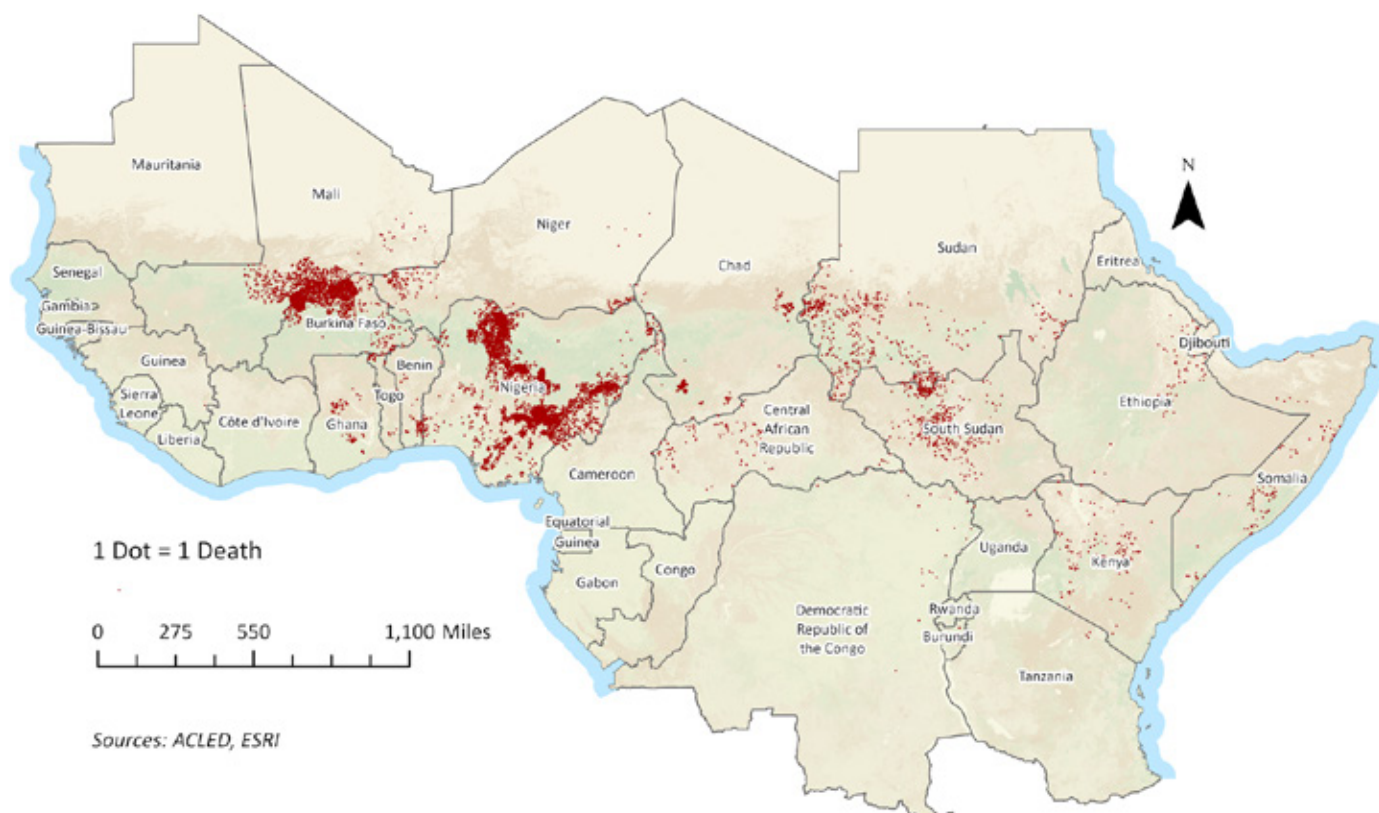


# Pourquoi la région Soudano-Sahélienne?

écologique qui s'étend du Sahara au nord à la zone de climat tropical humide au sud et couvre des pays allant du Sénégal à l'ouest au Soudan à l'est. Ce dossier d'information se concentre sur la région Soudano-Sahélienne parce que c'est une région dans laquelle l'élevage pastoral et les chaînes de valeur associées sont essentiels à la survie de l'homme. Plus précisément, notre analyse tend à se concentrer sur quatre sous-régions qui ont connu une violence et une instabilité aiguës liées aux pasteurs et au pastoralisme ces dernières années :

1. Le triangle **Liptako-Gourma** à l'intersection du Mali, du Niger et du Burkina Faso, a connu divers mouvements insurrectionnels armés qui ont pris pour cible le bétail et stimulé des cycles de violence interethnique.
2. Le **Nigeria** a subi de graves niveaux de violence, à la fois en raison de conflits intercommunautaires dans la Middle Belt, et de la montée du banditisme dans les régions instables du nord-est et du bassin du lac Tchad.
3. La **République centrafricaine** et les régions frontalières environnantes sont devenues un foyer de violence liées au pastoralisme, car les groupes armés qui ont pris le contrôle de zones reculées ont pris pour cible le bétail qui migre depuis le Tchad, le Cameroun ou le Soudan.
4. Au **Soudan** et au **Sud-Soudan**, les pratiques de vol de bétail se sont professionnalisées et diverses milices soutenues par les élites politiques ont exacerbé les conflits intercommunautaires conjoncturels au sein des populations pastorales et entre les éleveurs et les agriculteurs.

## DÉCÈS LIÉS À UN CONFLIT PASTORAL 2016-2020



Cette carte représente le nombre de décès dus aux conflits. Cette carte représente le nombre de décès dus à des événements conflictuels dans la région Soudano-Sahélienne où une ou plusieurs parties sont décrites comme étant des « éleveurs », 2016-2019. Source : ACLED, ESRI.





*Des vaches à longues cornes se battent dans un camp de la tribu Mundari, Central Equatoria, Terekeka, Sud-Soudan. Crédit photo : Eric Lafforgue/Art in All of Us/Corbis via Getty Images.*

# Introduction au pastoralisme et au conflit

# Une brève histoire

Depuis que le bétail a été domestiqué pour la première fois il y a dix mille ans, l'homme a eu recours à différentes techniques pour l'élever, depuis les grands ranchs de l'Ouest américain ou de l'Argentine aux longues migrations des nomades dans les steppes d'Asie centrale. Le bétail a joué un rôle essentiel dans la définition non seulement de l'économie d'une civilisation, mais aussi de son identité culturelle et de son patrimoine historique. Le **Pastoralisme** est un système d'élevage dans lequel le bétail est mobile sous une forme ou une autre.<sup>1</sup> Ce système peut être utilisé avec différentes formes de bétail, des bovins aux chameaux en passant par les chèvres, et plus encore Il s'agit d'une pratique ancrée à la fois dans la nécessité écologique et dans l'héritage culturel des peuples nomades, des Samis de Suède aux Bédouins de la péninsule arabique.

Le pastoralisme est un terme générique qui englobe des pratiques culturelles et des modes de mobilité du bétail divers, allant des nomades qui se déplacent en permanence et parcourent des milliers de kilomètres toute l'année, aux éleveurs semi-nomades dont le bétail se déplace de manière saisonnière ou sur de courtes distances. Il s'agit d'une pratique adaptative qui est nécessaire dans les conditions semi-arides et à faible pluviosité de la région Soudano-Sahélienne, où l'accès aux aliments et à l'eau est souvent incertain. Les troupeaux sont maintenus dans des zones plus sèches pendant la saison des pluies jusqu'à ce que les ressources diminuent à mesure que la saison sèche approche, lorsqu'ils sont alors déplacés vers des zones à climat plus humides. Une grande mobilité le long de chemins saisonniers connus («transhumance») est nécessaire pour garantir un pâturage constant et de l'eau potable. Comme ce sont les conditions environnementales qui déterminent quand et où le bétail peut se déplacer, les routes migratoires traversent généralement les frontières nationales et englobent des sous-régions géographiques entières.



**Les races bovines et les méthodes de production occupent une place prépondérante en tant que symbole culturel et élément déterminant des moyens de subsistance ruraux dans les sociétés du monde entier. Cette image présente : une vache à longues cornes, une image emblématique dans le sud-ouest américain (en haut) et un jeune taureau lors d'une exposition de bétail (au milieu) ; une course de bétail traditionnelle dans l'ouest de Sumatra (en bas). Crédit photo : Larry D. Moore CC BY-SA 3.0 (en haut ; Edward McCabe (au milieu) ; Farida Ridhwan (en bas).**

<sup>1</sup>La définition précise du pastoralisme a fait l'objet de débats entre certains experts, mais elle vise généralement à indiquer un système de production ou un mode de vie basé sur le mouvement ou la mobilité.

Les éleveurs mobiles et les agriculteurs sédentaires ont tendance à avoir des conceptions différentes de leur relation avec la terre. Historiquement, l'accès aux pâturages ou à l'eau n'était pas conditionné par la propriété privée — le bétail paissait sur des terres publiques ou communales et dépendait de l'accès à des sources d'eau partagées. L'accès aux terres publiques se faisait par l'intermédiaire des chefs locaux, mais ces terres n'étaient pas en propriété exclusive. En se déplaçant vers de nouvelles zones, les éleveurs ont pu s'adapter aux changements des précipitations et éviter de surcharger les ressources d'une zone particulière. En revanche, la production végétale nécessite une occupation à plus long terme de la terre afin de couper, de défricher, de planter et de récolter. Même dans les zones à faible densité démographique, les agriculteurs apprécient la possibilité de conserver l'usage à long terme d'une zone délimitée et fertile.

Malgré ces différences, les communautés pastorales et agricoles sont souvent interdépendantes. Le pastoralisme a historiquement contribué à satisfaire la demande des économies agricoles en produits animaux (lait, fromage, peaux, viande, etc.) par le biais du troc ou de la vente de céréales et de produits. De nombreux agriculteurs permettraient au bétail de consommer les résidus de récolte, et le bétail de passage fertiliserait les terres arables avec du fumier. En revanche, le droit des éleveurs à accéder à l'eau ou aux pâturages publics était protégé par des accords coutumiers avec les communautés d'accueil locales. Avec les mêmes groupes empruntant les mêmes itinéraires chaque année, des relations se développeraient avec les résidents sédentaires.

Ces relations n'ont jamais été exemptes de conflits. Les terres agricoles empiètent parfois sur les voies ou « couloirs » particuliers, où le bétail avait l'habitude de se déplacer, ce qui les empêche d'accéder aux pâturages, à l'eau ou aux marchés. Le bétail de passage s'égarait régulièrement dans les champs et endommageait les cultures. Dans certains cas, les agriculteurs ripostaient et attaquaient le bétail qui était en train de traverser. Ces problèmes étaient plus importants que de simples dégâts matériels mineurs. Les agriculteurs de subsistance<sup>2</sup> peuvent devoir attendre un an pour que les cultures endommagées repoussent, comme le manioc, laissant leur famille dans la faim.

<sup>2</sup>L'agriculture de subsistance est une pratique dans laquelle la plupart ou toutes les cultures sont utilisées pour subvenir aux besoins de l'agriculteur ou de sa famille, plutôt que d'être vendues ou commercialisées.



*Les rencontres entre le bétail et les terres agricoles sont fréquentes. Cette image présente un agriculteur du comté de Tana River, au Kenya, qui garde un œil sur le bétail pastoral de passage. Crédit photo : Omar Mwandaro.*

De même, la perte d'une seule vache peut équivaloir à la perte d'un mois de salaire pour des personnes issues de la classe moyenne. Diverses pratiques coutumières se sont développées à travers la région Soudano-Sahélienne pour établir des compensations ou des pénalités équitables et éviter que ces conflits ne dégénèrent en violence. Cependant, ces dernières années, de nouvelles pressions environnementales, économiques et sécuritaires ont entraîné une détérioration des relations entre les groupes pastoraux et les résidents sédentaires.

La production animale pastorale peut comporter plusieurs étapes, et les **interventions décrites dans cette boîte à outil se concentreront sur l'engagement avec les éleveurs et leur bétail à différents moments de ce processus, comme par exemple :**

## 1. ZONE D'ACCUEIL

De nombreux éleveurs pratiquent un mode de vie semi-nomade. Ces derniers vivent dans un endroit pendant un certain temps, puis emmènent leur bétail en migration pendant la saison sèche ou au marché. Cet endroit peut être une ville permanente ou un camp temporaire et peut constituer des points focaux essentiels pour l'engagement des communautés pastorales.

## 2. TRANSHUMANCE

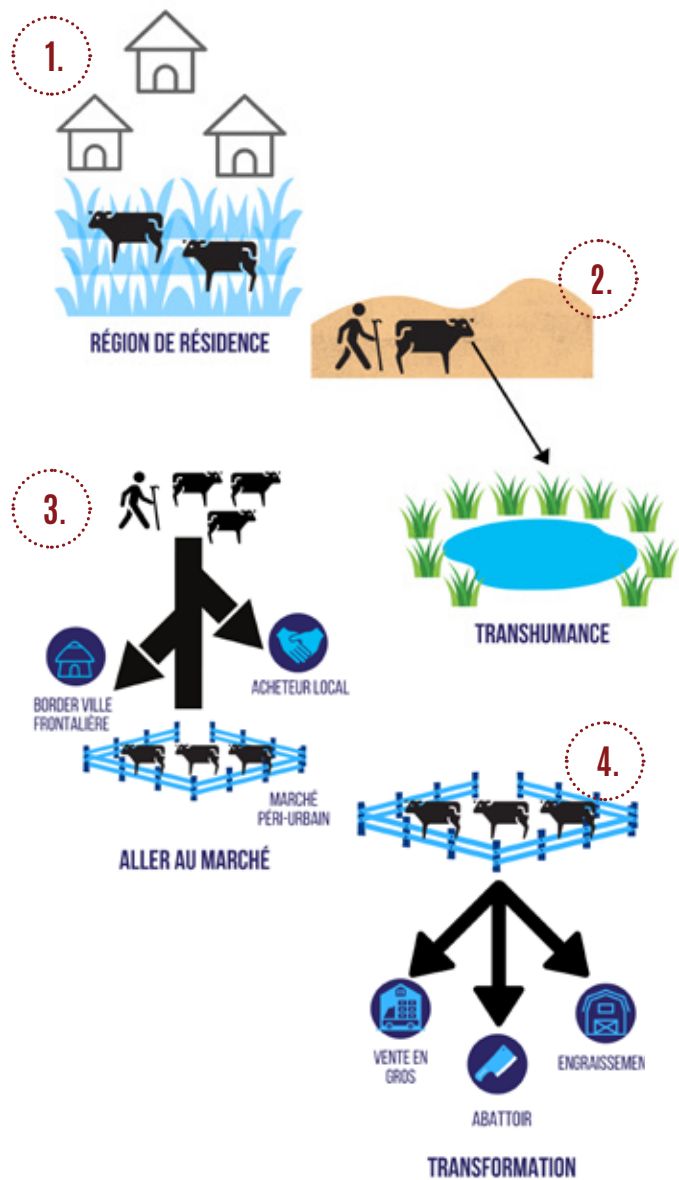
Certains bétails pastoraux migrent le long de routes établies pour accéder à l'eau ou aux pâturages lorsque la saison change. Il s'agit d'un processus connu sous le nom de « transhumance ». Ces migrations poussent parfois le bétail à entrer en contact avec des terres agricoles, des frontières nationales ou d'autres espaces où des conflits peuvent naître.

## 3. MARCHÉ

Lorsque les éleveurs sont prêts à vendre leur bétail ou leurs produits animaliers, ils les amènent chez différents acheteurs — par exemple, un boucher local, un intermédiaire dans une ville frontalière, ou des marchés à la périphérie des grandes villes. Ce commerce peut créer non seulement des opportunités pour consolider l'intégration économique régionale, mais aussi des risques lorsque les marchés sont ciblés par des groupes criminels.

## 4. TRANSFORMATION

Pour satisfaire la demande régionale croissante de viande et de produits animaux, le bétail pastoral peut être engraisé et revendu à d'autres marchés nationaux de la région. Une chaîne de production régionale solide nécessite des investissements non seulement dans l'accès à l'eau ou les routes de transhumance pour l'élevage du bétail, mais aussi dans d'autres infrastructures rurales (par exemple, les chambres froides, les transports et les réseaux électriques).



**Le pastoralisme n'est pas qu'un simple phénomène rural.** Bien que ce dossier d'information mette en lumière les défis auxquels sont confrontés les éleveurs dans les régions rurales et éloignées, le pastoralisme ne se limite pas à l'arrière-pays. Les éleveurs emmènent leur bétail dans les zones urbaines pour accéder aux marchés ou aux centres de transformation. L'avenir de la production pastorale aura des répercussions importantes sur l'avenir des centres urbains en Afrique. Cette image est celle d'un troupeau de bovins traversant Nairobi, au Kenya. Crédit photo : Jean Chung/Getty Images.

# Les groupes pastoraux dans la région soudano-sahélienne

Divers groupes ethniques de la région Soudano-Sahélienne sont souvent décrits comme «pastoraux», dans le sens où le pastoralisme est une pratique de subsistance principale au sein de ces groupes et joue un rôle influent dans leur identité culturelle. Il peut s'agir, mais sans s'y limiter, des Touaregs, des Maures et des Sahraouis dans les régions sahariennes ; des Toubous au Tchad, au Soudan, en Libye et au Niger ; des Baggara dans les régions soudanaises du Darfour et du Kordofan ; et des Peuls, qui s'étendent du Sénégal à l'Afrique centrale en passant par le Nigeria et le Sahel. Beaucoup de ces groupes parlent leurs propres langues et suivent leurs propres traditions qui sont liées au bétail ou aux mouvements nomades et les distinguent de leurs voisins.

Mais ces groupes ne sont pas homogènes. Les [Peuls](#) par exemple, constituent une ethnie comptant des dizaines de millions de personnes et des centaines de sous-clans. Cela inclut les personnes qui ne pratiquent pas le pastoralisme en tant que moyen de subsistance principal, mais qui le considèrent comme faisant partie de leur patrimoine culturel ou de leur identité. Il peut y avoir de fortes divisions linguistiques ou sociales entre les membres d'un groupe ethnique pastoral qui ont un mode de vie nomade ou semi-nomade et ceux qui mènent une vie sédentaire.

## MOYENS DE SUBSISTANCE DES ÉLEVEURS

\*\* Ce ne sont là que quelques-unes des différentes pratiques que l'on retrouve au sein des communautés pastorales. \*\*

### BERGERS DE SUBSISTANCE

Environ 80 % des éleveurs du Sahel vivent en dessous du seuil de pauvreté\* et ne gèrent parfois que de petits troupeaux.



### PROPRIÉTAIRES RICHES ET TRAVAILLEURS RÉMUNÉRÉS

Le bétail constitue un investissement lucratif pour les riches, qui ont souvent recours à l'aide rémunérée des populations nomades pour emmener leur bétail en transhumance.



### ÉLEVEURS ET AGRICULTEURS

De nombreux éleveurs possèdent d'autres moyens de subsistance (agriculture, pêche, etc.) pour ne pas dépendre uniquement du bétail.



### COMMUNAUTÉS SEMI-NOMADES

Si certains éleveurs sont totalement nomades, d'autres vivent dans des communautés sédentaires et ne sortent que pour emmener leur bétail lors des transhumances saisonnières ou pour les vendre au marché.



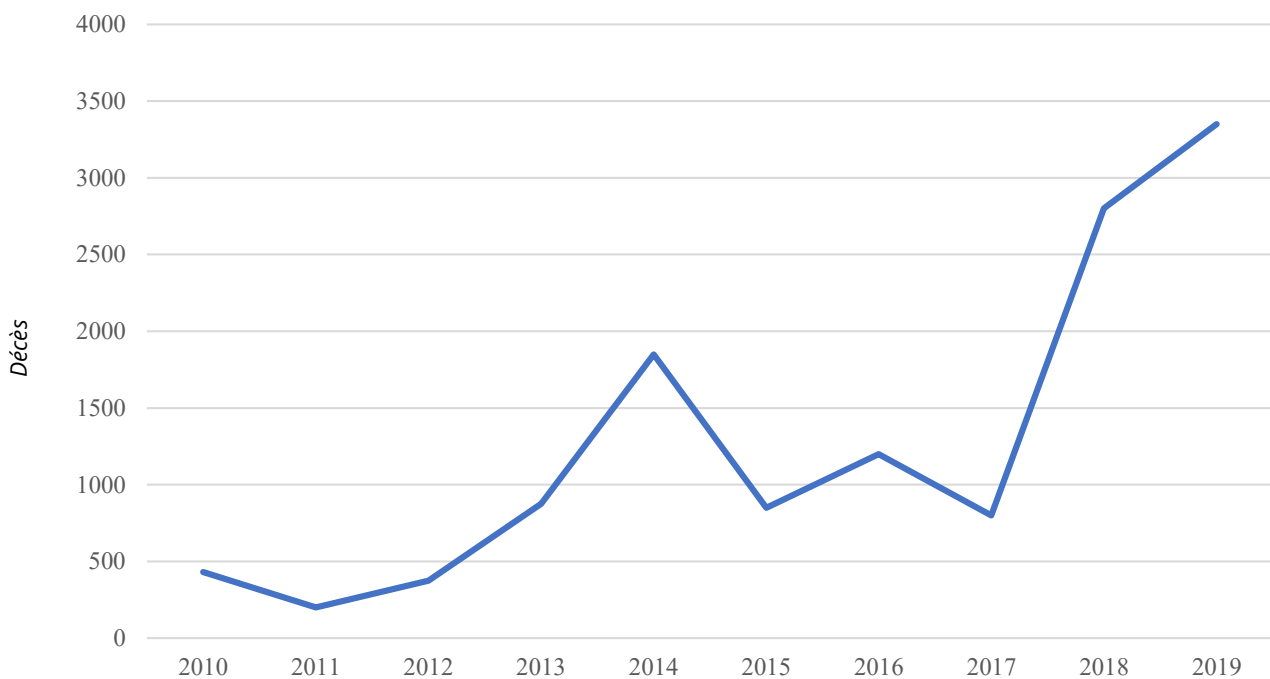
\*Prospects for Livestock-Based Livelihoods in Africa's Drylands. World Bank Studies, ed. Cornelis De Haan, (Washington, DC: World Bank, 2016).

# Con lit actuel

Au cours des dernières décennies, les pasteurs et d'autres habitants des zones de pâturage reculées ont été confrontés à de nouvelles menaces : allant de l'augmentation du nombre d'apatrides à la multiplication des insurrections. La violence et l'instabilité se sont accrues dans les régions frontalières et dans les autres espaces où les pasteurs ont traditionnellement opéré : l'est du Tchad ; les régions frontalières du Soudan et du Soudan du Sud; les régions frontalières du Kenya, de l'Ouganda et du Soudan du sud ; la République centrafricaine (RCA) et ses frontières avec la République démocratique du Congo (RDC) et le Tchad ; la Middle Belt et le nord-est du Nigeria; les quatre pays du bassin du lac Tchad ; la zone des trois États du Liptako-Gourma. **Un nombre croissant de civils perdent la vie dans des conflits liés au pastoralisme, et cela de quatre manière définies :**

1. Les confrontations quotidiennes découlant de griefs tels que les dommages causés aux cultures ou au bétail;
2. L'escalade des conflits quotidiens en cycles chroniques de vengeance entre groupes ethniques pastoraux ou entre pasteurs et agriculteurs;
3. Des groupes armés ou les forces de sécurité de l'État prennent pour cible les communautés pastorales et leur bétail;
4. Les pasteurs participant qui participent à des activités criminelles ou intègrent des groupes armés non étatiques, parce qu'ils cherchent à atteindre des objectifs politiques, un passage sûr ou un gain financier.

## Décès dus aux conflits dans la région soudano-sahélienne où une ou plusieurs parties sont décrites comme « pastorales ».



*Bien que la gravité de la violence liée au pastoralisme fluctue dans le temps, il y a eu des pics importants au cours de la dernière décennie. Ce graphique représente le **nombre de décès dus à des conflits dans la région soudano-sahélienne où une ou plusieurs parties sont décrites comme « pastorales », 2010-2019.** Source : ACLED.*



Les conflits violents créent des risques pour les pasteurs qui doivent se déplacer sur des territoires peu sûrs. Nombre d'entre eux sont contraints de prendre le risque de perdre leur bétail ou de trouver de nouvelles voies de migration. Les pertes généralisées de bétail constituent une crise à la fois pour les moyens de subsistance des éleveurs et pour la sécurité alimentaire de la région. Cette image présente du bétail abandonné à Malam Fatori, au Niger, après que les gens ont fui pour se mettre à l'abri de Boko Haram. Crédit photo : ISSOUF SANOGO/AFP via Getty Images

## Impact économique du conflit

Cette violence a un impact direct sur le commerce légal, la production et la croissance économique dans toute l'Afrique subsaharienne. Une [étude de la Banque mondiale de 2016](#) a relevé que le bétail soutient partiellement ou totalement les moyens de subsistance d'environ 110 à 120 millions de personnes, soit à peu près 70 % de la population rurale des zones arides d'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Comme indiqué ci-dessous, l'impact du conflit est souvent plus facile à déchiffrer en termes de perte de croissance économique rurale formelle, mais il est également fonction de l'augmentation des activités économiques illicites, comme la contrebande, les vols de bétail ou la traite des êtres humains.

Les éleveurs, dont beaucoup luttent déjà contre la pauvreté structurelle, sont vulnérables aux chocs causés par des conditions météorologiques extrêmes, des troubles civils, des prix extrêmement fluctuants et des épidémies de zoonoses (maladies animales). Au cours de la dernière décennie, les conflits dans le Sahel occidental ont déplacé plus d'un million de personnes, dont une grande partie sont des éleveurs de bétail. La communauté internationale a réagi en fournissant un flux annuel d'environ 1 milliard de dollars d'aide humanitaire d'urgence, une aide qui touche en moyenne 5 millions de personnes par an.

Une analyse de Mercy Corps réalisée en 2015 a suggéré que si les conflits dans la Middle Belt au Nigeria entre les éleveurs et les agriculteurs cessent, les bénéfices attribuables à la paix seraient de 13,7 milliards de dollars par an, soit 2,79 % du produit intérieur brut (PIB) de la nation. Le ménage moyen touché par le conflit verrait ses [revenus augmenter d'au moins 64%](#) .

Selon un [rapport](#) de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Soudan du sud pourrait avoir subi une baisse se situant entre 1,34 et 2,04 milliards de dollars de son PIB sur une période de deux ans, conséquence directe de l'impact de la guerre civile sur les marchés du bétail.

[Une étude](#) menée par le programme BRACED sur les marchés de bétail au Niger, au Mali et au Burkina Faso a révélé que la proximité d'un marché à un conflit violent était corrélée à une baisse du prix local du bétail.

# Pourquoi le conflit s'est-il accentué ?

La gravité croissante des conflits liés au pastoralisme est le résultat de trois facteurs récents : les changements macroéconomiques et écologiques, une crise de la gouvernance et de la sécurité des pâturages éloignés, et la division sociale et politique. Cette section offre un bref aperçu de ces tendances, mais une analyse plus détaillée peut être trouvée dans le rapport complémentaire, [Pastoralisme et conflit dans la région Soudano-Sahélienne : Revue de la littérature](#).

## 1. LES PRESSIONS DU CLIMAT ET DU MARCHÉ ONT FAIT AUGMENTER LE STRESS DES POPULATIONS RURALES

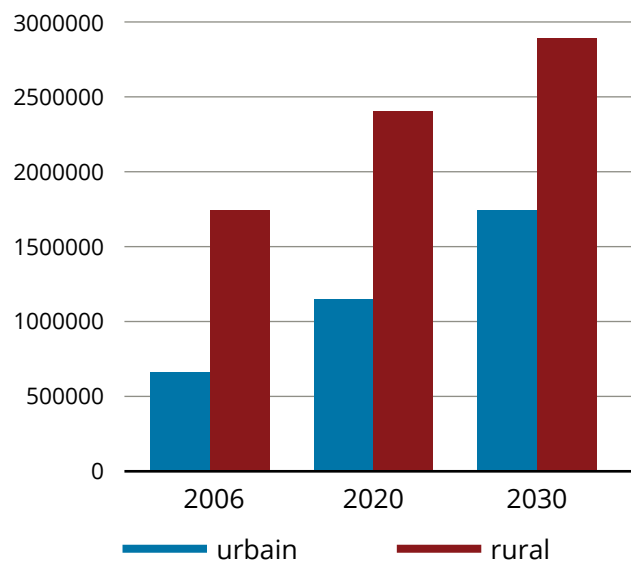
Les pressions environnementales, l'augmentation démographique et l'élargissement de la portée géographique des populations ont progressivement modifié les modèles de production animaliers et les modèles d'agriculture, transformant les relations entre les éleveurs et les communautés agricoles sédentaires :

La croissance des populations urbaines a [entraîné une augmentation substantielle de la demande de viande, dépassant les capacités de certains pays à approvisionner](#).

La désertification progressive et l'irrégularité des précipitations causées par les changements climatiques ont perturbé la disponibilité des ressources—déjà incertaine dans la région soudano-sahélienne—déplaçant les communautés et mettant certains éleveurs en danger de perdre leurs moyens de subsistance.

Les périodes de sécheresse suivies de fortes précipitations dans les années 1970 et 1980 ont entraîné une intensification et une expansion de l'agriculture dans de nouvelles zones géographiques, y compris celles qui servaient historiquement de zones de pâturage ou de couloirs de migration du bétail.

## Projections de la demande de viande bovine en Afrique sub-saharienne, en tonnes métriques.



Le graphique ci-dessus illustre la croissance rapide prévue de la demande de viande bovine, au sein des populations urbaines en particulier. L'offre régionale devrait donc s'accroître considérablement pour répondre à cette demande.

Source : *Perspectives pour les moyens de subsistance basés sur l'élevage dans les zones arides d'Afrique*. World Bank Studies, ed. Cornelis De Haan, (Washington, DC : World Bank, 2016) citant la source comme Robinson, T., et G. Conchedda. 2014. « Systèmes de production de bétail. » Document technique préparé pour le document d'information à propos de la Résilience économique sur le bétail.

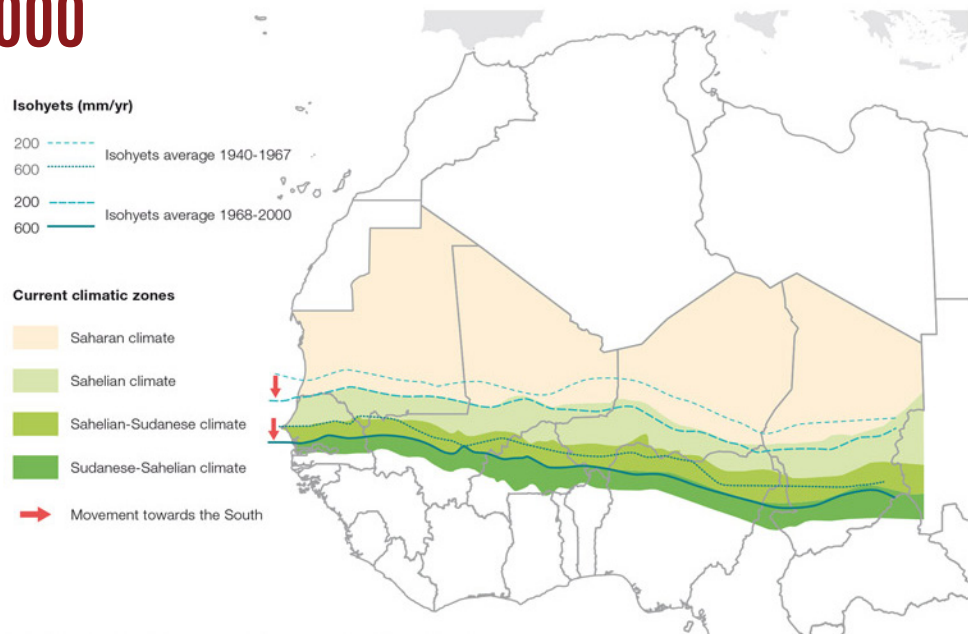


Les petites exploitations de subsistance sont remplacées par un développement agricole à grande échelle. Ici, on voit des agriculteurs en plein travail au Nigeria. Crédit photo : Search for Common Ground.



# Variation des isohyètes entre 1940-1967 et 1968-2000

Ce graphique illustre la variation des précipitations moyennes au Sahel au cours du siècle dernier. Le mouvement vers le sud indiqué sur cette carte illustre un défi majeur pour les éleveurs : le bétail du Sahel devra se déplacer plus au sud pour accéder aux ressources en eau, où il devra franchir les frontières avec les pays côtiers.



Source: OECD/SWAC, Regional Atlas on West Africa 2009

Extract: OECD (2014), An Atlas of the Sahara-Sahel: Geography, Economics and Security, OECD Publishing, Paris

© 2014. Sahel and West Africa Club Secretariat (SWAC/OECD)

Une conséquence de ces changements environnementaux et économiques a été la corrosion de l'interdépendance productive entre les agriculteurs et les pasteurs. Certains pasteurs se sont sédentarisés et ont adopté l'agriculture ou le commerce à petite échelle, tandis que certains agriculteurs se sont lancés dans l'élevage. Avec l'augmentation du nombre d'agriculteurs élevant du bétail et l'avènement des engrais artificiels, de moins en moins d'agriculteurs dépendent désormais du passage du bétail pour fertiliser leurs champs. Les jeunes générations d'agriculteurs peuvent considérer le bétail pastoral de passage comme des nuisibles qui détruisent leurs champs au lieu d'être un complément productif à leurs moyens de subsistance.

**Dans le passé, ces communautés — tant les agriculteurs que les éleveurs — vivaient en paix et les conflits étaient résolus de manière traditionnelle. Ils se rendent auprès de leurs chefs traditionnels et parviennent à résoudre le conflit, mais vous constatez que les choses ne sont plus pareilles de nos jours.<sup>3</sup>**

D'autres facteurs ont réduit la disponibilité des terres à usage commun pour le pâturage ou la plantation, tels que :

Des terres peuvent être allouées à des entreprises privées à des fins d'agriculture commerciale, notamment les terres situées le long des cours d'eau qui sont souvent essentiels pour les éleveurs pendant la saison sèche. L'élite politique, réagissant à la demande croissante de produits animaliers, investissent dans l'élevage commercial, ce qui conduit dans certains cas à la privatisation de terres auxquelles les éleveurs pouvaient autrefois accéder grâce à des droits coutumiers.

L'accès à certaines terres peut être interdit en vertu de nouveaux décrets de préservation qui visent à protéger les microclimats et les espèces rares.

Tous ces facteurs ont entraîné **une concurrence pour les ressources que les institutions étatiques et les mécanismes traditionnels sont mal équipés pour résoudre.**

<sup>33</sup>Entretien avec un chercheur au Nigeria, mai 2020.

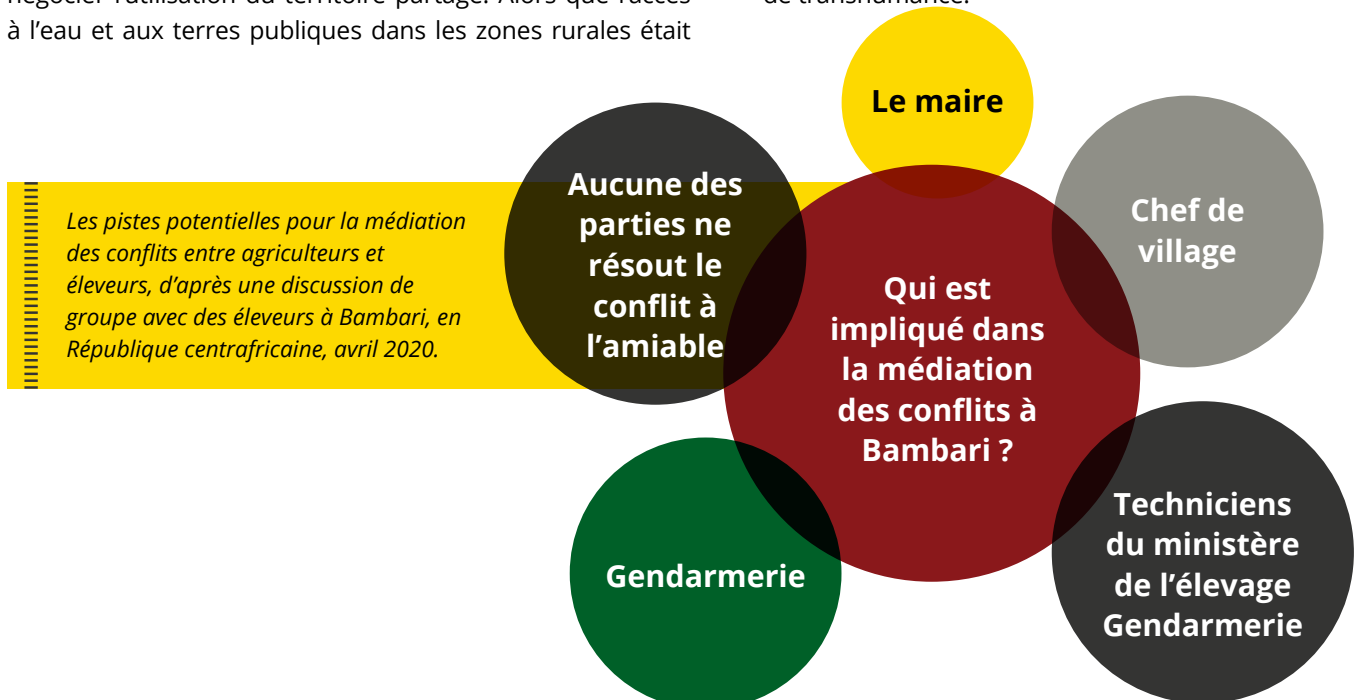
## 2. LES ÉLEVEURS ET AUTRES POPULATIONS RURALES FONCTIONNENT DANS UN VIDE DE GOUVERNANCE CONTESTÉ

Dans la plupart des régions soudano-sahélienne, les autorités publiques exercent un contrôle limité sur les territoires ruraux. Les politiques régissant la gestion des ressources, la propriété foncière ou le déplacement du bétail existent sur papier mais ne sont souvent pas correctement appliquées. De nombreuses communautés pastorales et agricoles continuent de se tourner vers les chefs traditionnels ou les tribunaux coutumiers pour négocier l'accès aux ressources ou régler les différends. Le résultat final est un système pluraliste dans lequel diverses autorités (chefs traditionnels, conseils municipaux, maires, tribunaux coutumiers, ministères de l'agriculture, organismes chargés de faire respecter la loi) exercent toutes leur autorité mais s'appuient sur des règles ou des pratiques différentes pour résoudre les conflits. L'autorité de l'État et des chefs coutumiers dans les zones de conflit actif a été davantage sapée par la présence des groupes armés non étatiques.

Dans les zones où les autorités étatiques exercent un contrôle, leurs politiques privilégient souvent les populations sédentaires. Tant avant qu'après la période d'indépendance, les décideurs politiques et les experts en développement de l'ensemble de la région soudano-sahélienne ont souvent considéré le pastoralisme comme inconciliable avec une agriculture commerciale et un secteur de l'élevage modernes. De nombreux États ont institué des réformes qui allaient à l'encontre des pratiques coutumières sur lesquelles les éleveurs et les agriculteurs s'étaient appuyés pour négocier l'utilisation du territoire partagé. Alors que l'accès à l'eau et aux terres publiques dans les zones rurales était

historiquement géré par les chefs traditionnels, de nombreux États ont adopté une législation qui leur permet d'assumer un contrôle plus direct sur ces ressources. De nouvelles lois sur le régime foncier ont favorisé la vente privée et le développement commercial des pâturages, changeant ainsi les règles pour les éleveurs qui pouvaient autrefois négocier l'utilisation des terres grâce à leurs relations avec les chefs locaux.

Dans un système étatique moderne, les éleveurs ne peuvent pas pratiquer leur activité sans une certaine mesure de reconnaissance et protection officielles ; ils dépendent de la possibilité de se déplacer au-delà des frontières et d'accéder aux ressources sur des terres surveillées par les autorités de l'État. Au fil du temps, de plus en plus d'autorités et d'experts en élevage ont reconnu que toute vision future du développement rural en Afrique devait soutenir explicitement le pastoralisme. Diverses déclarations multilatérales — comme celles adoptées à [Nouakchott](#) et à [N'Djamena](#) — ont appelé à une action collective pour soutenir les moyens de subsistance des éleveurs, et plusieurs gouvernements nationaux ont mis en œuvre des réformes juridiques et de développement pour intégrer le pastoralisme dans un système de gouvernance moderne. Cela va des accords multilatéraux qui garantissent le libre passage du bétail au niveau des frontières, aux investissements dans les infrastructures publiques d'approvisionnement en eau le long des couloirs de transhumance.



*Les pistes potentielles pour la médiation des conflits entre agriculteurs et éleveurs, d'après une discussion de groupe avec des éleveurs à Bambari, en République centrafricaine, avril 2020.*

### 3. L'INSÉCURITÉ AUGMENTE ET PROVOQUE DES CYCLES DE VIOLENCE

Les éleveurs ont été affectés par les différents chocs à la stabilité ressentis à travers la région Soudano-Sahélienne : groupes armés non-étatiques, guerre civile, crime transnational. Ces chocs alimentent un cercle vicieux, où les éleveurs et les communautés sédentaires sont poussés à prendre les armes ou à se livrer à des activités illicites pour se protéger ou subvenir à leurs besoins, ce qui accroît l'instabilité. L'éleveur moyen au Mali ou en RCA, qui n'a peut-être que son propre fusil et une clôture de fortune faite de branches pour garder son troupeau, est une cible attrayante pour le banditisme et l'exploitation des groupes armés. Même les éleveurs de subsistance peuvent être responsables de bovins qui valent chacun plus de la moitié du salaire annuel d'une personne vivant au seuil de pauvreté. Le vol de bétail ou les taxes de protection sont une pratique de plus en plus courante et une source de revenus lucrative pour les groupes insurgés. Les razzias pour du bétail entre groupes pastoraux rivaux – une pratique de longue date dans certaines régions – se sont professionnalisées, le bétail étant ciblé par des milices locales, comme dans les conflits au [Soudan et Soudan du sud](#).

**Il ne s'agit plus d'un vol de bétail mais d'un enlèvement total du troupeau par un certain nombre de groupes armés.<sup>4</sup>**

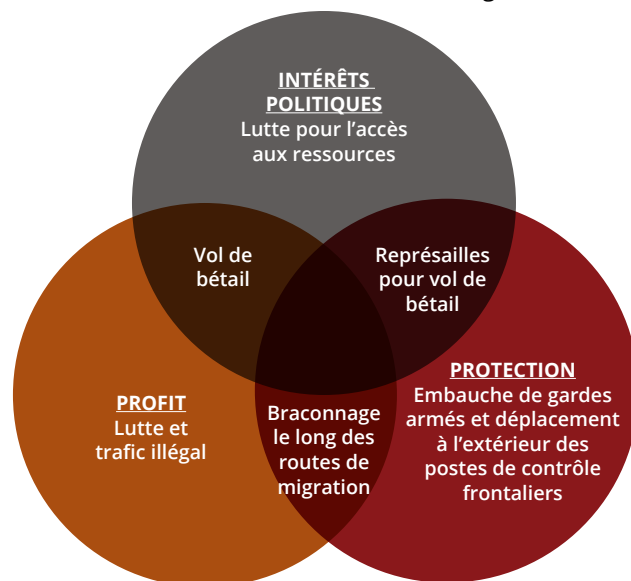
Ces menaces ne sont souvent pas éradiquées efficacement par les forces de sécurité de l'État qui n'ont pas les ressources ou les capacités nécessaires pour travailler avec les communautés et trouver des solutions. Pour se protéger et protéger leurs moyens de subsistance, les éleveurs prennent en charge leur propre sécurité d'une manière qui les fait apparaître comme une menace pour les communautés d'accueil – en s'armant, en engageant des gardes armés ou en organisant des milices d'autoprotection. Il s'agit d'un petit élément d'une augmentation beaucoup plus importante de la prolifération

des armes légères à travers la région Soudano-Sahélienne. Dans certains cas, les éleveurs vont même rejoindre ou former des alliances avec des groupes d'insurgés locaux pour éviter d'être pris pour cible. Malgré le grand nombre de personnes qui pratiquent le pastoralisme, les communautés pastorales sont encore fréquemment stigmatisées comme des étrangers violents. Les décideurs politiques, les médias et les forces de sécurité traitent fréquemment les pasteurs comme des mandataires des groupes d'insurgés et comme des « étrangers » suspects.

Bien que beaucoup soient eux-mêmes victimes d'exploitation, certains éleveurs et membres de groupes ethniques traditionnellement pastoraux [participent à des activités criminelles ou insurrectionnelles](#). Leurs motivations peuvent inclure toutes formes de profit, de politique ou d'autoprotection. En tant qu'experts concernant le fait de naviguer sur des pâturages ouverts, d'éviter les autorités et de traverser les frontières sans être appréhendés, les éleveurs pourraient constituer un atout pour les opérations de contrebande. Comme la grande majorité des pasteurs vivent en dessous du seuil de pauvreté, l'opportunité économique qui découle de ces activités illicites peut constituer une puissante motivation. Divers groupes d'insurgés et des milices — de la [Katiba Maacina](#) dans le centre du Mali, à [l'État islamique dans le Grand Sahara](#) dans la région du Liptako Gourma,, en passant par [l'Unité pour la paix en Centrafrique \(UPC\)](#) en RCA – lancent des appels spécifiques aux pasteurs ou aux groupes ethniques pastoraux. Bon nombre de ces mouvements ethno-nationalistes ou groupes d'autodéfense sont organisés autour d'une identité ethnique ou tribale dont les moyens de subsistance pastoraux constituent une composante essentielle. Les conflits liés aux ressources entre les éleveurs et les agriculteurs sont souvent liés à d'autres formes de violence intercommunautaire entre ces groupes qui sont traditionnellement des éleveurs ou des agriculteurs.

### POURQUOI CERTAINS PASTEURS S'ADONNENT-ILS À DES ACTIVITÉS ILLICITES OU À LA VIOLENCE ?

*Pourquoi certains éleveurs participent-ils à des activités criminelles ou insurrectionnelles ? Les facteurs d'influence peuvent inclure une combinaison de la poursuite d'intérêts politiques, de l'opportunisme économique et du besoin d'autoprotection.*



<sup>4</sup>Entretien avec le responsable d'une organisation pastorale au Niger, avril 2020.



## Qu'est-ce qui peut être fait?

Malgré l'escalade de la violence, il existe des possibilités prometteuses de créer un avenir pacifique pour le pastoralisme. Au Nigeria, des groupes de pasteurs et d'agriculteurs qui ont été pris dans d'horribles cycles de violence se sont réunis pour discuter des griefs qui les divisent. À la frontière entre le Soudan et le Soudan du sud, les dirigeants communautaires rétablissent les pratiques de migration pastorale qui avaient été perturbées par des années de conflit politique et de violence des milices. Les États du Sahel occidental ont adopté des lois nationales qui protègent nominalement l'accès des pasteurs aux ressources et renforcent l'autorité des systèmes de gouvernance locaux, ce qui peut contribuer à restaurer la capacité des chefs communautaires à gérer les conflits efficacement. **Ce dossier d'information présente ces stratégies et d'autres stratégies similaires et offre des conseils sur la manière de mettre en œuvre de futures interventions grâce aux idées tirées des efforts passés.**



*Dans toute la région soudano-sahélienne, les populations trouvent des solutions collaboratives aux conflits liés au pastoralisme. Cette image présente des éleveurs et des propriétaires de bétail lors d'un dialogue à Ughelli, au Nigeria. Crédit photo : Search for Common Ground*

## Passez à :



### **MODULE 1 – DÉVELOPPEMENT RURAL**

– Cultiver une croissance économique rurale équitable et réduire les causes chroniques de conflits.



### **MODULE 2 – ENVIRONNEMENT ET PRÉSERVATION**

– Incorporation des conflits liés au pastoralisme dans les efforts de préservation.



### **MODULE 3 – GOUVERNANCE ET ÉTAT DE DROIT**

– Encourager la participation du public à la gouvernance des pâturages pastoraux.



### **MODULE 4 – INTÉGRATION RÉGIONALE**

– Comprendre les aspects régionaux et transfrontaliers des moyens de subsistance des pasteurs et leur rôle dans le conflit.



### **MODULE 5 – GENRE ET AUTONOMISATION DES FEMMES**

– Renforcer le rôle des femmes dans la prise de décision et comprendre la question du genre dans les conflits liés au pastoralisme.



### **MODULE 6 – GESTION DES CONFLITS**

– Promouvoir la cohésion sociale et résoudre les conflits de manière non violente.



### **MODULE 7 – APPLICATION DE LA LOI ET CONTRE-TERRORISME**

– Aborder l'intersection du pastoralisme transfrontalier, de la criminalité et des insurrections.



### **MODULE 8 - LA CONSOLIDATION DE LA PAIX NUMÉRIQUE**

– Intégrer les nouvelles technologies dans la prévention des conflits



### **RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES**



*Un agriculteur s'occupe de ses cultures dans la Middle Belt, au Nigeria. La concurrence pour les ressources constitue le point de départ des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs dans la Middle Belt, comme ailleurs. Crédit photo : Search for Common Ground*

# Module 1

# Développement rural

## CE MODULE ABORDE COMMENT :

1. Veiller à ce que les pratiques de gestion des ressources ne deviennent pas des déclencheurs de conflits ;
2. Concevoir des stratégies de développement rural qui tiennent compte des intérêts des populations pastorales.

Un homme s'occupe de son bétail dans la Middle Belt, au Nigeria. Crédit photo : Search for Common Ground

## Le problème

Les économies rurales de la région Soudano-Sahélienne connaissent un bouleversement spectaculaire, et le développement et la gouvernance des pâturages ruraux constituent souvent une source de tension entre les groupes pastoraux et les gouvernements des États. De nombreux décideurs considèrent le pastoralisme comme incompatible avec une économie moderne et comme une pratique qui devrait être abandonnée au profit d'autres formes de production. Cette attitude a encore repoussé les voix pastorales à la marge ([voir module 3 - Gouvernance et État de droit](#)). Les détracteurs du pastoralisme ont cité le surpâturage, l'érosion des sols et la désertification comme des conséquences inévitables des pratiques pastorales, influencés par le récit dominant de la tragédie des biens communs. Bien que ces arguments [aient été largement contestés](#) par de nombreux décideurs et scientifiques, ils continuent d'inspirer les politiques de développement.

Les codes formels régissant la propriété foncière à partir de l'ère coloniale ne reconnaissent pas les droits coutumiers d'accès aux pâturages ou à l'eau, étant donné que de nombreux pays considéraient l'expansion de l'agriculture à grande échelle comme la clé de la croissance et une population sédentaire comme une source essentielle de recettes fiscales. Les investissements de développement se sont concentrés sur l'intensification de la production alimentaire. Cela se traduit par le passage des petites exploitations agricoles aux grands conglomérats privés, et par le développement d'un marché du matériel génétique animal et des aliments en provenance des marchés

étrangers pour augmenter la taille et la production du bétail sahélien.

Ces changements semblent souvent profiter aux investisseurs et aux économies d'outre-mer, au [détriment des producteurs locaux](#), et ont accru la concurrence pour les terres entre les éleveurs, les agriculteurs locaux et les investisseurs privés. La perte de terres signifie la perte de moyens de subsistance pour les communautés rurales. Pourtant, ces politiques sont imposées par les autorités sans que leurs conséquences soient dûment prises en compte. L'hypothèse part souvent du principe que la privatisation (ou, dans certains cas, la préservation et le tourisme) va générer des emplois pour les éleveurs et les agriculteurs locaux, créant ainsi une situation « gagnant-gagnant » pour toutes les parties. Les résultats sont [mitigés](#).

## STRATÉGIES D'INTERVENTION

### [1.1 - Réforme du régime foncier](#)

### [1.2 - Infrastructure et plan de développement](#)

### [1.3 - Gestion des ressources naturelles](#)

### [1.4 - Prestataires de services aux populations mobiles](#)

### [1.5 - Évaluations de la sensibilité aux conflits](#)

# 1.1 - Réforme du régime foncier

## TYPE D'INTERVENTION : POLITIQUE

**Description :** Dans une grande partie des zones rurales de la région Soudano-Sahélienne, les éleveurs dépendent des terres et de ressources contrôlées par l'État, même si ces terres ont été historiquement régies par des chefs coutumiers. Les droits coutumiers liés aux terres ne sont pas juridiquement contraignants et peuvent être remis en cause par des institutions ou des entreprises publiques lorsque les terres sont échangées ou prêtées pour un usage privé. Les réformes juridiques des lois sur le régime foncier peuvent être une méthode pour remplacer la concurrence à somme nulle pour les terres entre les agriculteurs et les pasteurs, avec des cadres réglementaires équitables et faciles à comprendre. Les intervenants extérieurs sont fréquemment impliqués dans la fourniture d'une assistance technique à ces processus de réforme. Lorsqu'elles sont bien menées, les interventions peuvent réduire les tensions liées à l'utilisation des terres en facilitant la consultation des communautés locales, en identifiant les points de conflit entre le droit national et les pratiques coutumières, et en faisant pression sur les gouvernements nationaux ou étatiques pour qu'ils mettent en place des réformes conformes aux principes de gouvernance acceptés (voir les [Cadre politique pour le pastoralisme en Afrique](#) de l'Union africaine ou [l'Amélioration de la gouvernance des terres pastorales](#) de la FAO).

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès des réformes du régime foncier ?

> **Les interventions concilient les cadres juridiques et les pratiques coutumières.** Les intervenants doivent reconnaître la légitimité des systèmes coutumiers et statutaires et éviter d'imposer l'un au détriment de l'autre. Dans la pratique, de nombreux éleveurs et agriculteurs continueront à adhérer aux pratiques coutumières, ce qui peut donner lieu à des systèmes parallèles et conflictuels. Les réformes juridiques au Niger, par exemple, ont légitimé les pratiques coutumières en accordant aux pasteurs nigériens le droit d'avoir un accès primaire aux terres et à l'eau communales dans

leurs régions d'origine, bien que cette politique profite plus directement aux pasteurs qui résident au Niger qu'à ceux de l'extérieur.

> **Les réformes politiques protègent l'accès aux terres publiques ou aux ressources en eau.** Le pastoralisme dans la région soudano-sahélienne a historiquement bénéficié d'une abondance de pâturages accessibles à tous, d'espaces pour les routes de migration et de points d'accès à l'eau. Lorsque l'accès à ces ressources est coupé par la vente de terres privées ou par des programmes de développement, les pasteurs risquent de se sentir dépossédés. Une écoute et une négociation intensives et de bonne foi avec les groupes d'éleveurs avant toute transformation majeure des ressources à usage commun dans les zones de transhumance, devraient être une pratique courante.

> **Les politiques sont rendues accessibles et socialisées.** Les politiques formalisées sur le régime foncier sont rarement bien intégrées parmi les communautés qui sont censées les suivre. Les décideurs ont tendance à accorder une grande attention au processus de réforme juridique, mais font peu pour communiquer ces changements à travers les médias ou d'autres canaux qui atteindront réellement les populations nomades ou analphabètes. Les pasteurs, qui ont souvent un accès limité à l'éducation formelle et parlent des dialectes locaux, sont mal placés pour maîtriser leurs droits juridiques. Ils sont généralement plus familiers avec le droit et les pratiques coutumières qui régissent leur vie quotidienne et ils suivent souvent ces pratiques même si elles sont différentes des lois de l'État. Sans une compréhension de leurs droits légaux, les éleveurs peuvent être exposés aux dépossessions par des ventes de terres privées et par le développement commercial. Les droits et les politiques liés au régime foncier doivent être rendus accessibles en diffusant les connaissances par le biais de programmes radiophoniques dans les langues locales, en communiquant avec les organisations pastorales ou les parajuristes mobiles, ou par le biais d'écoles pratiques ([voir 1.4 - Prestation de services aux populations mobiles](#)).



Puits dans le district de Dosso au Niger.  
Crédit photo : Nasque, CC-BY-SA 4.0

## CODE RURAL DU NIGER

En 1993, le gouvernement du Niger a institué un nouveau Code rural pour améliorer les pratiques de gestion des terres rurales et remplacer un système informel dans lequel les droits fonciers étaient largement contrôlés par les chefs traditionnels. Le Code rural n'avait pas pour but de subvertir totalement les pratiques coutumières ; il reconnaissait les droits de propriété acquis par le droit coutumier. Il comprenait le fait de reconnaître que les pasteurs ont des droits d'accès prioritaires à la terre et à l'eau dans leur localité d'origine (c'est-à-dire le territoire où ils vivent la majeure partie de l'année entre les migrations). [Le code de l'eau 2010](#) a encore élargi les droits d'accès des pasteurs en rendant les points d'eau publics accessibles à tous, même aux pasteurs d'autres pays. Ces points d'eau publics sont censés être régis par un comité de gestion, bien que les éleveurs qui ne restent pas à proximité de ces points d'eau toute l'année sont souvent sous-représentés dans ces organes de gestion.

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec des réformes foncières ?

> **Les réformes juridiques ne se traduisent pas en changements pratiques.** Au cours des dernières décennies, de nombreux cadres de politiques offrant des orientations générales ont été inscrits dans la loi, mais n'ont pas été mis en œuvre. La Charte pastorale du Mali de 2001, par exemple, souligne la valeur du pastoralisme pour l'économie malienne et appelle à des consultations entre les communautés pastorales, sédentaires et l'État, mais ne fournit pas les détails de la manière dont ce système sera mis en œuvre et appliqué. Cette ambiguïté peut être intentionnelle, car elle donne aux autorités une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la loi qui ne veut pas provoquer de tensions latentes entre le droit coutumier et le droit statutaire.

> **Les femmes sont exclues dans les lois coutumières.** Les interventions qui consolident les institutions coutumières ou qui mettent la politique formelle et le droit coutumier en adéquation peuvent renforcer l'exclusion des femmes et des autres groupes marginalisés. Au Niger, par exemple, le droit des femmes d'acheter et de vendre des terres est protégé par la loi mais souvent interdit par les lois coutumières. Les efforts visant à étendre les droits des femmes par le biais d'une réforme du régime foncier ont suscité une réaction négative des autorités traditionnelles dans des pays comme le Mali.

> **Les réformes foncières profitent de manière disproportionnée à l'élite.** L'enregistrement et la vente privés des terres des pâturages profitent généralement à l'élite économique et politique qui ne dépendent pas des terres communales ou de l'accès aux ressources publiques. Les autorités peuvent se sentir plus responsables envers les investisseurs qu'en vers les petits exploitants agricoles ou les pasteurs qui sont déplacés. L'acquisition ou l'appropriation par l'élite met les agriculteurs plus pauvres en concurrence pour des ressources réduites. De même, la délimitation de réserves de pâturage ou de couloirs pastoraux peut être pour les agriculteurs locaux une manœuvre visant à les évincer des terres au profit des pasteurs, qui sont souvent considérés comme riches en raison de la valeur de leur bétail. Les réformes foncières doivent être sensibles aux différentiels de pouvoir implicites qui privilégient les intérêts de l'État et de l'économie par rapport à ceux des citoyens occupants.

> **L'État n'a pas la capacité de mettre en œuvre des réformes foncières dans les terres non gérées.** Pour mettre en œuvre de nouvelles lois ou de nouveaux systèmes, il faut que l'État ait la capacité d'exercer son autorité sur les terres, vu qu'il peut disposer de ressources limitées pour le faire ou qu'il doit entrer en concurrence avec les groupes armés non étatiques pour l'exercice de cette autorité. Dans ces circonstances, les lois sur le papier peuvent être bien moins importantes que les décisions des dirigeants communautaires ou des groupes armés non étatiques qui contrôlent le territoire.



## 1.2 - Infrastructure et plan de développement

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description:** Les risques de conflits entre les éleveurs et les communautés locales doivent être pris en compte dans les plans de développement locaux, nationaux et régionaux à long terme. Les interventions décrites dans ce dossier d'information auront un impact limité si elles ne sont pas consolidées par des institutions de soutien, des financements et une adhésion politique. Les pasteurs dépendent de l'accès aux ressources communes, pendant leurs migrations, et en particulier l'eau. Historiquement, les sites d'abreuvement et de pâturage sont délimités et entretenus selon les coutumes locales. Pourtant, les pratiques traditionnelles de négociation de l'accès aux ressources publiques ou communes ont été mises à rude épreuve par l'expansion de la production de bétail, de l'agriculture et du développement des pâturages privés. L'amélioration des infrastructures physiques — comme le balisage des couloirs de migration ou des réserves de pâturage, [des puits publics ou d'autres points d'accès à l'eau](#), et des postes de contrôle où les éleveurs peuvent accéder aux soins vétérinaires — peut contribuer à éviter que la transhumance ne devienne une source de confrontation et de conflit.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès des investissements dans le développement rural ?

> **Les décideurs et les acteurs du développement donnent la priorité au processus autant qu'au résultat.** Les investissements dans les infrastructures ou une planification intelligente du développement ne suffiront pas à empêcher la concurrence pour les ressources. Si un État construit une clôture le long d'un couloir de migration, par exemple, il y a toujours un risque que les agriculteurs ou les pasteurs locaux ignorent cette clôture si les communautés elles-mêmes ne sont pas consultées pendant le processus et ne reconnaissent pas la démarcation. Au Nigéria, les experts et les décideurs ont vu dans la création d'une série de réserves de pâturage communales un moyen d'empêcher les pasteurs d'empiéter sur les terres

agricoles, mais ces réserves se sont heurtées à une forte résistance des communautés agricoles qui ont vu dans cet investissement un don de terres aux communautés d'éleveurs. Les acteurs du développement doivent avoir un plan audacieux pour engager les communautés pastorales, car elles ne sont pas toujours présentes pour participer aux processus consultatifs de la même manière que les communautés sédentaires. Les consultations avec les pasteurs peuvent nécessiter une sensibilisation des communautés basées dans un autre pays ou une coordination avec les associations professionnelles pastorales qui peuvent représenter leurs intérêts ([voir le module 3 - Gouvernance et État de droit](#)).



*L'accès à l'eau est essentiel pendant la transhumance, en particulier dans le climat aride du Sahel. Les systèmes pastoraux dépendent souvent d'un certain degré d'infrastructure de soutien pour l'eau : réservoirs, puits, etc. Cette image présente des pasteurs puisant de l'eau dans un puits près de Naqa, au Soudan (en haut) et du bétail pastoral s'abreuvent dans un abreuvoir à Wadi Muqaddam, au Soudan (en bas). Bien qu'une grande partie de cette boîte à outil se concentre sur le bétail pastoral, les petits ruminants comme les chèvres peuvent également être constitués du bétail pastoral. Crédit photo : DeAgostini/ Getty Images*

> **Les programmes et les infrastructures sont dotés de ressources suffisantes, entretenus et protégés dans le temps.**

Les réserves de pâturage doivent être correctement cultivées, les points de contrôle doivent être dotés de personnel et réapprovisionnés, les clôtures doivent être entretenues. Si l'infrastructure est défaillante ou n'est pas appropriée vis-à-vis des moyens de subsistance locaux, il est peu probable que les éleveurs et les agriculteurs maintiennent leurs activités dans les zones désignées. Les investissements de développement doivent adopter une vision à long terme, plutôt que de considérer les clôtures, les puits ou les réserves de pâturage comme une « solution rapide ».

> **Les décideurs mettent en adéquation la planification du développement de l'agriculture et de l'élevage.**

Dans de nombreuses régions, la politique agricole tend à dominer la politique relative aux pâturages. La production végétale est une priorité essentielle pour lutter contre l'insécurité alimentaire généralisée, étant donné que les exploitations agricoles nourrissent plus de personnes que le bétail. Les revenus issus de l'agriculture peuvent améliorer davantage les revenus des ménages par habitant que le pastoralisme, car le bétail est trop cher pour bon nombre des plus pauvres. Cependant, l'agriculture et l'élevage font partie d'une chaîne de valeur inter-connectée. Les cultures et l'élevage dépendent tous deux d'une quantité limitée de terres publiques ou d'eau, et la planification de l'expansion de l'agriculture aura naturellement un impact direct sur les moyens de subsistance pastoraux (et vice versa). Pour

la même raison, il est également essentiel d'envisager d'autres investissements dans le développement rural (construction de routes pour le transport du bétail par camion, renforcement du réseau électrique pour soutenir les entrepôts frigorifiques), dans le cadre d'une vision globale. Tous les producteurs ruraux (y compris les agriculteurs et les éleveurs) doivent être consultés en tant que parties prenantes dans le cadre d'un plan holistique de développement.

> **Les programmes et les investissements en matière de développement favorisent les activités économiques et les services sociaux intégrés.**

Si les éleveurs et les agriculteurs ont réussi à gérer efficacement des intérêts concurrents pendant si longtemps, c'est en partie parce que leurs vies économiques et sociales étaient interdépendantes sur le plan de la production. Les investissements dans les infrastructures rurales peuvent catalyser la coopération entre des communautés qui partagent des espaces et qui sont par contre séparées par des tensions identitaires ou la distance géographique. Dans la région contestée d'Abyei au Soudan, les marchés locaux fournissent un espace indispensable pour le commerce et le stockage, et augmentent l'interaction quotidienne entre les groupes pastoraux et les communautés locales qui, autrement, n'interagissent pas ([voir Module 7- Application de la loi et lutte contre le terrorisme](#)). De nouvelles connexions peuvent être établies grâce à des investissements dans la santé animale ou les infrastructures d'eau qui ont des bénéficiaires multiples.



*La porosité des infrastructures rurales constitue un défi pour l'ensemble de la chaîne de production animale. Cette image présente un homme qui travaille dans un abattoir dans le nord du Cameroun. Crédit photo : Patrick Meinhardt/AFP via Getty Images*

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec des investissements dans le développement rural ?

> **Les plans de développement sont bouleversés par les changements d'espace.** Le pastoralisme est une pratique dynamique permettant de subsister dans des écosystèmes fragiles, où les éleveurs déplacent leur bétail en fonction des changements de saisons. Pourtant, les précipitations irrégulières et les phénomènes météorologiques violents peuvent interrompre la disponibilité des ressources et l'accès à celles-ci, souvent de manière temporaire mais parfois de manière permanente. Les changements progressifs du climat en RCA au cours des dernières décennies, par exemple, ont créé une abondance de ressources de pâturage, attirant davantage de producteurs de bétail et augmentant la nécessité d'établir ou de revitaliser les couloirs de migration ou les marchés de bétail. Les investissements prévus en matière de développement doivent être adaptés à un climat dynamique et doivent être suffisamment flexibles pour s'adapter au déplacement des routes migratoires ou à l'accumulation saisonnière des précipitations.

**Avec le mode de vie traditionnel, ce n'est pas le même couloir que vous pourrez emprunter à chaque saison ; par exemple, cette année, vous passez entre le village A et le village B ; par contre, l'année prochaine, à votre retour, il est possible que vous passiez derrière le village B.<sup>5</sup>**

> **Les investissements en infrastructures privilégient une communauté au détriment des autres.** Les décisions concernant le lieu et la manière d'investir dans les réserves de pâturage, les infrastructures d'accès à l'eau ou d'autres projets de développement rural doivent être éclairées par des dynamiques socio-politiques locales. La création d'un nouveau point d'eau le long d'une route de migration particulière peut bénéficier directement à un groupe de pasteurs, mais n'offrir aucun avantage aux groupes voisins, qui peuvent considérer ces investissements comme une preuve de partialité. Lorsque les éleveurs ou les agriculteurs considèrent les arrangements en vigueur comme injustes, même les interventions bien intentionnées peuvent déclencher des hostilités. Ce risque peut être atténué lorsque les projets de développement intègrent la sensibilité aux conflits et que les évaluations de l'économie politique tiennent compte des perspectives des pasteurs ([Voir 1.5 - Évaluations de la sensibilité aux conflits](#)).

### Exemple 1.2

## LE NIGERIA MET DE CÔTÉ DES TERRES POUR DES RÉSERVES DE PÂTURAGE

En 1965, le gouvernement régional du nord du Nigeria a élaboré la loi sur les réserves de pâturage de la région nord, ce qui a créé des couloirs pour le passage du bétail migrateur et 415 réserves de pâturage dans tout le pays. Ces réserves étaient destinées à isoler de vastes étendues de terres qui seraient exclusivement utilisées par les éleveurs pour faire paître leur bétail. Alors qu'ils étaient initialement considérés comme une solution aux conflits croissants entre éleveurs et agriculteurs, la croissance démographique, l'urbanisation et les migrations ont empiété sur ces zones désignées, réduisant l'accès des éleveurs aux réserves et à leur utilisation. Les éleveurs étaient souvent incapables de trouver des pâturages et de l'eau en quantité suffisante dans les réserves en raison de l'irrégularité des précipitations et de l'entretien insignifiant assuré par l'État et les gouvernements fédéraux. Le fait de garder leur bétail au même endroit augmentait également la vulnérabilité des troupeaux aux maladies et au banditisme, ce qui a poussé certains à se déplacer au-delà des limites des réserves.



Les réserves de pâturage du Nigeria ont été considérées comme un moyen de soutenir la production de bétail tout en réduisant les possibilités de conflit entre les éleveurs et les agriculteurs. Ces réserves peuvent servir de lieux d'installation pour les communautés pastorales, où elles peuvent être proches des terres destinées au pâturage tout en bénéficiant des avantages d'une installation fixe. Cette image présente une vue aérienne d'un village peul dans la réserve de pâturage de Kachia, au Nigeria. Crédit photo : Florian Plaucheur/AFP via Getty Images)

# Passage d'un mode de vie mobile à un mode de vie sédentaire

Dans certaines circonstances, les pasteurs passent parfois d'un mode de vie mobile à un mode de vie sédentaire. Il peut s'agir d'une décision volontaire et éclairée d'adopter des moyens de subsistance différents ou d'obtenir un meilleur accès aux services de base (écoles, soins médicaux) offerts aux citoyens sédentaires. En s'installant dans des villages, par exemple, les éleveurs du Cameroun peuvent obtenir une reconnaissance officielle des autorités, ce qui leur donne plus de poids pour demander des écoles publiques ou des infrastructures d'eau. Cette transition peut être particulièrement bénéfique pour les [femmes pasteurs](#), qui sont rarement impliquées dans la migration du bétail, mais peuvent exercer d'autres métiers au sein des communautés sédentaires.

**Ce processus — encore appelé *sédentarisation* — peut également être une conséquence délibérée ou fortuite des stratégies d'intervention décrites dans ce dossier d'information.** Les pasteurs sont parfois délibérément incités à s'installer lorsqu'ils reçoivent une formation, des subventions ou d'autres incitations à adopter des moyens de subsistance plus efficaces, comme l'agriculture ou l'élevage en ranch. Au Nigeria, par exemple, l'État et les gouvernements fédéraux ont investi dans des réserves de pâturage et des ranchs communaux dans l'espoir d'encourager les pasteurs à passer à des formes d'élevage plus sédentaires et à prévenir ainsi les conflits avec les agriculteurs. Les pasteurs peuvent également être poussés à s'installer lorsque de nouvelles lois restreignent l'accès aux terres communales ou aux ressources en eau qui ont été privatisées ou réaménagées.

La sédentarisation peut être une bonne option pour certains, mais elle n'est pas envisageable pour tous les pasteurs. La grande majorité des pasteurs du Sahel sont pauvres et n'ont pas les moyens de payer les terres pour leurs troupeaux, les aliments complémentaires pendant la saison sèche ou les frais de transport pour amener leur bétail au marché. Les habitants des régions sous-développées qui ont investi leur richesse dans l'élevage ne peuvent souvent pas facilement liquider leur bétail en capitales ou accéder aux banques ou à d'autres services financiers. Les stratégies d'intervention qui visent à éliminer progressivement les systèmes pastoraux courent le risque de laisser derrière elles une importante population d'éleveurs vulnérables.

## RAISONS DE DEVENIR SÉDENTAIRES

### MOYENS DE SUBSISTANCE DIVERSIFIÉS

Les éleveurs peuvent adopter un mode de vie plus sédentaire, afin de pouvoir compléter leurs revenus en cultivant des terres ou en adoptant d'autres moyens de subsistance.



### ACCÈS AUX SERVICES ET AUX MARCHÉS

S'installer plus près des centres urbains peut permettre aux éleveurs d'avoir un meilleur accès aux services publics ou aux marchés de bétail.



### INCITATIONS

Les éleveurs peuvent être incités à devenir sédentaires grâce à des programmes qui leur permettent d'acquérir des terres pour l'agriculture ou l'élevage.



### MANQUE D'OPPORTUNITÉS

Les restrictions à la mobilité des éleveurs ou les menaces des groupes armés peuvent rendre les moyens de subsistance des éleveurs intenables..



## 1.3 - Gestion des ressources naturelles

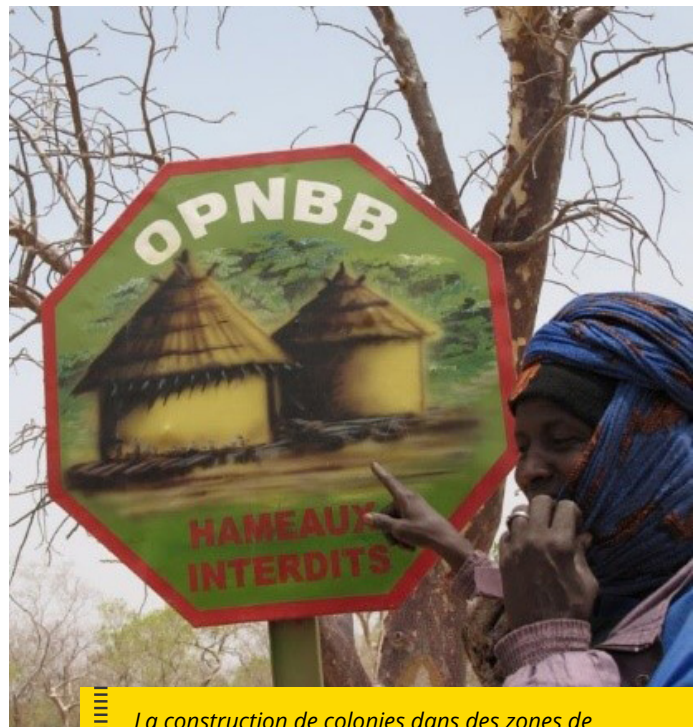
### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description** : Dans les espaces partagés, la gestion proactive et participative des ressources en terre et en eau est essentielle pour prévenir les conflits. La mise en place d'accords de pâturage ou la délimitation de couloirs de transhumance, par exemple, peuvent contribuer à fixer des limites entre les terres agricoles et les terres pastorales. Pour que ces pratiques soient efficaces, elles doivent équilibrer les intérêts de toutes les parties prenantes, y compris des dirigeants communautaires et des autorités de l'État. Même les programmes de gestion bien définis peuvent s'effondrer lorsqu'ils ne sont pas respectés ou lorsqu'ils privent un groupe de ses droits (comme cela s'est souvent produit avec les pasteurs). Les intervenants extérieurs peuvent jouer un rôle crucial dans la promotion de la gestion participative en facilitant les consultations avec les représentants des pasteurs et des agriculteurs ou en fournissant une formation technique aux conseils locaux ou aux chefs coutumiers.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès de la gestion des ressources par la communauté ?

> **Les programmes aident les dirigeants communautaires à établir des protocoles d'application et de responsabilité.** Le régime foncier traditionnel et les droits d'accès aux ressources sont soumis à des traditions transmises qui manquent souvent de définition formelle ou de moyens objectifs d'application. Qui est formellement mandaté pour empêcher un intrus d'installer son bétail dans les réserves de pâturage locales ? Qu'en est-il de l'empêchement des mineurs artisanaux de creuser autour des points d'eau et de bloquer l'accès au bétail ? Certaines communautés ont des procédures bien établies pour gérer de telles éventualités, y compris la réparation sous forme de compensation ou de médiation par les chefs tribaux. En l'absence de telles procédures, les interventions externes peuvent soutenir les capacités locales de médiation et de contrôle.

> **Les intervenants externes soutiennent des pratiques de gestion impartiales qui englobent toutes les parties prenantes.** La gestion des pâturages communs exige des dirigeants qu'ils administrent et gèrent de manière équitable et dans l'intérêt public. Cependant, la crédibilité et l'influence de certains chefs traditionnels et des autorités de l'État ont été compromises par l'esprit de parti, les comportements de recherche de rente ou la cooptation par les élites nationales. La confiance et l'adhésion sont essentielles pour faire respecter les lois relatives à l'accès aux ressources, en particulier au sein des populations nomades qui peuvent échapper à l'obligation de rendre des comptes aux autorités établies. Les interventions extérieures doivent privilégier l'impartialité et soutenir des systèmes de gestion qui permettent la contribution de toutes les parties prenantes, y compris les chefs traditionnels, les représentants des communautés nomades et les autorités publiques.



*La construction de colonies dans des zones de migration pastorale est une cause fréquente de conflit. Cette image présente un panneau interdisant la construction de maisons à l'extérieur du parc national de la Boucle de Baoule, au Mali.  
Crédit photo : Leif Brottem*

> **Les programmes augmentent l'inclusion dans les structures de prise de décision.**

La participation à la gestion des ressources est fermée à de nombreuses femmes, jeunes ou groupes minoritaires, en particulier lorsque les structures hiérarchiques sont ancrées dans la coutume, la lignée familiale et la culture locale. Pour ouvrir des portes fermées protégées par le patriarcat et la tradition, il peut être nécessaire de créer des canaux parallèles permettant aux groupes marginalisés d'apporter leur contribution. Au Soudan, par exemple, les jeunes qui ont eu l'opportunité de former leur propre comité de gestion des ressources ont contribué à introduire de nouvelles pratiques de résolution des conflits. Ils ont recommandé aux éleveurs et aux agriculteurs de garder un téléphone portable avec eux lorsqu'ils s'occupent de leur bétail ou de leurs cultures, afin de pouvoir contacter les chefs tribaux pour intervenir rapidement en cas de conflit.



*L'utilisation d'outils de télécommunications peut aider à mettre en contact les communautés pastorales et sédentaires qui ont traditionnellement été séparées par la distance physique. Voir 6.4 – Réduire la distance sociale. Cette image présente un homme qui prend une photo de son bétail dans la réserve de pâturage de Kachia, dans l'État de Kaduna, au Nigeria. Crédit photo : Luis Tato/AFP via Getty Images.*

**Exemple  
1.3**

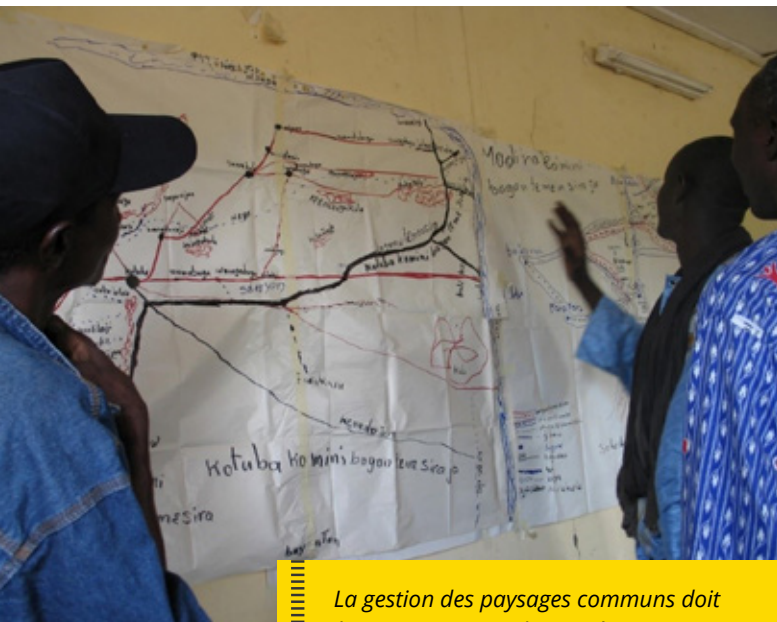
## LES AGRICULTEURS ET LES PASTEURS LOCAUX CARTOGRAPHENT LES COULOIRS DE MIGRATION

Même si le bétail pastoral migre souvent le long d'itinéraires cohérents, ces couloirs peuvent ne pas être officiellement reconnus et protégés, ce qui laisse le champ libre à l'appropriation de ces terres à des fins de culture ou autres. Dans le Nord et le Sud-Kordofan, au Soudan, SOS Sahel a demandé aux chefs des communautés agricoles et pastorales de procéder à une identification et à une démarcation participatives de ces couloirs afin de les distinguer des terres agricoles. La délimitation faite suite à la consultation des communautés était la première étape d'un effort plus long visant à la cohésion sociale et à la gestion collaborative des pâturages. Lorsque ces couloirs menaçaient de perturber l'accès à l'eau, les communautés ont travaillé à la réhabilitation des bassins d'eau (*haffirs*) à l'aide de barrages de sable. Pour l'entretien à long terme, SOS Sahel a soutenu des comités mixtes chargés de l'entretien de ces couloirs et du règlement de tout litige y relatif.

Le long de la frontière Nigeria-Niger, le *Programme d'Appui au Secteur de l'Élevage* (PASEL), soutenu par Vétérinaires Sans Frontières, a mené un effort similaire pour sécuriser les couloirs de transhumance. PASEL a mis en place une série de comités techniques des couloirs de passage (CTCP) dirigés par des fonctionnaires de sous-préfecture et des chefs traditionnels. Ils ont identifié les couloirs et les haltes de repos en consultation avec les communautés agricoles et pastorales locales. Une fois délimités, ces couloirs ont été surveillés par des comités de surveillance composés de chefs de village, d'agriculteurs et d'éleveurs. Des comités de surveillance ont été chargés de veiller à ce que les couloirs soient respectés et à ce que tout litige lié au bétail soit réglé.

> **Les experts fournissent une formation technique et des ressources sur la planification de l'utilisation des terres, si nécessaire.**

Des pratiques de gestion foncière éclairées peuvent maximiser l'utilisation de ressources limitées et empêcher que la pénurie ne devienne une source de conflit. Organiser le moment et le lieu où le bétail paît dans les zones communales, par exemple, peut contribuer à atténuer la dégradation de certaines zones et permettre la repousse des pâturages. La négociation de l'utilisation des terres dans un territoire commun peut s'avérer très complexe et les entités administratives locales et les chefs coutumiers peuvent manquer d'expertise. Les dirigeants locaux et les organes de décision peuvent avoir besoin d'une formation technique spécialisée ou d'un accès à des ressources technologiques (telles que des données GPS sur la biomasse disponible ou les ressources en eau).



*La gestion des paysages communs doit être un processus de coopération. La contribution des chefs communautaires est essentielle pour délimiter les itinéraires de migration du bétail. Cette image présente des parties prenantes locales discutant d'une carte des routes de transhumance au Mali.  
Crédit photo : Leif Brottem*

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec de la gestion des ressources par la communauté ?

> **Les programmes consolident les formes d'exclusion existantes.**

Les institutions coutumières ou étatiques existantes ne sont pas nécessairement représentatives des différents peuples qui utilisent les ressources. Lorsqu'ils s'engagent auprès des populations pastorales, il est important que les intervenants extérieurs se souviennent que les communautés pastorales ne sont pas homogènes. Les riches propriétaires de grands troupeaux peuvent avoir des intérêts très différents et un capital social ou politique plus important que les petits éleveurs. Les pasteurs qui vivent dans des localités voisines et emmènent leur bétail lors de migrations saisonnières peuvent avoir des intérêts différents de ceux des pasteurs de passage en provenance d'autres pays. Les femmes ou les jeunes des communautés pastorales auront peu de chance d'être membre des organes de gouvernance officiels que les chefs traditionnels de leur communauté. Les programmes qui offrent la possibilité d'obtenir les avis d'un nombre limité de pasteurs risquent d'exclure davantage les voix marginales.

**"La plupart des bergers que vous rencontrerez avec des animaux dans le village ne sont pas les propriétaires du bétail. Les véritables propriétaires sont parfois de grands patrons et de grands hommes dans les villes ou même hors de la région. Il n'est donc pas toujours facile de trouver la bonne personne avec qui discuter, lorsqu'il s'agit de dialogue entre éleveurs et agriculteurs".<sup>6</sup>**

> **Les accords informels ne sont pas respectés dans la pratique.**

Les accords informels sur l'utilisation des ressources publiques ou communales reposent largement sur le respect volontaire et la mise en œuvre des politiques sociales. Les générations futures de pasteurs et d'agriculteurs peuvent respecter les couloirs de migration ou les accords de pâturage établis, ou les violer par intérêt personnel ou par désespoir financier. Dans les zones rurales hors de portée des autorités de l'État, il peut être difficile de tenir les agriculteurs responsables de leur installation dans les couloirs de migration ou de tenir les éleveurs responsables de laisser leur bétail surpâturer. C'est pourquoi, les interventions visant à promouvoir la gestion participative des ressources doivent donner la priorité à la culture de l'adhésion de la communauté et définir des protocoles clairs pour l'application des règles qui peuvent être administrées par les dirigeants locaux.

<sup>6</sup>Entretien avec un praticien de la société civile en RDC, mars 2020.



## Exemple 1.4

### LES "ÉCOLES DE TERRAIN" OFFRENT UN ENSEIGNEMENT AUX COMMUNAUTÉS ÉLOIGNÉES

Le manque d'accès aux services éducatifs disponibles dans les grands centres de population limite la capacité des pasteurs à apprendre et à adopter de nouvelles techniques pour faire face aux pressions croissantes dues au changement climatique ou au changement des systèmes fonciers. Cela peut rendre les pasteurs vulnérables aux chocs environnementaux, aux zoonoses (maladies animales) et aux déplacements dus au développement commercial, et leur laisser des alternatives économiques limitées en dehors des activités illicites. Les écoles pastorales de terrain — un modèle [appliqué initialement au Kenya](#) mais adopté depuis ailleurs — ont été une solution pour combler cette lacune. Les écoles pastorales de terrain consistent généralement en un petit groupe de pasteurs qui se rencontrent régulièrement avec un animateur expérimenté et discutent des bonnes pratiques ou des solutions innovantes pour améliorer leur production animale ou s'adapter à des facteurs de stress comme le changement climatique. Plutôt que d'imposer des réformes externes aux moyens de subsistance pastoraux, il s'agit d'un processus d'acquisition et de mise à profit des connaissances locales, ainsi que de soutien aux pasteurs dans leur adaptation aux nouveaux défis de leur écosystème.

Les écoles de terrain peuvent également être utilisées pour fournir des services éducatifs plus fondamentaux — tels que des programmes d'alphabétisation — aux enfants qui ne sont pas en mesure de fréquenter les écoles fixes. Le gouvernement fédéral du Nigeria, par exemple, a officialisé ces services éducatifs par le biais de la National Commission of Nomadic Education (Commission nationale de l'éducation nomade). Leurs efforts peuvent aller de la mise en place de huttes ou de structures temporaires le long des itinéraires nomades à l'utilisation de [l'instruction interactive par radio](#) pour diffuser des leçons sur le calcul, l'alphabétisation et les aptitudes de base de la vie courante aux adultes et aux enfants nomades, afin de compléter le temps limité de l'enseignement en présentiel.

## 1.4 - Prestataires de services aux populations mobiles

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description** : Les communautés pastorales mobiles n'ont souvent pas accès aux services sociaux de base — éducation, soins médicaux, formation professionnelle — qui sont généralement fournis dans les centres urbains. Le manque d'accès peut créer une société à part, limitant les possibilités pour les jeunes (ou d'autres personnes) de trouver d'autres moyens de subsistance ou d'intégrer de nouveaux systèmes sociaux. Des programmes de prestation de services mobiles ciblés, comme l'utilisation d'« écoles de terrain », peuvent mettre en contact les populations éloignées et mobiles aux services sociaux et même socialiser les bonnes pratiques de coopération

avec les communautés sédentaires. Outre la prestation des services sociaux, il est également intéressant d'élargir l'accès aux services financiers, qui constituent une ressource essentielle pour transformer les moyens de subsistance et les modes de vie des pasteurs, généralement inaccessibles aux populations nomades.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès de la prestations des services mobiles ?

> **Les programmes concernent les pasteurs là où ils se rassemblent ou résident.** La plupart des pasteurs ne sont pas des nomades en permanence et conservent ainsi domicile, ou s'installent dans les zones où ils conduisent leur bétail. Ces lieux peuvent aller des villages permanents aux zones de rassemblement autour des villes ayant le marché de bétail. Au Soudan et au Soudan du Sud, les éleveurs rassemblent leur bétail dans des « camps de bétail », où ils établissent un abri et initient une vie communautaire. Ces lieux constituent des points de convergence idéaux pour les services mobiles.



> **Les programmes de prestation de services soutiennent la cohésion sociale.** Les prestataires de services, comme les éducateurs des écoles de terrain ou les vaccinateurs de bétail, peuvent être utilisés comme des partenaires stratégiques pour réduire les divisions et stimuler la cohésion. À Abyei, par exemple, la FAO a [formé des agents de santé animale des communautés](#) Dinka Ngok pour participer à des campagnes de vaccination du bétail de la communauté Misseriya, avec laquelle ils avaient été en conflit actif. Bien que la prestation de services humanitaires et la transformation des conflits soient souvent cloisonnées, il existe de nombreuses possibilités de collaboration inexploitées.

> **Les programmes soutiennent le renforcement des compétences des jeunes pasteurs.** La prochaine génération de pasteurs aura du mal à s'adapter à un monde évoluant rapidement. Ces jeunes ne disposent pas des mêmes ressources et opportunités que leurs homologues sédentaires, ce qui rend plus difficile leur insertion dans une économie en pleine évolution. Le manque d'opportunités peut les rendre plus susceptibles d'être recrutés par des réseaux criminels ou des groupes armés non étatiques qui peuvent leur offrir des opportunités économiques ou un statut social. Les écoles de terrain ou d'autres initiatives de formation qui peuvent mener à des rôles de service de base, tels que les aides vétérinaires ou les agents de liaison en matière de pâturage, peuvent augmenter l'éventail des opportunités disponibles.

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec de la prestation des services mobiles ?

> **Les programmes suscitent et déçoivent les attentes.** La prestation de services aux populations éloignées et/ou mobiles peut être coûteuse ou difficile à perpétuer d'un point de vue logistique et peut être perturbée en cas de conflit, car la présence de groupes armés non étatiques limite l'accès humanitaire aux pâturages et aux zones frontalières. Cela peut entraîner la frustration des bénéficiaires qui ont déjà l'expérience d'être mal servis par les institutions publiques. La formation professionnelle des jeunes, par exemple, sans passer par un entrepreneuriat viable, risque de les conduire vers les groupes armés non étatiques ou les réseaux illicites qui déstabilisent leur pays.



Les écoles de terrain impliquent souvent des structures temporaires qui peuvent être amenées dans des communautés de passage ou des cours dispensés en plein air. Cette image présente des enfants d'éleveurs à l'école, sous un arbre au Somaliland. Crédit photo : In Pictures Ltd./Corbis via Getty Images



Les camps de bovins et autres établissements pastoraux peuvent être des points d'entrée pour la prestation de services et la formation. Cette image présente une vue aérienne des bœufs dans un camp de bétail de Mundari, Equatoria central, Terekeka, Sud. Sudan. Crédit photo : Eric Lafforgue/Art in All of Us/Corbis via Getty Images

# 1.5 - Évaluations de la sensibilité aux conflits

## TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description :** Les initiatives de développement visant à aider les communautés rurales et les pasteurs à moderniser leurs pratiques modifieront par inadvertance les relations entre les pasteurs et les autres communautés avec lesquelles ils partagent le même espace. Les évaluations traditionnelles ne sont souvent pas adaptées à la prise en compte des populations nomades, car elles ont tendance à privilégier les résidents permanents d'une communauté, ceux-ci étant plus visibles. L'évaluation des répercussions sociopolitiques, économiques ou environnementales de tout effort de développement, quelle que soit son envergure ou sa portée, est essentielle à toute phase de conception d'un programme. Cela peut nécessiter de faire appel à l'expertise spécialisée d'anthropologues, d'experts en économie politique ou d'autres personnes qui comprennent les nuances de l'engagement avec les populations pastorales.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès des évaluations de la sensibilité aux conflits ?

> **Des évaluations sont réalisées et mises à jour régulièrement, même en l'absence de conflit violent.** De nombreux projets de développement ont érodé les relations entre les pasteurs mobiles et les agriculteurs, mais les bailleurs de fonds en entendent rarement parler. Le risque d'escalade des conflits est toujours présent lorsqu'on travaille avec des communautés dont la survie dépend de ressources rares dans des espaces menacés d'effondrement. Les évaluations des risques doivent mettre l'accent sur les déclencheurs potentiels de conflits — naturels ou causés par l'homme — comme une pratique standard dans les programmes traitant de la production de bétail ou de cultures dans les pâturages.

> **Les outils et les ressources sont adaptés aux réalités pastorales locales.** Les discussions sur le développement agricole sont souvent séparées des discussions sur le pastoralisme, même si tout changement dans les moyens de subsistance ruraux ou la gestion des ressources affecte toutes les communautés partageant le même espace. Les spécialistes de l'agriculture, de l'aquaculture ou de la gestion de l'eau n'ont pas forcément l'expérience de l'analyse des chevauchements sectoriels et de la manière dont ils peuvent déclencher ou apaiser un conflit. En outre, les pasteurs sont souvent moins visibles que d'autres communautés en raison de leur mode de vie mobile et l'évaluation de leurs besoins et intérêts peut nécessiter des ressources ou du temps supplémentaires pour la sensibilisation et les consultations. Hence, the importance of specialized guidance on pastoralism, including conflict sensitivity training and political economy analysis (PEA) for staff working with pastoralists.

**"[Beaucoup de pasteurs constituent] une population nomade qui se déplace régulièrement. Donc nous ne pouvons pas travailler avec eux dans le sens où nous pouvons les trouver tout le temps".<sup>7</sup>**

> **Les évaluations prennent en compte les impacts potentiels pour l'ensemble de la population, et pas seulement pour le groupe démographique cible.** Une bonne partie de ce dossier d'information se concentre sur les pasteurs, mais les impacts sur les autres habitants des pâturages sont tout aussi importants. Les groupes locaux sédentaires peuvent se sentir privés de leurs droits par des interventions importantes et visibles centrées sur les pasteurs, ou se sentir menacés par des programmes qui encouragent les pasteurs à se sédentariser et à se disputer des ressources limitées. De même, il y a des intérêts et des besoins distincts et différents au sein des groupes de pasteurs qui sont souvent négligés — les femmes, les jeunes, les groupes ethniques minoritaires ou les éleveurs les plus pauvres peuvent tous avoir moins d'occasions d'exprimer leurs points de vue et de contribuer à l'évaluation des conflits.

<sup>7</sup>Entretien avec un acteur de la société civile au Mali, avril 2020



## Exemple 1.5

# LA BANQUE MONDIALE INVESTIT DANS L'EXPERTISE EN MATIÈRE DE CONFLITS

En 2015, la Banque mondiale a lancé deux grandes initiatives de développement axées sur le soutien au pastoralisme et à l'agro-pastoralisme : le Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS) dans six pays sahéliens, et le Projet régional de résilience des moyens de subsistance pastoraux (RPLRP) dans trois pays d'Afrique de l'Est. Ces deux initiatives visent à investir de manière significative dans les infrastructures locales et les pratiques de gestion des ressources dans des contextes où l'accès aux ressources constituait un point de conflit entre les communautés pastorales et agricoles. Consciente de la nécessité d'éviter que ces investissements ne déclenchent de nouvelles hostilités, la Banque a mis sur pied un ensemble d'outils spécialisés pour former et sensibiliser les responsables de la mise en œuvre sur le lien entre conflit et développement pastoral. Dans le cadre du programme Pastoralisme et stabilité au Sahel et dans la Corne de l'Afrique (PASSHA), la Banque a intégré des experts en conflit au sein des organismes de mise en œuvre du PRAPS et du RPLRP qui peuvent former le personnel de projet à l'identification des risques potentiels de conflit, et notamment à l'utilisation d'un [Guide pratique sur la sensibilité et la prévention aux conflits pour les projets de développement du secteur de l'élevage et d'une liste de contrôle de l'évaluation des projets sur le terrain](#).

## Questions importantes

### LORSQUE LE MODULE 1 EST ADAPTÉ À VOTRE CONTEXTE

#### 1. Dans quelle mesure les moyens de subsistance pastoraux sont-ils pris en compte dans les stratégies à long terme de développement agricole et rural ?

- Comment, le cas échéant, les communautés pastorales ont-elles été impliquées ou consultées dans le cadre des stratégies de développement au niveau national ou étatique ?
- Quelle est la vision à long terme pour le secteur de l'élevage ? S'attend-on à ce que les pratiques pastorales soient supprimées ou modernisées ? Comment cette vision est-elle en adéquation avec les besoins et les intérêts des communautés pastorales ?
- Quelles sont les hypothèses de base sur le climat, la demande de protéines, la chaîne du froid et les infrastructures logistiques ?

#### 2. Dans quelle mesure les besoins et les intérêts des pasteurs sont-ils reflétés dans la gestion des ressources locales ?

- Quels organes de gestion ou dirigeants (étatiques ou coutumiers) sont chargés de superviser la propriété et l'accès à la terre, à l'eau et aux autres ressources naturelles ? Comment les pasteurs résidents ou non résidents sont-ils inclus dans ces organes ?
- Quelles sont les principales ambiguïtés entre les orientations coutumières, locales, régionales et nationales ?
- Existe-t-il des lois ou des pratiques coutumières qui permettent aux éleveurs d'accéder aux pâturages publics, aux routes de migration et aux ressources en eau ? Ces lois ou pratiques sont-elles respectées par les pasteurs et les autorités locales ?

#### 3. Quel est l'impact des lois foncières ou des pratiques coutumières sur les communautés pastorales ?

- Les communautés pastorales peuvent-elles accéder aux terres publiques ou posséder des terres communales ? Quelle est la place des groupes pastoraux dans le droit coutumier ?
- Les communautés pastorales ont-elles été dépossédées des routes de migration ou de leur accès à l'eau en raison de changements dans la propriété foncière ?
- Les lois foncières existantes reflètent-elles la contribution des communautés pastorales ? Comment ces lois diffèrent-elles ou entrent-elles en conflit avec les pratiques coutumières locales ?

#### 4. Les investissements dans le développement soutiennent-ils la coopération entre les communautés pastorales et les communautés d'accueil ?

- Existe-t-il des routes de migration pastorale clairement délimitées ? Depuis combien de temps ont-elles été aménagées ? Sont-elles respectées par les communautés pastorales et agricoles ?
- Quels investissements ont été réalisés, le cas échéant, dans la collecte et l'accès à l'eau le long des routes pastorales ? Sont-ils suffisants pour répondre aux besoins de la production végétale et de l'élevage ? Ces ressources en eau sont-elles gérées de manière équitable et accessibles à toutes les populations qui opèrent dans la région ?
- Les infrastructures pastorales (fermetures des routes de migration, réserves de pâturage, puits) sont-elles régulièrement entretenues et fonctionnelles ? Par qui ?

#### 5. Les communautés nomades ou les campements pastoraux éloignés ont-ils accès aux services publics de base (éducation, soins de santé) ?

- Comment les systèmes éducatifs s'adaptent-ils pour répondre aux besoins des enfants et des jeunes des communautés nomades ?
- Les programmes de prestation de services pourraient-ils favoriser l'accès à d'autres services ou programmes (services juridiques, résolution de conflits, éducation sur les droits) ?
- Les communautés pastorales ont-elles accès à des services financiers (crédit, assurance, etc.) ?

#### 6. Comment, le cas échéant, la sensibilité aux conflits est-elle prise en compte dans la prise de décision en matière de développement ?

- La dynamique des conflits est-elle prise en compte dans les évaluations des risques pour les programmes de développement de l'élevage ou de l'agriculture ?
- Existe-t-il des forums ou des canaux permettant de solliciter la contribution de toutes les parties prenantes locales, y compris les pasteurs non résidents, dans le cadre des programmes de développement rural ?
- À quelle fréquence les analyses de conflit, d'AEP ou de genre sont-elles mises à jour ?

Quelle infrastructure existe pour soutenir la production de bétail ? Cette image présente un morceau de bœuf qui est préparé dans un abattoir de la banlieue d'Abidjan, au Nigeria. Crédit photo : Sia Kambou/AFP via Getty Images.

## Passer à :



**MODULE 2 – ENVIRONNEMENT ET PRÉSERVATION** – Incorporation des conflits liés au pastoralisme dans les efforts de préservation.



**MODULE 3 – GOUVERNANCE ET ÉTAT DE DROIT** – Encourager la participation du public à la gouvernance des pâturages pastoraux.



**MODULE 4 – INTÉGRATION RÉGIONALE** – Comprendre les aspects régionaux et transfrontaliers des moyens de subsistance des pasteurs et leur rôle dans le conflit.



**MODULE 5 – GENRE ET AUTONOMISATION DES FEMMES** – Renforcer le rôle des femmes dans la prise de décision et comprendre la question du genre dans les conflits liés au pastoralisme.



**MODULE 6 – GESTION DES CONFLITS** – Promouvoir la cohésion sociale et résoudre les conflits de manière non violente.



**MODULE 7 – APPLICATION DE LA LOI ET CONTRE-TERRORISME** – Aborder l'intersection du pastoralisme transfrontalier, de la criminalité et des insurrections.



**MODULE 8 – LA CONSOLIDATION DE LA PAIX NUMÉRIQUE** – Intégrer les nouvelles technologies dans la prévention des conflits



**RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES**





*Le changement climatique affecte la disponibilité des ressources en eau et des écosystèmes essentiels dont dépendent les pasteurs. La disparition du lac Tchad représente un risque grave pour l'avenir du pastoralisme au Sahel. Cette image présente le bétail traversant une section du lac Tchad près de Guite, au Tchad. Crédit photo : Philippe Desmazes/AFP via Getty Images*

## **Module 2**

# **Environnement et préservation**

## CE MODULE ABORDE COMMENT :

1. Soutenir les adaptations rurales au changement climatique tout en réduisant les déclencheurs potentiels de conflits ;
2. Gérer les intérêts concurrents et promouvoir la complémentarité entre le pastoralisme et les efforts de préservation.

*Le bétail pastoral se trouve dans de nombreux écosystèmes protégés. Cette image présente le bétail se reposant lors d'un voyage dans le parc de Zakouma au Tchad. Crédit photo : Avalon/Universal. Images Group via Getty Images.*

## Le problème

Les pasteurs constituent un élément essentiel mais négligé des programmes et politiques de conservation et environnementales. Les conditions météorologiques erratiques et la sécheresse prolongée, ponctuées par une augmentation des précipitations dans certaines régions, rendent la transhumance de plus en plus dangereuse et incertaine. Il ne s'agit pas d'un défi fondamentalement nouveau — le pastoralisme mobile est un système particulièrement adapté pour gérer les fluctuations environnementales et la rareté de l'eau et des pâturages. Cependant, la désertification croissante du Sahel, l'érosion des sols et d'autres pressions à long terme rendront les moyens de subsistance pastoraux encore plus difficiles au fil du temps. Lorsque la quantité totale de bétail augmente pour répondre à la demande, les grands troupeaux peuvent rapidement épuiser les terres communales. Certaines stratégies à court terme visant à aider les populations rurales à s'adapter à la pénurie de ressources et à des conditions météorologiques erratiques peuvent toutefois susciter des tensions. Promouvoir la résilience en diversifiant les moyens de subsistance (par exemple, l'agriculture, la pêche) est une approche courante, mais même cela peut créer une concurrence et des conflits au niveau communautaire. Pour cela, les pasteurs peuvent être des alliés naturels dans la conservation. Adaptable et flexible, le pastoralisme est souvent considéré comme un système de production de bétail moins destructeur. Il permet d'éviter la dégradation des terres en ne concentrant pas les troupeaux en un seul endroit pendant de longues périodes, épuisant ainsi les ressources environnantes.

Le pastoralisme peut également réduire l'émergence ou la propagation des maladies zoonotiques qui se propagent plus rapidement au sein des sites de production de bétail denses. Les conséquences écologiques du pastoralisme doivent toutefois être reconnues au même titre que ses promesses et son potentiel. Lorsque les troupeaux pastoraux sont éloignés des services vétérinaires, ils peuvent servir de [vecteurs de maladies](#) provenant de la faune sauvage ou vice versa. Dans de nombreuses aires protégées, comme le parc national de Zakouma (Tchad), la réserve de Chinko (RCA) et la réserve de biosphère du W-Pendjari (Bénin, Burkina Faso, Niger), les pasteurs se livrent parfois au braconnage ou au trafic de produits de la faune (par exemple, l'ivoire). En conséquence, certains défenseurs de l'environnement traitent les pasteurs comme des adversaires plutôt que comme des alliés. La désignation des pâturages comme zones protégées peut limiter l'accès des pasteurs aux pâturages et aux routes de migration. Pour équilibrer ces intérêts contradictoires, il faut étudier de plus près les rôles, tant positifs que négatifs, que jouent les pasteurs dans une région dont les vulnérabilités environnementales suscitent l'intérêt du monde entier.

## STRATÉGIES D'INTERVENTION

### [2.1 - Protection des écosystèmes ;](#)

### [2.2 - Programmation des moyens de subsistance résilients ;](#)

### [2.3 - Messages publics sur le pastoralisme et le climat](#)

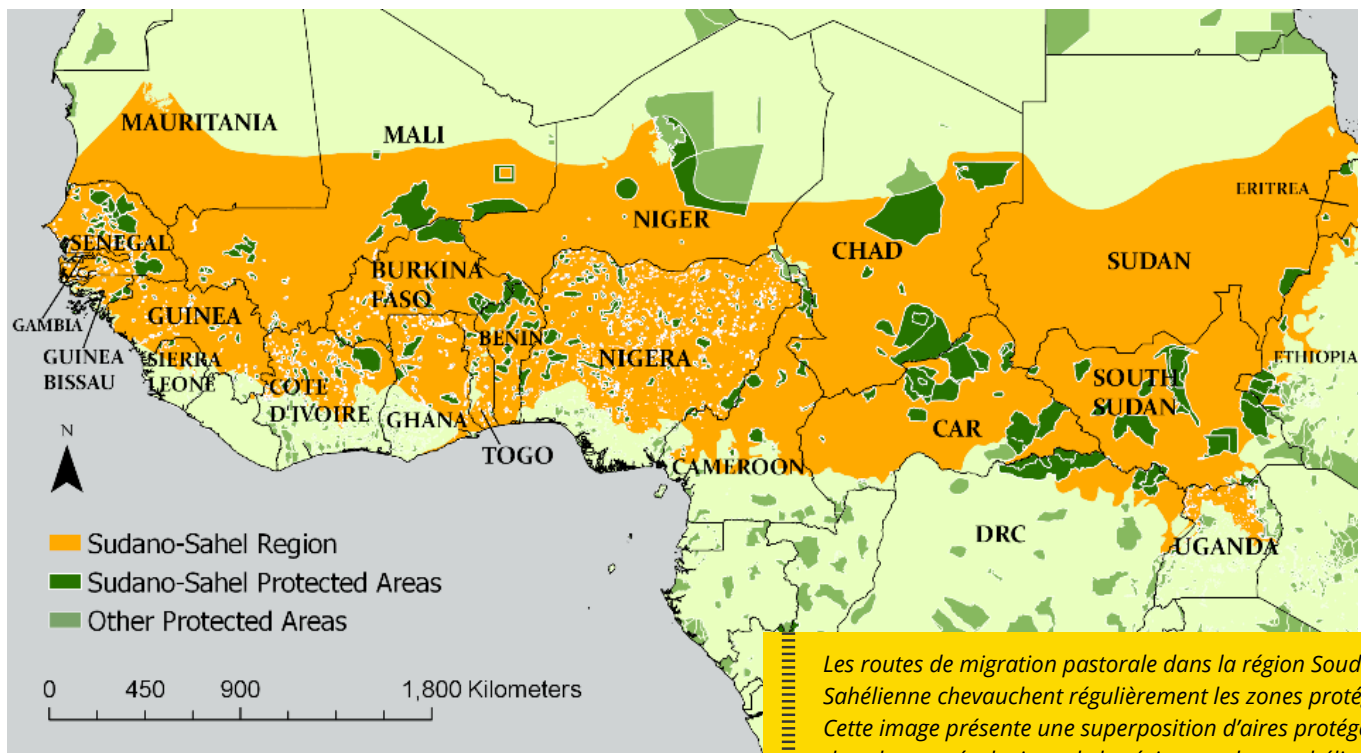
## 2.1 - Protection des écosystèmes

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description :** De nombreux paysages arides accueillent à la fois du bétail et des animaux sauvages en danger. Les pasteurs traversent ces terres lors de leurs migrations, ce qui peut perturber l'équilibre d'écosystèmes fragiles et présenter un risque pour les espèces menacées. Même à l'intérieur des terres officiellement protégées, les autorités de l'État ou les protecteurs de la faune de la société civile peuvent avoir une capacité limitée à faire respecter les règles d'utilisation des terres ou à arbitrer les intérêts divergents des éleveurs et des gestionnaires de parcs. Dans certaines régions, les pasteurs dépendent de l'accès aux terres protégées pour les ressources ou pour échapper aux groupes armés. Les efforts visant à empêcher les pasteurs d'accéder à ces terres (clôtures, gardes forestiers, etc.) peuvent aggraver les tensions sans nécessairement offrir une solution viable. Les interventions extérieures devraient plutôt rechercher des solutions « gagnant-gagnant », telles que des modèles de gestion participative où les pasteurs conservent un accès limité et s'engagent dans la prise de décision locale.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès des programmes de protection des écosystèmes ?

> **Les programmes impliquent les pasteurs en tant que parties prenantes et impliquent un investissement dans des relations à long terme.** En tant qu'habitants temporaires d'un espace donné, il peut être tentant de considérer les pasteurs comme des étrangers ayant des droits limités sur la gestion des ressources locales. Pourtant, même sans droits de propriété primaire, ils sont également des parties prenantes. Lorsque les routes de migration du bétail changent en raison des pressions climatiques ou de l'insécurité, d'autres pasteurs peuvent également entrer dans l'espace. Le fait que leur présence soit temporaire signifie que pour obtenir l'adhésion des pasteurs à la préservation, il faut disposer d'un long horizon temporel et de la flexibilité nécessaire pour s'engager auprès de personnes dont la résidence principale peut se trouver ailleurs, voire dans un autre pays.



Les routes de migration pastorale dans la région Soudano-Sahélienne chevauchent régulièrement les zones protégées. Cette image présente une superposition d'aires protégées dans la zone écologique de la région soudano-sahélienne. Carte offerte par Matthew Luizza/USFWS



*Dans les zones de pâturage communes, les routes de migration du bétail traversent les zones de protection où il cherche des pâturages aux côtés de la faune. Cette image présente le bétail pastoral qui pâit près d'un troupeau de zèbres dans la réserve de Loisaba au Kenya. Crédit photo : Tony Karumba/AFP via Getty Images*

## LES RÉSERVES KENYANES ÉTABLISSENT DES PARTENARIATS AVEC LES PASTEURS

Au Kenya, le Northern Rangelands Trust a adopté une approche de la gestion des réserves de faune sauvage qui privilégie la mise sur pied de partenariats avec les pasteurs locaux et le soutien des moyens de subsistance des pasteurs. Le Trust prend des mesures pour établir des relations de bonne foi avec les communautés pastorales qui opèrent dans les zones de protection, en servant d'intermédiaire en ce qui concerne le fait d'acheter du bétail à des taux stables et de l'amener au marché. Cette confiance permet aux dirigeants locaux de mettre en œuvre des pratiques de gestion participative efficaces. Dans le West Gate Conservancy, par exemple, la pratique consistant à laisser le bétail paître librement a été évoquée comme un facteur contribuant à la dégradation écologique des prairies. Les dirigeants locaux ont proposé un système de pâturage alterné, similaire à la mise en jachère en agriculture, qui a permis de regrouper les troupeaux dans une zone à la fois, permettant ainsi aux zones voisines de se rétablir.

### > Les programmes ou les réformes politiques créent des options pour l'accès aux ressources.

Une préoccupation majeure pour de nombreux pasteurs mobiles est que les nouvelles réglementations interdiront l'accès à des territoires autrefois autorisés par les accords coutumiers. Les potentiels conflits peuvent être évités lorsque des groupes de pasteurs récurrents ont la possibilité de négocier des arrangements alternatifs pour le pâturage ou le passage. Au Burkina Faso, par exemple, des comités de gestion locaux permettent aux pasteurs d'accéder à des terres réservées à la préservation ou à la chasse moyennant des frais convenus. Certaines réserves au Kenya font la distinction entre les zones centrales, où l'accès est interdit pour protéger les espèces en danger, et les zones tampons où les éleveurs sont autorisés à entrer. Il est dans l'intérêt à long terme des défenseurs de l'environnement et des éleveurs que les zones de pâturage ou les points d'accès à l'eau désignés soient dotés de ressources, situés à des endroits stratégiques et bien entretenus par les autorités compétentes.

### > Les programmes sont conçus autour de solutions « gagnant-gagnant ».

Les pasteurs à qui il a été demandé de limiter leurs déplacements dans les zones protégées ont besoin de voir clairement en quoi ces mesures leur sont bénéfiques, car il est difficile de les respecter. De même, les gestionnaires de parcs ou les écologistes doivent considérer les pasteurs comme des alliés potentiels et non comme

des fauteurs de troubles. L'appréciation de ce potentiel les motivera à investir le temps et l'énergie nécessaires pour instaurer la confiance et renforcer les relations. Les pasteurs, par exemple, peuvent bénéficier des restrictions foncières dans les zones protégées, car une moindre utilisation signifie une moindre dégradation des routes migratoires. Ou alors ils peuvent bénéficier de la protection offerte par les garde-forestiers contre les syndicats du crime. De même, les gestionnaires de parcs peuvent bénéficier de l'aide des pasteurs pour veiller au respect des parcours de pâturage établis ou des mesures anti-braconnage. Il est plus efficace de se concentrer sur l'adhésion et l'acceptation de toutes les règles et réglementations que de se battre pour le contrôle.

### > Les programmes établissent des liens avec les mécanismes de résolution des conflits et de sécurité.

Les terres pastorales et les écosystèmes protégés sont souvent très éloignés des autorités compétentes, ce qui ouvre la voie aux activités criminelles. Les autorités doivent être sûres que le braconnage ou le pâturage dans les zones protégées seront punis. Les pasteurs veulent avoir l'assurance que le respect des frontières définies réduira les risques de vol ou de dommages causés à leur bétail. Si les garanties de sécurité peuvent être faites dans une certaine mesure par les gardes forestiers ou d'autres forces mobiles, elles ne peuvent être faites partout. Soutenir la résolution des conflits au niveau communautaire par le biais de leaders reconnus est une bonne pratique bien établie.





*Le bétail et les pasteurs de passage sont connus comme représentant un danger pour certaines espèces d'animaux sauvages, à l'instar des lions. Cette image présente des lions dans le parc national de la Pendjari au Bénin, une zone où opèrent les pasteurs. Crédit photo : DeAgostini/Getty Images*

> **Les intervenants mettent en avant la contribution des écologistes et des pasteurs à la réforme du régime foncier.** L'avenir de la législation foncière est crucial pour les écologistes et les pasteurs, malgré les conflits d'intérêts. Les systèmes fonciers protégeant les droits coutumiers au passage peuvent offrir aux pasteurs un certain degré de protection juridique pendant la migration, tandis que les écologistes peuvent préférer voir ces terres soumises à des contrôles plus stricts. Au fur et à mesure que les lois foncières sont codifiées ou réformées, il devrait être prioritaire pour les écologistes de soutenir les consultations avec les communautés pastorales et de s'assurer que les pratiques coopératives restent au cœur de la gestion des pâturages ([voir 1.1 - Réforme foncière pour en savoir plus](#)).

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec de la gestion des terres protégées ?

> **Les programmes ne parviennent pas à tenir compte des risques pour la faune.** La présence de grands troupeaux de bétail peut avoir un impact négatif sur les écosystèmes et leurs espèces d'animaux sauvages, notamment par la propagation de maladies infectieuses ou le braconnage. Certains pasteurs de la réserve de Chinko, par exemple,

auraient chassé des buffles et des élands géants pour en vendre la viande à des fins économiques et empoisonné des lions pour se protéger ou protéger leurs troupeaux. Une approche globale de la protection des pâturages doit garantir l'accessibilité des services de santé animale aux populations pastorales et la mise en place de solides mesures de responsabilisation pour prévenir le braconnage.

> **Des autorités ou des groupes armés adoptent des pratiques d'extorsion.** La mise en place de frais de pâturage ou d'autres mesures payantes peut s'avérer nécessaire pour couvrir l'entretien ou la protection de certains écosystèmes, mais peut également constituer une source de tension. Dans toute la région soudano-sahélienne, les pasteurs sont souvent victimes d'extorsions de la part de groupes armés ou de fonctionnaires qui imposent des taxes élevées liées au passage du bétail. Imposer ces frais sans le consentement des communautés pastorales peut apparaître comme un exemple de plus de prédation et miner la confiance entre les pasteurs et les autorités locales. La restriction de l'accès à certains territoires ou la mise sur pied des frais doivent se faire dans le cadre d'un processus participatif au cours duquel les communautés pastorales peuvent prendre part à une discussion éclairée sur le bien-fondé de ces mesures.

## 2.2 - Programmation des moyens de subsistance résilients

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description :** Les conditions météorologiques de plus en plus erratiques, les sécheresses et les tempêtes associées au changement climatique ont conduit à des investissements substantiels dans des moyens de subsistance ruraux résilients et dans une production alimentaire durable. Ces investissements peuvent aider les populations rurales à éviter de graves pénuries alimentaires, à maintenir les économies illicites à un niveau minimum et à faire face aux nouvelles pressions environnementales. Cependant, ces programmes peuvent aussi renforcer par inadvertance les sources de conflit entre les pasteurs et les communautés rurales sédentaires. Les investissements dans l'extension des terres utilisées pour l'agriculture, par exemple, peuvent encourager les agriculteurs à s'engager dans les couloirs de migration pastorale. Les programmes visant à encourager les pasteurs à diversifier leurs moyens de subsistance — par l'agriculture, la pêche ou d'autres métiers — peuvent alimenter de nouvelles formes de concurrence pour l'accès aux terres ou aux voies navigables. Les interventions axées sur la mise sur pied de moyens de subsistance ruraux résilients doivent donner la priorité aux principes « Ne pas nuire » et à la sensibilité aux conflits dans leur conception et leur mise en œuvre, même en l'absence de conflit armé. (Voir [également Module 1 - Développement rural](#) pour plus d'informations sur les interventions en faveur des moyens de subsistance ruraux).

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès des programmes de résilience des moyens de subsistance ?

> **Les intervenants développent des évaluations des risques qui sont en accord avec la dynamique des communautés pastorales.** Toute modification radicale de l'utilisation des ressources dans les territoires partagés aura invariablement des effets secondaires involontaires. Au Burkina Faso, par exemple, certains groupes de pasteurs ont contribué à l'expansion de l'agriculture en devenant sédentaire pour diversifier leurs moyens de subsistance avec l'agriculture, ce qui a provoqué des conflits avec les groupes sédentaires qui se disputent les terres et l'eau. De plus, il a été observé qu'ils ont souvent tendance à s'installer dans les couloirs pastoraux, ce qui empêche d'autres pasteurs de les utiliser. Les évaluations des risques doivent faire appel à la contribution des experts locaux en matière

de conflits, y compris les pasteurs, qui comprennent mieux les interactions sociales et économiques entre les populations rurales.

### > Les programmes de réduction des risques de catastrophes sont multisectoriels et proactifs.

Les périodes de chocs soudains ou de perturbations environnementales peuvent pousser les éleveurs et les agriculteurs à faire cause commune (survie) ou les isoler. Étant donné que les catastrophes liées au climat sont récurrentes, les investissements proactifs dans la résilience, et pas seulement dans la reprise après une crise, devraient être une priorité. L'expérience en matière de programmation de la résilience montre que les programmes mono sectoriels ont plus de chances d'échouer dans les régions arides où les options de subsistance sont radicalement limitées. Les stratégies de résilience proactives peuvent inclure des parcelles d'agriculture expérimentale le long des routes de migration pastorale, ou des accords pour pré-positionner les aliments du bétail le long des routes établies afin d'éviter la destruction des cultures locales.



### LES SATELLITES AIDENT LES PASTEURS À TROUVER DES RESSOURCES AU MALI

L'accès aux pâturages et aux ressources en eau peut être imprévisible au Sahel, d'autant plus que le changement climatique affecte le régime des pluies. Pour certains, l'adaptation au changement climatique peut impliquer l'adoption de moyens de subsistance moins sujets à l'instabilité, mais des efforts ont également été faits pour stabiliser la capacité des pasteurs à prendre des décisions éclairées à propos des endroits où aller pour rechercher des pâturages ou de l'eau. Au Mali, SNV — La Netherlands Development Organization — et le Netherlands Space Office ont développé un [service d'information dédié](#) aux éleveurs, connu sous le nom de GARBAL. Le système permet aux pasteurs d'accéder à des données satellitaires sur les ressources en nourriture et en eau disponibles le long de différentes routes de migration. Ces données sont accessibles par le biais d'un service de téléphonie mobile, ce qui les aide à prendre des décisions quant à la destination de leurs déplacements.

> **Les gouvernements nationaux incluent les adaptations pastorales lorsqu'ils demandent des ressources pour lutter contre le changement climatique.**

La création d'une industrie de l'élevage capable de résister à la désertification et aux chocs environnementaux est une priorité urgente qui n'est pas toujours prise en compte dans les ressources consacrées à la lutte contre le changement climatique. Les investissements de base dans les services de santé animale, les systèmes d'alerte précoce et l'intégration des marchés pour renforcer la résilience aux chocs sont bien moins coûteux que ce qui est déjà dépensé pour la sécurité alimentaire. D'efficaces services de soins vétérinaires, assurés par des agents

communautaires de santé animale en capacité d'atteindre les populations pastorales éloignées, peuvent par exemple limiter la perte rapide de jeunes animaux suite à des chocs climatiques graves. Cela peut contribuer à éviter des perturbations coûteuses de la chaîne d'approvisionnement alimentaire régionale. Alors que les gouvernements nationaux demandent des ressources pour l'adaptation au changement climatique auprès de sources telles que la Global Environment Facility (Fonds pour l'environnement mondial), il est important que celles-ci puissent être utilisées pour soutenir de tels investissements dans la résilience pastorale.



*La diversification des moyens de subsistance est une stratégie utilisée pour aider les pasteurs à résister aux chocs écologiques. Il s'agit souvent de recycler ou de financer les communautés pastorales pour qu'elles adoptent l'agriculture ou d'autres moyens de subsistance. Cette image présente un jeune éleveur touareg travaillant sur un canal d'irrigation dans le cadre du projet mené à Agadez, au Niger. Crédit photo : Boureima Hama/AFP via Getty Images*

## 2.3 - Messages publics sur le pastoralisme et le climat

### TYPE D'INTERVENTION : DIPLOMATIE PUBLIQUE

**Description :** Les fonctionnaires et les activistes citent fréquemment la violence liée au pastoralisme comme un exemple clé de la nécessité d'une action mondiale contre le changement climatique. Souvent, l'argument est que les conflits entre pasteurs et agriculteurs augmentent en raison de la rareté des ressources causée par la sécheresse ou l'épuisement des ressources en eau essentielles, comme c'est le cas dans le bassin du lac Tchad. Bien que le climat ait un impact réel sur la production animale et végétale, considérer le conflit comme une conséquence inévitable d'un phénomène mondial simplifie significativement une question complexe et détourne l'attention des solutions locales. Une action mondiale contre les changements climatiques est essentielle pour la région soudano-sahélienne; cependant, elle ne constitue pas une condition préalable à la prévention des conflits. Les fonctionnaires et les médias ont un rôle essentiel à jouer dans l'encadrement du débat public sur le pastoralisme et le climat et dans la mise en place d'actions à long terme pour atténuer l'impact du changement climatique et d'actions à court terme pour prévenir les conflits violents.

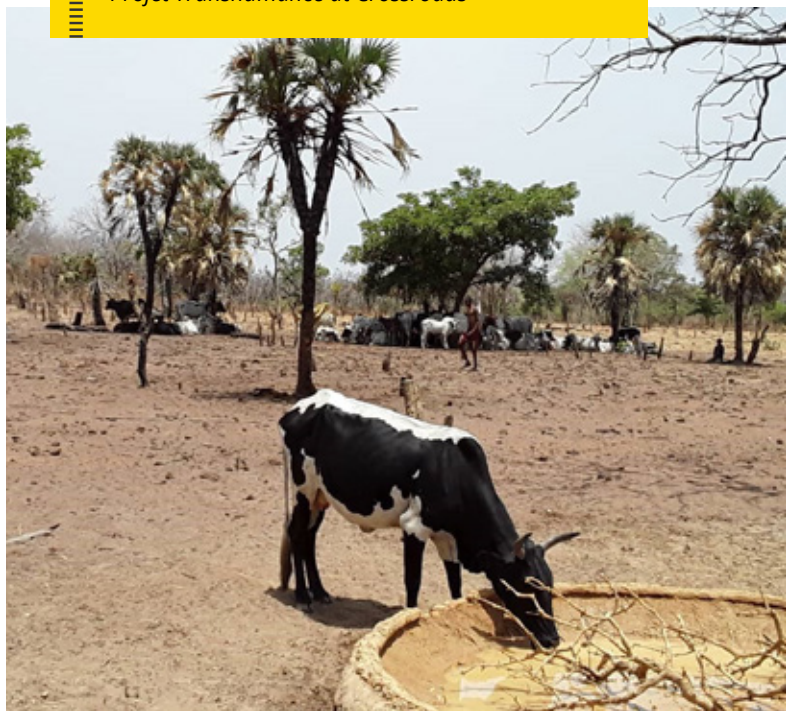
### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès des messages publics sur le pastoralisme et le climat ?

- > **Les fonctionnaires et les analystes reconnaissent les causes socio-politiques des conflits en plus des causes environnementales.** Comme indiqué tout au long de ce dossier d'information, les conflits liés au pastoralisme ne sont pas seulement le résultat de la rareté des terres ou de l'eau, ou du déplacement des communautés pastorales causé par la sécheresse ou les inondations (comme c'était le cas au Soudan pendant la sécheresse de 1984). Ces pressions sont bien réelles, mais ne représentent qu'une partie de l'histoire. Les déclarations publiques des autorités doivent éviter de présenter l'environnement comme le principal responsable de l'instabilité politique et des flux sociaux, car cela détourne la responsabilité des dirigeants locaux qui sont chargés de régler les différends concernant l'accès aux ressources, de protéger

contre le banditisme ou de veiller à ce que les éleveurs ou les agriculteurs de subsistance ne soient pas dépossédés par le développement commercial.

- > **Les fonctionnaires et les analystes communiquent à la fois les avantages et les risques écologiques liés au pastoralisme.** Les décideurs et les scientifiques ont longtemps considéré que le pastoralisme ne permettait pas de subvenir aux besoins des populations et qu'il était destructeur pour l'environnement. La présentation du pastoralisme comme destructeur de la biodiversité peut renforcer les stéréotypes et accentuer les malentendus entre les pasteurs et les écologistes. Pourtant, romancer le pastoralisme pour son « empreinte légère » et son utilisation efficace des ressources peut signifier que moins d'attention est accordée à ses coûts directs sur l'environnement et la faune. Les messages publics doivent être équilibrés et refléter les avantages factuels du pastoralisme pour l'environnement, tout en reconnaissant les risques qui y sont relatifs et qui doivent être traités en collaboration avec les pasteurs.

*L'assèchement des ressources en eau est une préoccupation urgente pour les éleveurs des zones arides du Sahel. Ici, nous voyons du bétail à un point d'eau au Tchad. Crédit : A. Hissien/I. Bourdjo, Projet Transhumance at Crossroads*



# Questions importantes

## LORSQUE LE MODULE 2 EST ADAPTÉ À VOTRE CONTEXTE

### 1. Comment le pastoralisme est-il intégré dans les stratégies nationales ou régionales sur le changement climatique ?

- L'adaptation de l'économie pastorale est-elle une considération explicite dans la politique environnementale ?
- Est-elle soutenue par les ressources et l'aide politique nécessaires ?
- Les ménages pastoraux ont-ils accès aux ressources humaines et financières nécessaires pour s'adapter ?

### 2. Quels sont les impacts secondaires potentiels des programmes de résilience des moyens de subsistance ?

- Les nouvelles pratiques liées aux moyens de subsistance vont-elles créer une demande accrue de ressources rares (terre, eau, etc.) ?
- Existe-t-il des mécanismes pour protéger la migration pastorale et l'accès à l'eau dans un contexte d'expansion agricole ?
- Dans quelle mesure les programmes de résilience des moyens de subsistance offrent-ils des opportunités involontaires aux femmes, aux jeunes ou aux pasteurs en général ?

### 3. Quel est l'impact de l'activité pastorale sur la faune ?

- Les pasteurs nomades traversent-ils régulièrement des réserves naturelles ou des zones où ils pourraient représenter un risque pour les animaux ? Si tel est le cas, existe-t-il des preuves de l'impact qu'ils ont eu sur la faune ou sur l'écosystème au sens large ?
- Ont-ils accès à des options alternatives pour le pâturage, qui sont viables et à l'abri des groupes criminels qui pourraient cibler leur bétail ?

### 4. Quelle est la relation entre les parties prenantes écologistes (par exemple, les gardes forestiers, les réserves naturelles, les organisations de la société civile) et les communautés pastorales ?

- Disposent-ils de canaux pour communiquer entre eux ?
- Se considèrent-ils comme des adversaires ?
- Ont-ils des intérêts ou des objectifs communs ?

## Passez à :



**MODULE 1 – DÉVELOPPEMENT RURAL** – Cultiver une croissance économique rurale équitable et réduire les causes chroniques de conflits.



**MODULE 3 – GOUVERNANCE ET ÉTAT DE DROIT** – Encourager la participation du public à la gouvernance des pâturages pastoraux.



**MODULE 4 – INTÉGRATION RÉGIONALE** – Comprendre les aspects régionaux et transfrontaliers des moyens de subsistance des pasteurs et leur rôle dans le conflit.



**MODULE 5 – GENRE ET AUTONOMISATION DES FEMMES** – Renforcer le rôle des femmes dans la prise de décision et comprendre la question du genre dans les conflits liés au pastoralisme.



**MODULE 6 – GESTION DES CONFLITS** – Promouvoir la cohésion sociale et résoudre les conflits de manière non violente.



**MODULE 7 – APPLICATION DE LA LOI ET CONTRE-TERRORISME** – Aborder l'intersection du pastoralisme transfrontalier, de la criminalité et des insurrections.



**MODULE 8 - LA CONSOLIDATION DE LA PAIX NUMÉRIQUE** - Intégrer les nouvelles technologies dans la prévention des conflits



**RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES**



Les membres du Forum sur les relations entre agriculteurs et éleveurs au Nigeria se réunissent pour discuter des stratégies de plaidoyer. Crédit photo : Search for Common Ground.

## Module 3

# Gouvernance et État de droit

# Le problème

**Loin des centres urbains de prise de décision, les éleveurs et les populations rurales avec lesquelles ils partagent l'espace ont souvent peu de voix dans le gouvernement étatique.**

Ces populations sont confrontées à des obstacles en ce qui concerne la participation aux institutions publiques, l'expression de leurs préoccupations dans un langage adapté aux politiques et l'assurance liée au fait que leurs intérêts sont représentés. Cependant, les pasteurs qui cherchent à protéger leurs libertés des autorités centrales peuvent ne pas considérer les mesures politiques comme une solution, voir le gouvernement comme leur allié, ou considérer le manque de participation civique comme un problème. La plupart des pasteurs trouvent que leurs intérêts sont mieux servis par des réseaux de pairs de longue date ou des institutions coutumières, plutôt que par les gouvernements centralisés que l'on trouve dans de nombreux États de la région soudano-sahélienne. Les interventions qui renforcent les institutions étatiques au niveau local ou national, connues pour négliger les préoccupations des éleveurs, risquent d'inciter à une plus grande polarisation.

Les tensions entre les communautés pastorales et les autorités centrales ont un long héritage historique, qui commence avec la gestion coloniale des terres et se poursuit après l'indépendance. Si les politiques foncières et les contrôles frontaliers de certains États ont été révisés ou remplacés par une législation qui protège les moyens de subsistance des éleveurs, cet héritage d'hostilité à l'État n'est pas vite oublié. Ces soupçons sont confirmés lorsque les États imposent des taxes sur la traversée des frontières, restreignent les mouvements pastoraux ou privatisent les terres publiques. Contourner le contrôle de l'État en évitant les postes de contrôle frontaliers ou en rejetant les systèmes de délivrance de permis pour le bétail sont des pratiques fréquentes. Cette non-conformité, à son tour, alimente les stéréotypes sur les pasteurs en tant que criminels.

Accroître la représentation des communautés pastorales dans les institutions de l'État peut contribuer à apaiser ces tensions, mais ce n'est pas toujours faisable. Les pasteurs maliens qui migrent au Nigéria sont directement affectés par les politiques nigérianes, mais n'auront pas les mêmes possibilités qu'ont les citoyens nigériens d'influencer la prise de décision politique.

## CE MODULE ABORDE COMMENT :

1. Créer des opportunités pour les pasteurs et les autres communautés rurales afin qu'ils participent à la gouvernance démocratique ;
2. Tenir les autorités responsables de la gestion des espaces éloignés d'une manière équitable et inclusive.

Dans de nombreuses régions, les groupes pastoraux constituent une minorité démographique extrême qui est confrontée aux mêmes obstacles à l'inclusion que tout autre groupe minoritaire, mais ces obstacles sont aggravés par leur mode de vie qui les tient éloignés des centres politiques.

Pourtant, le problème de l'exclusion varie selon les contextes. Dans certaines sous-régions, les groupes ethniques pastoraux englobent de grandes et d'influentes circonscriptions politiques qui dominent la politique locale, même s'ils sont minoritaires au niveau national. Il s'agit d'une [préoccupation pour les communautés agricoles](#) du centre du Mali, par exemple, celles qui se plaignent d'être marginalisées du fait de l'influence des pasteurs dans les cercles politiques. Ce favoritisme serait dû aux élites politiques qui possèdent de grands troupeaux dont l'entretien est assuré par des pasteurs rémunérés ; un phénomène courant dans toute la région Soudano-Sahélienne.

## STRATÉGIES D'INTERVENTION

### [3.1 - Plaidoyer collectif](#)

### [3.2 - Sensibilisation aux droits et aux politiques](#)

### [3.3 - Accès à la justice](#)

### [3.4 - Décentralisation](#)

## 3.1 - Plaidoyer collectif

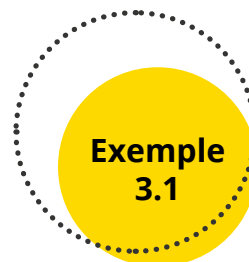
### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description :** Opérant dans des zones reculées et en marge de l'autorité de l'État, les pasteurs sont rarement en mesure de défendre efficacement leurs intérêts ou de contester la politique de l'État par des voies officielles. Ils manquent souvent d'expérience directe du processus législatif et de familiarité avec la gouvernance participative. Soutenir la formation d'organes représentatifs pour aider les pasteurs à défendre leurs intérêts est un point de départ. Les associations professionnelles de pasteurs sont déjà présentes dans la plupart des pays soudano-sahéliens. Cependant, ces associations et d'autres réseaux de la société civile, peuvent manquer de connaissances techniques pour mener à bien des réformes législatives sur des questions complexes telles que le régime foncier ou peuvent servir principalement de plateforme pour les chefs traditionnels plutôt que de représenter les diverses voix de tous les pasteurs de leur réseau.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès d'un programme de consolidation d'un plaidoyer collectif ?

> **Les intervenants renforcent les capacités de plaidoyer local et transnational.** Les moyens de subsistance des pasteurs dépendent de politiques et d'institutions de soutien aux niveaux local, étatique, national et transnational. L'accès aux ressources de base, telles que l'eau, peut être géré par des institutions locales, tandis que les lois sur le régime foncier sont définies au niveau de l'État ou au niveau national. La mobilité transfrontalière peut dépendre de la législation nationale ou d'accords multilatéraux. La représentation pastorale à un seul de ces niveaux est parfois insuffisante, et les alliances plus efficaces s'organisent au niveau national ou régional pour un effet de levier stratégique optimal. Les planificateurs de programmes doivent anticiper le besoin de renforcement des capacités à plusieurs niveaux, soutenir les liens opérationnels entre ces différents points, et assurer une perspective régionale.

> **Les programmes de renforcement des capacités des associations professionnelles ou des réseaux de la**



### LES RÉSEAUX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE S'ENGAGENT DANS UN PLAIDOYER COMMUN

Dans l'ensemble de la région soudano-sahélienne, les associations professionnelles et les réseaux de la société civile s'efforcent de combler le fossé entre les prises de décisions politiques centralisées et les populations pastorales éloignées. Les réseaux de la société civile travaillent dans l'optique de combler le fossé entre les décisions politiques centralisées et les populations pastorales éloignées. Fondé au Burkina Faso en 1998, Le Réseau de Communication sur le Pastoralisme (RECOPA) est l'un de ces réseaux qui sert à la fois de point focal pour la diffusion d'informations sur la gestion du bétail aux groupes de pasteurs membres, et de conseiller des institutions locales et nationales sur les politiques ayant un impact sur les pasteurs. Au Nigeria, le Forum sur les relations entre agriculteurs et éleveurs au Nigeria (FFARN) réunit des universitaires, la société civile et les représentants des associations d'éleveurs et d'agriculteurs pour partager des recherches et mener des actions de plaidoyer conjoint. Le FFARN a servi de plateforme aux voix de la société civile pour produire des analyses locales des politiques fédérales et de l'État nigérian, et pour conseiller les décideurs politiques au Nigeria et à l'étranger sur les dynamiques locales du conflit entre agriculteurs et éleveurs.

**société civile intègre l'initiation aux conflits.** La dynamique des conflits n'est pas prise en compte dans l'élaboration des interventions relatives aux moyens de subsistance (voir le [module 1—Développement rural](#)). Les associations professionnelles qui incluent les pasteurs et les agriculteurs sont un médiateur logique qui aide à déterminer comment les réformes politiques ou les programmes de développement auront un impact sur leurs circonscriptions et aident à anticiper les déclencheurs de conflits. Pourtant, ces compétences doivent être développées, et les interventions impliquant les associations professionnelles locales peuvent



commencer par une formation de base sur la sensibilité aux conflits et l'analyse de l'économie politique.

> **Les programmes soutiennent la communication et les actions conjointes entre les groupes d'intérêts agricoles et pastoraux.** Les programmes visant à renforcer les capacités de plaidoyer peuvent avoir un impact plus important sur les politiques lorsqu'ils réunissent des populations divergentes autour d'objectifs communs. Les agriculteurs et les pasteurs appartiennent souvent à des groupes ethniques ou religieux distincts, mais ils partagent un intérêt commun pour l'avenir de l'économie des zones arides d'Afrique. Les programmes qui facilitent la recherche d'un consensus et les actions conjointes au-delà de ces lignes de partage peuvent aider les parties prenantes rurales fréquemment marginalisées à se faire davantage entendre dans la prise de décision politique.

### Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec des programmes visant à consolider la représentation collective ?

> **Le soutien à une association ou à un groupe renforce l'exclusivité.** Les communautés pastorales ne sont pas homogènes et peuvent ne pas être d'accord sur les préoccupations politiques, la stratégie ou les tactiques. Les associations professionnelles et autres groupes d'intérêt sont souvent constitués pour représenter une base ethnique spécifique ou exprimer les opinions des chefs traditionnels. Lorsque l'on travaille avec de telles

alliances, il est important d'évaluer leurs revendications en matière de représentation équitable, la manière dont elles priorisent les intérêts de leurs circonscriptions, et gèrent la question de la responsabilité et de la transparence interne. Les femmes et les jeunes sont souvent exclus et peuvent avoir besoin de leurs propres groupes pour défendre leurs intérêts.

> **Les intervenants ne prennent pas au sérieux le rôle de certains groupes d'intérêt en tant qu'acteurs du con lit.** Il existe un large éventail de groupes d'intérêts différents qui sont impliqués dans la production de bétail, y compris des associations formées pour représenter les intérêts de groupes ethniques pastoraux spécifiques. Certains de ces groupes d'intérêt peuvent être directement ou indirectement impliqués dans des conflits ou entretenir des liens avec des milices ethno-nationalistes. Les intervenants doivent prendre soin d'évaluer les risques liés au fait de s'engager avec de potentiels partenaires.

> **Le soutien extérieur suscite des attentes irréalistes.** Lorsque les autorités ne se soucient pas des intérêts pastoraux ou agricoles, l'enthousiasme pour le plaidoyer et les relations avec l'État diminue. Pour faire entendre efficacement les voix pastorales, il faut faire pression sur les décideurs pour qu'ils prennent au sérieux la contribution de la société civile. Parmi les alliés naturels pour cette tâche figurent d'autres groupes d'intérêt dont les programmes se recoupent, tels que les conservatoires de la nature ou d'autres associations commerciales qui bénéficient des chaînes de valeur du bétail.



Le renforcement des connaissances en matière de conflit des réseaux de plaidoyer peut être essentiel pour soutenir une action conjointe. Sur cette image, les membres du Forum sur les relations entre agriculteurs et éleveurs cartographient les moteurs du conflit dans les États de Plateau, Kaduna et Zamfara. Crédit photo : Search for Common Ground

## 3.2 - Sensibilisation aux droits et aux politiques

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description** : Les pasteurs, qui ont un accès limité à l'information et un manque de confiance envers les autorités centrales, sont souvent peu familiers avec les politiques qui régissent leurs moyens de subsistance. Les coutumes locales sont généralement bien plus importantes, car l'État n'a qu'une capacité limitée à faire appliquer les politiques officielles dans les territoires périphériques. Cependant, le faible niveau de familiarité avec la politique de l'État peut rendre les pasteurs vulnérables à la pénalisation pour des violations dont ils ne sont pas conscients, ce qui exacerbe encore les tensions. Ce faible niveau de familiarité limite également la capacité des pasteurs à tenir les autorités responsables du respect de leurs droits établis, comme le droit de déplacer librement le bétail à travers les frontières, qui est inscrit dans des accords régionaux tels que le protocole de transhumance de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Des initiatives de sensibilisation adaptées aux populations pastorales peuvent contribuer à prévenir les abus réels ou perçus des autorités gouvernementales. Relier les communautés pastorales à des services parajuridiques mobiles constitue une façon de combler ce fossé.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès de la sensibilisation aux droits des pasteurs ?

> **Les communications sont conçues pour atteindre les populations pastorales.** La nouvelle législation élaborée dans les capitales des États peut ne jamais atteindre les populations éloignées censées la respecter. Les pasteurs du Mali ou du Tchad, par exemple, ignorent souvent quelles sont les espèces d'arbres protégées jusqu'à ce qu'ils reçoivent une amende pour avoir coupé des branches afin de construire un abri temporaire. La diffusion de politiques par le biais de documents écrits est souvent moins efficace pour les audiences pastorales en raison des niveaux élevés d'analphabétisme, mais il existe de nombreuses façons de communiquer des informations aux audiences mobiles. Il s'agit notamment de la publicité dans les émissions de radio ou du bouche-à-oreille par le biais de cliniques vétérinaires mobiles, d'associations pastorales ou de la sensibilisation des leaders coutumiers locaux.

> **Les programmes de renforcement des capacités augmentent l'expertise juridique au sein des communautés pastorales.** L'éducation aux droits ou les

services parajuridiques peuvent être plus efficaces lorsqu'ils sont fournis par des intermédiaires de confiance qui comprennent les besoins des populations pastorales et qui peuvent devenir des mobilisateurs communautaires à part entière. Offrir une formation ou un soutien aux organisations locales ou aux individus issus de groupes pastoraux garantit que les communautés ont un accès durable à l'expertise juridique.



#### Exemple 3.2a



### LES PARAJURISTES PASTORAUX AU KENYA RÉSISTENT À LA PRIVATISATION


Au Kenya, comme ailleurs, les communautés pastorales dépendent de la capacité de leur communauté à détenir des terres en commun afin de pouvoir conserver de vastes zones de pâturage et de mobilité. Cette pratique a été reconnue légalement par la loi de 2016 sur les terres communautaires, qui permet aux groupes d'enregistrer leurs terres en tant que collectif, de sorte que les terres ne peuvent pas être divisées et vendues sans le consentement du groupe. Cette pratique est devenue courante et, dans certains cas, pousse les pasteurs à chercher de nouveaux pâturages, créant ainsi une concurrence et des conflits avec les communautés voisines. Pour aider les communautés à faire valoir leurs revendications en matière de propriété foncière collective, des organisations telles que Namati, Samburu Women's Trust, Indigenous Movement for Peace Advancement and Conflict Transformation, Kenya Land Alliance et Il'laramatak Community Concerns ont formé des membres de communautés pastorales en tant que parajuristes. Les parajuristes en milieu pastoral de communautés comme Lengurma et Kuku n'ont pas seulement guidé leur communauté tout au long du processus d'enregistrement, ils ont également aidé à organiser des manifestations et des actions de plaidoyer auprès des responsables locaux, ce qui a permis de sauvegarder leurs droits et d'empêcher la vente privée des terres. ce qui a poussé certains à se déplacer au-delà des limites des réserves.



## Exemple 3.2b

### LES PASTEURS ET LES AUTORITÉS SITUÉS LE LONG DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE TCHAD ET LA RCA DÉFINISSENT UNE COMPRÉHENSION COMMUNE DE LA RÉGLEMENTATION

Le long de la frontière entre la RCA et le Tchad, le faible niveau de confiance entre les éleveurs et les agents frontaliers a sapé la gestion efficace des frontières. Les pasteurs, qui craignent d'être arrêtés ou condamnés à verser une amende pour avoir fait traverser la frontière à leur bétail comme ils le font depuis des années, évitent les postes de contrôle officiels. Les agents frontaliers, quant à eux, sont frustrés par leur incapacité à contrôler les allées et venues dans une région qui a été fortement touchée par les activités criminelles et les groupes armés non étatiques. Dans le but d'établir une base de confiance, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a élaboré en 2019 un guide pour aider les éleveurs à comprendre leurs droits légaux, afin qu'ils puissent se sentir en confiance et passer par les postes de contrôle frontaliers sans être exploités injustement. Le guide a été utilisé comme un outil pour former à la fois les réseaux de la société civile pastorale et les responsables en charge de l'application de la loi à propos des cadres existants.



> **Les programmes d'aide juridique aident les communautés à trouver l'équilibre entre le droit étatique et le droit coutumier.** L'existence de dispositions coutumières et statutaires qui se chevauchent, les lois peuvent créer des tensions en permettant aux parties à un conflit d'invoquer des règles et une autorité concurrentes. Que se passe-t-il lorsqu'un groupe souhaite affirmer sa propriété légale sur des terres qui ont été enregistrées auprès de l'État, mais qu'un autre groupe affirme qu'il a été traditionnellement autorisé à accéder à l'eau sur ces terres ? Lorsque l'État dispose d'une capacité limitée à faire appliquer les décisions, ce type de désaccord peut dégénérer en quelque chose de bien plus important. Plutôt que de privilégier un système par rapport à l'autre, les experts parajuristes mobiles peuvent aider les communautés à donner un sens à l'application des lois étatiques et coutumières pour elles-mêmes.

> **Les programmes forment les fonctionnaires au respect des droits et des politiques appropriés.** Les pasteurs ne sont pas les seuls à suivre des règles autres que celles prescrites par les autorités centrales. Les responsables locaux sont également connus pour s'en remettre aux institutions coutumières ou pour exiger des pots-de-vin pour laisser passer le bétail. De

nombreux codes pastoraux ou lois foncières sont ambigus quant à la manière dont ils sont censés être appliqués dans la pratique, ce qui rend difficile de tenir les autorités responsables de pratiques cohérentes. En Afrique de l'Ouest, par exemple, le protocole de transhumance de la CEDEAO exige que les pasteurs obtiennent un certificat pour exercer leur droit à la circulation transfrontalière, mais certaines régions frontalières ne disposent tout simplement pas de personnel gouvernemental formé à la délivrance ou à la mise à jour de ces certificats et ne suivent donc pas cette pratique. Les efforts visant à familiariser les populations locales avec les réglementations existantes doivent garantir que les autorités et les citoyens reçoivent les mêmes informations. Ces programmes peuvent être liés à des campagnes de lutte contre la corruption.

### Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec de la sensibilisation aux droits des pasteurs ?

> **Les programmes suscitent des attentes qui ne peuvent pas être satisfaites par les organes directeurs ou les agences de développement.** Même s'ils ont accès à des conseils juridiques spécialisés, les pasteurs rencontreront toujours des obstacles pour protéger leurs droits, étant donné les insuffisances généralisées de l'État de droit dans les zones rurales reculées. Demander des comptes aux responsables ou passer par le système juridique peut ne pas être une solution envisageable pour les communautés qui sont sous le contrôle effectif de groupes d'insurgés, ou lorsque les fonctionnaires sont corrompus ou manquent de ressources. Les initiatives qui favorisent la sensibilisation aux droits légaux peuvent susciter des attentes et les frustrer, accentuant ainsi le déficit de confiance entre les citoyens et les autorités publiques ou d'autres acteurs du développement.

> **Les politiques existantes ne soutiennent pas les moyens de subsistance pastoraux et peuvent servir de point de convergence pour les conflits.** Une plus grande sensibilisation au droit statutaire peut avoir un impact mitigé sur la dynamique des conflits locaux lorsque les lois elles-mêmes ont été une source de conflit. Les communautés rurales sédentaires peuvent bénéficier davantage d'un soutien juridique par rapport aux pasteurs, car cela peut les aider à faire valoir leurs revendications en matière de propriété foncière tandis que les droits secondaires des pasteurs ne sont pas protégés par la loi. L'extension de l'état de droit peut être désavantageuse, d'une certaine manière, pour les communautés pastorales qui ont besoin d'un système flexible dans lequel elles négocient l'accès avec différents leaders locaux. Les intervenants doivent veiller à évaluer et à s'adapter aux effets secondaires potentiels de ces initiatives, en particulier lorsque les avantages des services juridiques diffèrent entre les communautés mobiles et sédentaires.

## 3.3 - Accès à la justice

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description** : Alors que les éleveurs et les agriculteurs ont longtemps maintenu des pratiques coutumières ou informelles pour la médiation des conflits, ces pratiques ne sont pas toujours appropriées ou adéquates pour rendre justice dans les conflits liés au pastoralisme. Au Soudan du sud, par exemple, certains ont affirmé que les mécanismes traditionnels de compensation pour les actes de vol ou d'homicide se sont effondrés car les élites ont accumulé de si grands troupeaux que les paiements habituels liés au bétail n'ont plus le même impact.<sup>8</sup> Les systèmes de justice coutumière peuvent également être mal adaptés pour aider les populations traditionnellement marginalisées, comme c'est le cas pour les victimes de violences sexuelles et sexistes (voir [Module 5 – Genre et autonomisation des femmes](#)). Pourtant, en l'absence de tiers de confiance pour traiter les plaintes relatives aux dommages causés aux cultures, au vol de bétail ou aux agressions, les éleveurs et les agriculteurs cherchent de plus en plus à se faire dédommager en usant de violence.

L'accès aux mécanismes de justice formels est souvent limité dans les zones rurales et reculées où vivent et opèrent les pasteurs. Les institutions judiciaires de l'État peuvent ne pas être présentes, leurs procédures peuvent être peu familières et elles peuvent avoir une capacité limitée à faire appliquer leurs décisions. Lorsque l'État exerce un contrôle, les crimes liés au pastoralisme peuvent être confiés à un large éventail d'autorités (forces de sécurité, administration municipale, tribunaux coutumiers) qui ne travaillent pas en collaboration et ne suivent pas les mêmes procédures. À court terme, les interventions externes peuvent contribuer à combler ces lacunes par le biais de tribunaux mobiles ou de programmes visant à établir un consensus entre les différentes autorités locales.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès des initiatives d'accès à la justice ?

> **Les programmes investissent dans les mécanismes de justice locaux avant que la violence ne s'aggrave.** Les communautés rurales des régions stables sont parfois elles aussi dépourvues de systèmes permettant de trancher et de faire respecter les décisions concernant les différends entre les communautés pastorales et les communautés d'accueil. Les déplacements dus à des conflits ou à des événements météorologiques graves peuvent pousser les pasteurs à aller dans de nouvelles régions où il n'existe pas d'accords ou de traditions consensuels pour résoudre les différends relatifs aux ressources, comme le montre l'afflux de communautés pastorales Mbororo dans le nord de la RDC. La mise en place de systèmes de justice et de médiation solides doit être une priorité avant que les conflits locaux non résolus ne dégénèrent en violence de masse.

> **Les programmes relient les systèmes judiciaires au-delà des frontières lorsque possible.** Les mouvements pastoraux transfrontaliers compliquent la médiation des conflits. Le bétail nigérien volé et emmené au Mali ou au Nigeria ne peut être restitué sans une coordination entre un certain nombre d'agences de sécurité et de chefs communautaires, qui eux-mêmes ne disposent pas de protocoles et de procédures de coopération formels (voir [Module 7 – Application de la loi et lutte contre le terrorisme 3](#)). Les acteurs externes peuvent jouer un rôle précieux en facilitant ces liens, bien qu'une telle activité nécessite des programmes qui ont la flexibilité juridique ou budgétaire d'oeuvrer au-delà des frontières.



<sup>8</sup>N. Pendle, "The dead are just to drink from': recycling ideas of revenge among the western Dinka, South Sudan," *Africa* 88, 1 (2018) : 99-121.

> **Les stratégies d'intervention équilibrent le besoin de soutien à court terme et de renforcement des capacités à long terme.**

La justice d'État et l'État de droit sont chroniquement limités dans les zones peu sûres et reculées où opèrent souvent les éleveurs. La mise en place d'institutions judiciaires efficaces dans ces régions peut être un objectif à long terme qui est entravé par des ressources limitées ou l'instabilité. Dans l'intervalle, les intervenants externes peuvent appuyer des solutions provisoires pour étendre les services juridiques à ces communautés. Cela peut inclure, par exemple, l'utilisation de tribunaux mobiles ou de services parajuridiques.

réduire les distorsions, plutôt que de promouvoir un système par rapport à un autre.

> **Les autorités locales sont intimidées ou menacées.**

Les interventions qui visent à renforcer les capacités des autorités locales peuvent les transformer en cibles pour les groupes armés qui veulent conserver le monopole du droit d'administrer la justice. De même, lorsque les systèmes judiciaires sont perçus comme contestant ou sapant les pratiques coutumières établies (par exemple, la lutte contre l'esclavage héréditaire au Mali), les membres de la population locale sont connus pour intimider les procureurs et menacer le personnel juridique. L'extension du rôle du système judiciaire formel dans la résolution des crimes ou des conflits liés au pastoralisme peut être perçue comme une menace par certains chefs coutumiers qui ont traditionnellement exercé leur autorité dans ces domaines.

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec des initiatives d'accès à la justice ?

> **Le «forum shopping» nuit à une justice efficace.**

**Qui est compétent pour résoudre les crimes ou les différends liés au pastoralisme ?** Bien que les autorités compétentes varient d'une communauté à l'autre, il existe souvent plusieurs voies potentielles à la disposition des parties à un litige. Les personnes peuvent avoir le choix entre porter leur plainte devant l'administration municipale, les forces de sécurité, un ardo, un chef de village, un Groupe armée non-étatique ou devant d'autres entités. Chacune de ces autorités peut avoir son propre ensemble de règles pour établir l'indemnisation des victimes, ce qui peut encourager chaque partie à «opter» pour l'option qui répond le mieux à ses besoins. Cette pratique donne aux autorités locales la possibilité d'exploiter le système à leur profit et permet à chaque groupe de disposer d'une base juridique différente pour ses griefs. En RCA, par exemple, bien qu'un système de mesure standardisé pour les paiements compensatoires soit censé être établi par le ministère de l'Élevage, dans la pratique, l'existence d'autorités concurrentes est source de confusion et ouvre la voie au racket et au trafic d'influence. Lorsqu'il existe des systèmes de justice parallèles, la priorité devrait être d'harmoniser et de

**Avoir la certitude que son cas sera réglé dans les normes, par des autorités judiciaires impartiales, apaise les plaignants et favorise une meilleure cohabitation.**



<sup>9</sup>Un titre détenu par les chefs traditionnels de certaines communautés pastorales.

<sup>10</sup>Participants à une discussion de groupe avec des organisations pastorales à Bambari, en République centrafricaine, avril 2020.

## 3.4 - Décentralisation

### TYPE D'INTERVENTION : POLITIQUE

**Description** : La décentralisation est une stratégie de réforme du secteur public utilisée par certains États soudano-sahéliens pour accroître l'autonomie des communautés locales, frustrées par des années d'exclusion systématique de l'autorité politique. Le transfert de l'autorité administrative sur les ressources naturelles du gouvernement fédéral au gouvernement local crée idéalement une plus grande responsabilité envers les intérêts locaux. Cependant, le fait de confier le contrôle des couloirs de migration ou des réserves de pâturage aux conseils villageois locaux n'entraîne pas automatiquement une gouvernance plus inclusive de ces ressources. Les interventions qui soutiennent la décentralisation doivent être conçues pour aider à réconcilier les règles et coutumes concurrentes dans la gouvernance des ressources et mettre en place des pratiques de gouvernance participative accessibles aux populations mobiles.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès de la décentralisation de la gouvernance des ressources ?

> **Les réformes politiques protègent les coutumes établies pour l'accès aux ressources.** Les pasteurs dépendent souvent de la tradition ou du droit coutumier pour garantir leur droit d'accès à certains pâturages, couloirs de migration ou points d'accès à l'eau. Il s'agit de pratiques qui ne sont pas codifiées ou validées juridiquement, et la décentralisation peut mettre en péril leur accès lorsque les autorités locales exercent un contrôle plus direct sur les ressources publiques. Les interventions visant à soutenir la décentralisation de la gouvernance des ressources peuvent aider les autorités locales et les dirigeants communautaires à identifier et à concilier les points de tension entre le droit étatique et les pratiques coutumières locales. Les intervenants doivent tenir compte de la façon dont les groupes pastoraux peuvent être privés de leurs droits par la décentralisation. Par exemple, la dévolution de l'autorité à un organisme élu peut désavantager les pasteurs non résidents qui ne font pas partie de l'électorat. De même,

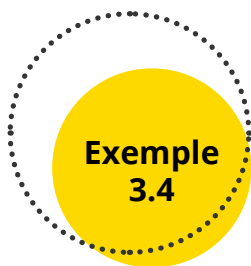
la délégation de l'autorité aux chefs coutumiers peut exclure davantage les groupes minoritaires (qui peuvent être des pasteurs, des agriculteurs ou autres) dont les coutumes diffèrent de celles des chefs établis.

> **Les intervenants fournissent une formation technique aux pratiques de gestion participative des terres, si nécessaire.** La gestion des pâturages est une responsabilité complexe et gourmande en ressources qui peut dépasser les capacités techniques des gouvernements locaux, même dans des contextes stables. La gestion de l'utilisation commune du territoire nécessite des infrastructures, une planification préalable et des ressources suffisantes, afin de garantir des réserves de pâturage, des points d'accès à l'eau, des couloirs de migration, ainsi qu'une expertise technique en matière d'aménagement du territoire (voir [Module 1-Développement rural](#)). Sans ressources ou capacités suffisantes pour soutenir leur travail, les pasteurs et agriculteurs locaux ne verront pas les dividendes de la décentralisation. Les interventions extérieures peuvent appuyer ce processus en fournissant une formation technique aux autorités dirigeantes et à la société civile sur la manière d'équilibrer les intérêts des éleveurs et des agriculteurs locaux.

### Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec de la décentralisation de la gouvernance des ressources ?

> **Le renforcement des gouvernements locaux entraîne une concurrence avec les leaders traditionnels.** L'existence de systèmes administratifs doubles ou parallèles, où les autorités étatiques et coutumières président à la gestion des ressources, complique la décentralisation. La capacité des gouvernements locaux à exercer un contrôle sur les ressources naturelles peut être sapée par les chefs coutumiers locaux qui sont réticents à soutenir des réformes qui menacent leur autorité. Lorsque des chefs tribaux et des agences agricoles d'État se retrouvent à mener des négociations parallèles à propos des routes de migration du bétail, quelle autorité prévaut ?

> **La dévolution de l'autorité politique aux niveaux locaux donne l'occasion aux groupes d'intérêt mieux organisés de consolider leur contrôle.** Cela peut désavantager les groupes minoritaires de pasteurs, qui peuvent être chassés des terres lorsque les groupes sédentaires dominants renforcent leur contrôle des institutions politiques et de gouvernance. Dans d'autres cas, les groupes ethniques pastoraux qui sont politiquement puissants au niveau local seront ceux qui en bénéficieront. Le soutien externe aux réformes de décentralisation peut encourager les accords locaux de partage du pouvoir entre les groupes de résidents locaux — y compris les populations pastorales qui résident dans la zone entre les migrations saisonnières — mais ces arrangements peuvent ne pas être bénéfiques aux pasteurs qui traversent le territoire mais ne sont pas des résidents à long terme.



## LE MALI TRANSFÈRE LE CONTRÔLE DES TERRES AUX INSTITUTIONS LOCALES

La longue histoire de gouvernement centralisé du Mali depuis l'époque coloniale a été inversée en 1992 avec une nouvelle constitution annonçant des réformes administratives majeures qui ont décentralisé le contrôle et la gestion des services publics, y compris des terres. L'objectif était d'accélérer le rythme du développement rural en accordant aux autorités infra-nationales une plus grande autonomie en matière de ressources locales, d'infrastructures, d'emplois et de croissance, tout en l'unité nationale. Tout en promettant un contrôle local plus grand sur le budget, la planification, la politique et la prestation de services, le passage de la théorie à la pratique a nécessité des années de délibérations parlementaires pour rédiger, approuver et transférer les responsabilités légales aux communes locales nouvellement créées. Ces réformes n'ont toutefois pas réussi à tenir compte des lois coutumières concernant la propriété et l'accès à la terre, ce qui a donné lieu à une concurrence entre les partisans de l'État et l'autorité traditionnelle.

# Questions importantes

## LORSQUE LE MODULE 3 EST ADAPTÉ À VOTRE CONTEXTE

### 1. Qui représente les pasteurs ?

- Qui sont les associations professionnelles, les réseaux de la société civile ou les dirigeants individuels qui représentent les intérêts pastoraux ? Quelles sont leurs différences ?
- Sont-ils considérés comme incluant les intérêts de tous les pasteurs, ou représentent-ils uniquement les intérêts de certains groupes ou dirigeants traditionnels ?
- Y a-t-il des groupes pastoraux spécifiques qui exercent une plus grande influence politique que d'autres ?

### 2. La voix des pasteurs nomades est-elle entendue ?

- Quelles sont les possibilités pour les pasteurs de contribuer à la prise de décision politique au niveau étatique ou national ?
- Ces possibilités sont-elles accessibles aux personnes qui ne sont pas des résidents permanents établis ?
- Quel est le niveau d'implication, le cas échéant, des pasteurs et des groupes d'intérêts pastoraux dans la politique nationale ? Dans la politique locale ou étatique ?

### 3. La voix des communautés rurales sédentaires est-elle entendue ?

- Les agriculteurs ruraux ou les autres populations sédentaires sont-ils en mesure de participer à la gouvernance de leurs propres terres et ressources ?
- Exercent-ils plus ou moins d'influence politique que de groupes pastoraux ?

### 4. Quelle est la perception de l'engagement civique ?

- Si elles en ont la possibilité, les populations pastorales voient-elles un intérêt à participer aux institutions de gouvernance ou à résoudre leurs griefs par le biais de systèmes démocratiques ?

## 5. Qui exerce l'autorité dans la gouvernance des ressources ?

- Les terres publiques et les ressources en eau relèvent-elles de la compétence des autorités fédérales, étatiques ou locales ?
- Les chefs coutumiers jouent-ils un rôle dans la gouvernance des ressources ? Quelle est la position des minorités qui ne partagent pas les principales traditions ou coutumes de la région ?

## 6. Les politiques sont-elles claires et accessibles ?

- Les politiques de l'État en matière de régime foncier, de gestion des ressources et de mobilité pastorale sont-elles clairement établies dans la loi, ou existe-t-il une ambiguïté dans la manière dont elles sont appliquées ? Le rôle des différentes entités est-il clairement défini ?
- Ces politiques sont-elles largement connues des communautés pastorales et disponibles dans les langues locales ?
- Dans quelle mesure existe-t-il des différences entre la politique et la pratique ?

## 7. Les politiques étatiques et les normes coutumières sont-elles en conflit ?

- Quels sont les points de tension entre les lois étatiques régissant le régime foncier, la gestion des ressources, la mobilité pastorale et les pratiques coutumières ?
- Existe-t-il un système pour identifier et résoudre ces divergences ?

# Passez à :



## **MODULE 1 – DÉVELOPPEMENT RURAL** –

Cultiver une croissance économique rurale équitable et réduire les causes chroniques de conflits.



## **MODULE 2 – ENVIRONNEMENT ET PRÉSERVATION** –

Incorporation des conflits liés au pastoralisme dans les efforts de préservation.



## **MODULE 4 – INTÉGRATION RÉGIONALE**

– Comprendre les aspects régionaux et transfrontaliers des moyens de subsistance des pasteurs et leur rôle dans le conflit.



## **MODULE 5 – GENRE ET AUTONOMISATION DES FEMMES**

– Renforcer le rôle des femmes dans la prise de décision et comprendre la question du genre dans les conflits- liés au pastoralisme.



## **MODULE 6 – GESTION DES CONFLITS**

– Promouvoir la cohésion sociale et résoudre les conflits de manière non violente.



## **MODULE 7 – APPLICATION DE LA LOI ET CONTRE-TERRORISME**

– Aborder l'intersection du pastoralisme transfrontalier, de la criminalité et des insurrections.



## **MODULE 8 - LA CONSOLIDATION DE LA PAIX NUMÉRIQUE**

– Intégrer les nouvelles technologies dans la prévention des conflits



## **RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES**





*Bétail au marché local dans le Sahel.  
Crédit photo : Shidiki Abubakar Ali*

## Module 4

# Intégration régionale



## CE MODULE ABORDE COMMENT :

1. Faciliter la circulation transfrontalière pacifique du bétail et le commerce régional.

Le commerce du bétail relie les communautés à travers les frontières. Les pasteurs voyagent du Soudan, du Tchad, du Cameroun et d'ailleurs pour vendre leur bétail sur les marchés de la République centrafricaine. Cette image présente du bétail dans un marché en RCA. Crédit photo : Paul Ronan.

## Le problème

**Les routes de migration pastorale traversent les frontières nationales et les divisions administratives, créant des réseaux régionaux pour la production alimentaire et le commerce en milieu rural.** La raison fondamentale de la pratique du pastoralisme est que les ressources en pâturage dans la région soudano-sahélienne varient considérablement tout au long de l'année. Les distances entre les ressources disponibles à différents moments de l'année font comprendre que la transhumance est nécessairement transfrontalière, une pratique de subsistance s'étendant sur toute la région. De nombreux accords régionaux existent pour promouvoir une intégration économique accrue, mais chacun d'entre eux nécessite une application par le gouvernement national et les administrations provinciales.

Les déplacements du bétail des pâturages vers les marchés urbains créent des chaînes de valeur qui relient les producteurs, les éleveurs, les acheteurs et les vendeurs tout au long du parcours, au-delà des frontières et entre les États. Les pasteurs bénéficient de l'accompagnement de leur bétail directement vers les marchés régionaux, ce qui élimine les coûts de transport et la lourdeur de la logistique. En cours de route, le commerce à petite échelle avec les agriculteurs locaux et leurs communautés contribue à la chaîne de valeur régionale. Ces échanges peuvent impliquer la vente de cultures ou de produits animaux, l'alimentation du bétail avec des résidus de cultures ou la fertilisation des cultures locales avec du fumier. Les lourdes pertes de bétail dues aux maladies, aux vols ou à la violence peuvent entraîner une interruption de l'approvisionnement en viande des grandes capitales ou peuvent causer des retards de vente dans les pays voisins.

Cependant, la circulation des personnes et du bétail à travers des frontières poreuses a également des répercussions sur la sécurité régionale. Les zones frontalières de la région Soudano-Sahélienne sont devenues des points de convergence des activités criminelles et insurrectionnelles. Les liens productifs établis par le bétail sont perturbés par la fermeture des frontières ou d'autres mesures visant à lutter contre les conflits armés transnationaux, le terrorisme et les réseaux de contrebande. Bien que certains pasteurs aient été impliqués dans la criminalité transfrontalière, la fermeture des frontières à la transhumance a un impact très grand, notamment sur les agriculteurs ou les commerçants locaux dont la prospérité dépend indirectement de la circulation du bétail. Les conséquences économiques de la fermeture des frontières sont aussi dévastatrices que le terrorisme ou le COVID-19, [selon certains chercheurs](#).

## STRATÉGIES D'INTERVENTION

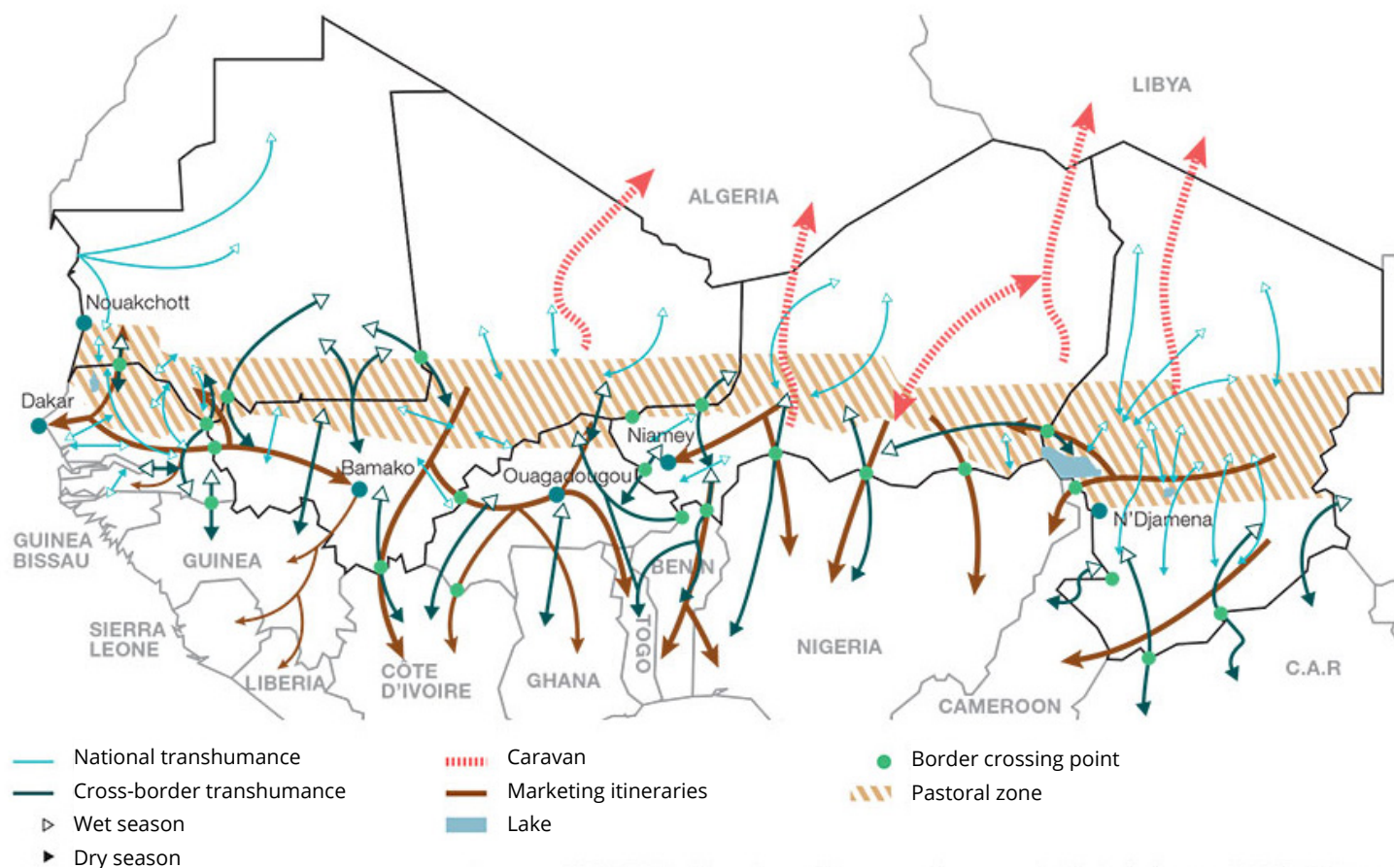
### [4.1 - Accord de transhumance](#)

### [4.2 - Négociation des migrations transfrontalières](#)

### [4.3 - Coordination régionale de la sécurité](#)

### [4.4 - Recherche sur les chaînes de valeur régionales](#)

## TRANSHUMANCE ET NOMADISME



Extrait : OECD (2014), An Atlas of the Sahara-Sahel : Geography, Economics and Security, OECD Publishing, Paris.

© 2014. Sahel and West Africa Club Secretariat (SWAC/OECD)

Les routes de transhumance traversent fréquemment les frontières nationales, comme l'illustre la carte ci-dessous. Des politiques claires pour régir le flux de pasteurs et de leur bétail sont essentielles.

# 4.1 - Accords de transhumance

## TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE/POLITIQUE

**Description** : La viabilité à long terme du pastoralisme transfrontalier en tant que système de production dépend de l'application d'une structure cohérente à travers la région toute entière. La décision d'un pays de restreindre la mobilité nationale peut avoir un impact sur le bien-être économique des pays voisins. C'est la raison pour laquelle divers organismes régionaux ont proposé et développé des accords multilatéraux pour soutenir et réglementer la transhumance. Ces cadres visent à faciliter la traversée des frontières en remplaçant les réglementations ad hoc par des politiques cohérentes qui sont facilement suivies et mises en œuvre à tous les postes frontières des États membres participants. Cependant, dans la pratique, ces cadres ne sont pas souvent mis en œuvre efficacement.

### Qu'est-ce qui est à l'origine de la réussite des accords sur la transhumance?

> **Les programmes facilitent l'application locale et nationale des accords définis au niveau régional.** Les cadres de transhumance peuvent fournir un ensemble commun de lignes directrices et d'hypothèses partagées entre les États membres, mais doivent encore être mis en pratique par le biais de la législation et du financement. Le protocole et la réglementation de la transhumance de la CEDEAO, par exemple, exigent de chaque État membre qu'il définisse des mesures telles que le moment et le lieu où le bétail est autorisé à se déplacer et le nombre de bêtes autorisées dans une région à un moment donné. Des dispositions doivent être prises en matière de fiscalité, d'accès aux vaccinations requises pour la traversée des frontières, d'enregistrement et d'identification des animaux. Ces réglementations doivent ensuite être appliquées par les autorités locales qui devront avoir la capacité de surveiller le flux de milliers, voire de millions, d'animaux. Ce processus doit être impulsé par l'État, mais peut être soutenu par des interventions externes qui fournissent une formation technique aux fonctionnaires

sur la manière d'encourager le respect des règles par les populations pastorales, d'identifier le bétail volé faisant l'objet d'un trafic transfrontalier, ou de combler d'autres lacunes en termes de capacités.

> **Les règles et règlements sont adaptés aux populations pastorales.** Les cadres de transhumance exigent généralement que les pasteurs se conforment volontairement à un certain niveau de réglementation officielle, comme le passage par des points de contrôle réglementaire, le maintien de l'identification ou la vérification de la santé du bétail. Lorsque ces exigences sont onéreuses ou inaccessibles, les pasteurs peuvent simplement consolider leurs habitudes et éviter les autorités publiques. Toute nouvelle exigence doit être accessible et gérable pour les populations pastorales. Si, par exemple, les pasteurs sont tenus de présenter une carte d'identité nationale pour le dédouanement, les autorités au niveau des frontières doivent prévoir des procédures simplifiées pour obtenir les documents requis, accessibles aux populations de passage ou analphabètes.

> **Les programmes communiquent les avantages de l'adhésion aux populations pastorales.** Les réglementations qui ne sont pas considérées comme un avantage à la fois pour les pasteurs et les autorités locales ne seront pas respectées, quelle que soit la diligence de leur diffusion, de leur éducation et de leur application. Les accords régionaux qui garantissent la libre circulation du bétail, lorsqu'ils sont bien socialisés parmi les populations locales, offrent aux éleveurs des protections juridiques de sorte que leurs moyens de subsistance soient moins sujets à des fermetures arbitraires des frontières ou à des extorsions de la part des autorités locales. L'enregistrement du bétail et les relations solides entre les douanes et les éleveurs locaux peuvent également permettre aux forces de l'ordre de réagir plus efficacement aux vols de bétail (voir [Module 7 – Application de la loi et lutte contre le terrorisme](#)). La valeur de la participation doit être clairement communiquée, que ce soit par le biais d'associations commerciales ou d'autres programmes de prestation de services mobiles (voir [Module 1 – Développement Rural](#)).

## Exemple 4.1

### LA CEDEAO GARANTIT LA LIBRE CIRCULATION DU BÉTAIL

En 1998, la CEDEAO a été la première organisation régionale d'Afrique à adopter une législation régissant le passage du bétail entre les États membres. Ce protocole de transhumance garantit le droit au libre passage de tous les animaux (bovins, chèvres, chameaux, chevaux) à travers les frontières des États membres. Toutefois, ce droit est conditionné par le respect d'un nouveau cadre réglementaire : les pasteurs devaient obtenir un certificat international de transhumance (CIT)\*, n'entrer et ne sortir que par des points de contrôle frontaliers agréés et respecter les restrictions relatives au temps et au lieu de la migration mises en œuvre par chaque État membre. La mise en œuvre du protocole a [varié selon les États membres](#), certains ayant intégré les dispositions y afférent dans les politiques nationales (par exemple, le Niger), tandis que d'autres ne l'ont pas fait (par exemple, le Nigeria). Les pasteurs comme les agents frontaliers sont souvent peu familiers aux dispositions du protocole. Même ceux qui sont prêts à participer peuvent rencontrer des obstacles pour obtenir un CIT, car de nombreuses régions frontalières ne disposent pas de services vétérinaires ou d'avant-postes frontaliers aménagés pour délivrer ou mettre à jour le CIT.

\*Le CIT est une sorte de passeport qui indique la composition d'un troupeau donné, son itinéraire, s'il a été vacciné et bien d'autres détails.

### Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec des accords de transhumance ?

> **Les pasteurs sont dissuadés d'utiliser les points de contrôle officiels.** Les accords de transhumance exigent généralement que les pasteurs soient tenus de respecter les routes et les passages de frontières officiellement délimités. Même lorsque les postes frontières sont clairement indiqués et connus, les pasteurs peuvent être dissuadés de passer par ces postes pour diverses raisons. Les points de contrôle frontaliers peuvent être peu nombreux et éloignés les uns des autres et de fait, obliger les pasteurs à faire de gros efforts pour les franchir. Les points de contrôle peuvent constituer des cibles idéales pour les syndicats criminels qui cherchent à cibler les troupeaux. Les autorités du pays peuvent imposer des frais supplémentaires pour la traversée, même si le libre passage est garanti par les accords régionaux. Ces préoccupations peuvent être atténuées si les accords régionaux sont conçus et mis en œuvre avec la contribution significative des populations pastorales.

> **Les autorités n'ont pas la capacité de contrôler l'adhésion.** La régulation des flux de bétail nécessite des ressources humaines dédiées dans des régions frontalières souvent éloignées. Il faut des services vétérinaires accessibles pour certifier la santé des animaux, suffisamment de personnel aux points de



Les accords régionaux de transhumance peuvent contribuer à protéger les moyens de subsistance des pasteurs et à réguler les mouvements de bétail. Cette image présente une version non remplie du certificat international de transhumance (CIT) de la CEDEAO, qui fournit des informations d'identification sur les pasteurs et leurs troupeaux.

contrôle frontaliers pour inspecter les troupeaux qui passent, et des contrôles frontaliers suffisamment stricts pour empêcher les passages non réglementés. Maintenir le personnel et l'infrastructure nécessaires à ce travail peut s'avérer difficile, notamment dans les régions où les groupes armés non étatiques exercent un contrôle de facto et où les frontières sont poreuses

> **Les accords régionaux sont contredits par la législation nationale ou les coutumes locales.** Comme indiqué tout au long de ce dossier d'information, les activités pastorales sont souvent régies par des autorités concurrentes. Les règles définies par un accord régional ou bilatéral peuvent être remplacées par des politiques nationales ou locales, voire par des chefs traditionnels influents. Le Togo et le Bénin, par exemple, limitent le nombre d'animaux qui peuvent entrer chaque année sur leurs territoires. Ils ont établi des frais d'entrée, bien que les deux pays soient des parties du protocole de transhumance de la CEDEAO qui stipule que la mobilité transfrontalière doit être libre. De même, les dirigeants locaux de la région de la CEDEAO sont connus pour imposer leurs propres frais de passage.

> **Les accords régionaux ne traitent pas du mouvement du bétail entre les zones économiques.** À ce jour, la plupart des accords de transhumance sont soit bilatéraux, soit limités aux États membres d'une zone économique donnée (CEDEAO, IGAD, CEMAC). Toutefois, les schémas de migration du bétail ne sont pas nécessairement circonscrits à l'intérieur de chaque zone économique. Le bétail se déplace régulièrement entre les zones économiques autour du bassin du lac Tchad ou entre le Soudan et la République centrafricaine. Il restera nécessaire d'établir un consensus et un ensemble commun de règles et de pratiques régissant le pastoralisme transfrontalier qui s'étendent au-delà des juridictions de ces organismes régionaux.



*Les régions frontalières sont des zones clés pour le commerce lié au bétail. Le bétail est fréquemment acheté et vendu sur les marchés le long des frontières nationales. Cette image présente un groupe de pasteurs fulanis échangeant de l'argent après des transactions de bétail au marché de bétail d'Illiea, dans l'État de Sokoto, au Nigeria. Illiea est la dernière ville nigériane avant la frontière du Niger et son marché de bétail est l'un des plus grands d'Afrique de l'Ouest, accueillant des éleveurs de plusieurs pays de la région. Crédit photo : Luis Tato/AFP via Getty Images*

## ACCORDS DE TRANSHUMANCE TRANSFRONTALIERS

La valeur sociale et économique du pastoralisme en tant que lien régional est inscrite dans plusieurs accords multilatéraux, déclarations et cadres politiques.

- > Le [protocole de transhumance de la CEDEAO](#) (1998) et le [règlement](#) (2003) relatif à sa mise en œuvre ont servi de modèle pour la réglementation de la transhumance dans la région. Le protocole et le règlement garantissent la libre circulation du bétail entre les États membres et définissent les pratiques réglementaires régissant les itinéraires de voyage, l'enregistrement des troupeaux, les exigences en matière de santé animale et la résolution des conflits.
- > Le protocole sur la transhumance (2020) de l' [Autorité intergouvernementale pour le développement](#) (IGAD) consacre de la même manière la libre circulation du bétail dans la région de l'IGAD et appelle les États membres à mettre en place des dispositions pour réglementer les mouvements de troupeaux et, soutenir et protéger les moyens de subsistance pastoraux.
- > Le [Cadre stratégique de l'Union africaine pour le pastoralisme en Afrique](#) (2010) est le premier accord à l'échelle continental à appeler à la protection des droits et des moyens de subsistance des pasteurs et souligne que le caractère transnational des systèmes pastoraux exige des approches régionales harmonisées.
- > La [Déclaration de N'Djaména](#) (2013), produite comme résultat d'une convocation des États sahéliens, a lancé un appel à l'amélioration de la coopération internationale en faveur de la transhumance transfrontalière. Elle a été suivie par la [Déclaration de Nouakchott](#) (2013), un engagement de six États sahéliens (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad) à accroître la production pastorale, notamment en renforçant la coopération régionale et la transhumance transfrontalière.
- > Divers accords bilatéraux prévoient également des dispositions pour la transhumance transfrontalière entre États. Le Mali a négocié de tels accords avec quatre de ses pays voisins, et en 2003, les gouvernements du Niger et du Burkina Faso ont signé un mémorandum d'entente qui met en œuvre les dispositions du protocole de la CEDEAO. Au Soudan, la protection des couloirs pour bétail et la mobilité transfrontalière sont spécifiquement mentionnées dans l'Accord de paix au Darfour (2006) et l'Accord de paix global (2005).

## 4.2 - Négociation des migrations transfrontalières

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description :** Les routes migratoires des pasteurs les mènent depuis longtemps au-delà des frontières politiques, mais ces mouvements sont devenus des affaires délicates, les États réglementant de plus en plus les migrations pour des raisons de sécurité ou de politique. Les déplacements à travers des frontières contestées peuvent constituer le déclencheur d'un conflit interétatique plus grand, en particulier lorsque le bétail est escorté par des gardes armés. Les dirigeants communautaires ont joué un rôle essentiel en veillant à ce que les migrations transfrontalières régulières puissent se dérouler pacifiquement en négociant des accords ou en ouvrant des canaux de communication entre les groupes de migrants et d'accueil. Les tensions concernant la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud en sont un parfait exemple. Les pasteurs arabes du Kordofan occidental, les Misseriya, ont toujours fait paître leur bétail à Bahr al Ghazal, un État frontalier au Sud-Soudan. Les hostilités et les effusions de sang avec les résidents de Ngok Dinka ont poussé à la fermeture de la frontière jusqu'en 2014, [lorsque les deux parties se sont rencontrées](#) pour trouver un accord sur les voies de transit et les compensations pour les violences. Les interventions extérieures peuvent jouer un rôle dans la facilitation de la migration transfrontalière pacifique en créant un espace où les communautés peuvent se rencontrer et négocier.

Exemple  
4.2a

### LES COMMUNAUTÉS FRONTALIÈRES ORGANISENT DES CONFÉRENCES DE PRÉ MIGRATION AU SOUDAN DU SUD

L'établissement en 2011 d'une frontière internationale entre le Soudan et le Soudan du Sud a suscité de nouveaux défis pour les communautés pastorales et sédentaires qui étaient depuis longtemps voisines mais qui s'étaient polarisées pendant la guerre civile. La frontière coupe les routes traditionnelles de migration du bétail, créant une nouvelle barrière juridique et politique pour les éleveurs du nord et coupant les communautés du sud de leurs sources habituelles de viande et de lait. En réponse, les chefs traditionnels ont formé des comités frontaliers conjoints qui pouvaient statuer sur les problèmes liés à la migration saisonnière (vol de bétail, dommages aux cultures, meurtres). En plus du travail de ces comités, une série de conférences pré- et post-migratoires ont été organisées dans différents États le long de la frontière. Ces conférences ont donné l'occasion — aux dirigeants communautaires des tribus locales, aux représentants du gouvernement, aux comités frontaliers conjoints et aux associations de femmes et de jeunes — de discuter de la logistique de la migration saisonnière (temps, itinéraires, zones de pâturage) et d'aborder les griefs ou les préoccupations persistantes.



*Le mouvement de transhumance est une pratique de longue date dans les régions frontalières entre le Soudan et le Soudan du sud. Cette image présente du bétail marchant le long d'un chemin de terre dans la région contestée d'Abyei. Crédit photo : Ashraf Shazly/AFP via Getty Images.*

## Qu'est-ce qui est à l'origine de la réussite des accords de migration?

> **Les accords précisent explicitement comment les conflits seront traités.** Bien que certaines communautés aient développé des protocoles de compensation pour le bétail, pour les dommages aux cultures et pour les couloirs de migration convenus, ces systèmes sont rarement codifiés et les interprétations peuvent différer entre les pasteurs et les populations locales. En l'absence de règles universellement acceptées, les parties à un conflit peuvent se livrer à une « recherche de forum », en cherchant à obtenir la faveur de l'une ou l'autre des diverses autorités qui peuvent être compétentes. Les politiques et les autorités relatives aux migrations transfrontalières peuvent donc bénéficier d'orientations claires et pratiques pour régler les différends et éviter l'escalade. Il peut s'agir d'un jugement effectué par les chefs traditionnels ou les comités de paix locaux.

> **Les programmes permettent de revoir et de réaffirmer les accords chaque année.** La migration pastorale n'est pas mécanique. Le temps et la direction du voyage changent en fonction des fluctuations climatiques, des dates et des prix du marché, ou encore d'autres facteurs. Les accords efficaces sont visibles et flexibles, car ils reflètent une relation dynamique entre les communautés nomades et celle d'accueil.

> **Les intervenants externes encouragent une communication proactive et claire.** La distance physique entre les pasteurs et les communautés agricoles peut engendrer des suspicions et de la peur. Veiller à l'ouverture des lignes de communication entre les camps respectifs peut rendre les mouvements transfrontaliers prévisibles et permettre de mieux comprendre les motivations de toutes les parties. Un leader pastoral peut alerter un chef de village éloigné au sujet de l'avancée du bétail en utilisant un messenger à pied, un texte ou une radio. Certains groupes pastoraux du Soudan du Sud, par exemple, envoient des messagers plusieurs jours à l'avance pour évaluer les pâturages disponibles et planifier un itinéraire qui minimise les confrontations avec les communautés d'accueil.

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec des accords de migration ?

> **Les interventions qui nécessitent beaucoup de ressources ne peuvent pas être facilement refaites.**

Les dialogues ou ateliers à grande échelle peuvent s'avérer essentiels en temps de crise — un malentendu à la frontière ou à la suite de violences de représailles mais ne sont peut-être pas des exercices que les dirigeants locaux maintiennent comme une pratique permanente étant donné le coût et les exigences en matière de logistiques. Convoquer les dirigeants pastoraux peut être particulièrement coûteux, étant donné la nécessité de se rendre dans des zones éloignées ou inaccessibles. Les discussions sur la migration transfrontalière devraient être une pratique à long terme, « adaptée » pour correspondre à la capacité locale. Lorsque des dialogues à grande échelle sont organisés, les participants peuvent profiter de l'occasion pour convenir de futures modalités de communication flexibles et adaptées à la faiblesse des infrastructures.

> **Les parties prenantes impliquées ne sont pas en phase.**

La négociation liée aux déplacements transfrontaliers est une question à la fois nationale et transnationale. Les dirigeants communautaires des régions frontalières ont un intérêt direct à savoir qui passe à quel poste frontalier et comment les différends avec les groupes de migrants seront résolus. Les gouvernements nationaux et les forces armées ont un intérêt commun à suivre les mouvements du bétail, non seulement du point de vue de la sécurité nationale, mais aussi dans le but d'obtenir des revenus par le biais de taxes. Les accords seront rompus si les fonctionnaires de l'État et les communautés locales n'adhèrent pas au même ensemble de règles et d'attentes.



*L'établissement de lignes de communication claires est un élément clé pour garantir que les migrations transfrontalières ne deviennent une source de conflit. Cette image présente un homme de la tribu Mundari (un groupe traditionnellement pastoral) parlant sur son téléphone portable à Terekeka, au Sud-Soudan. Crédit photo : Eric Lafforgue/Art in All of Us/Corbis via Getty Images.*



## 4.3 - Coordination régionale de la sécurité

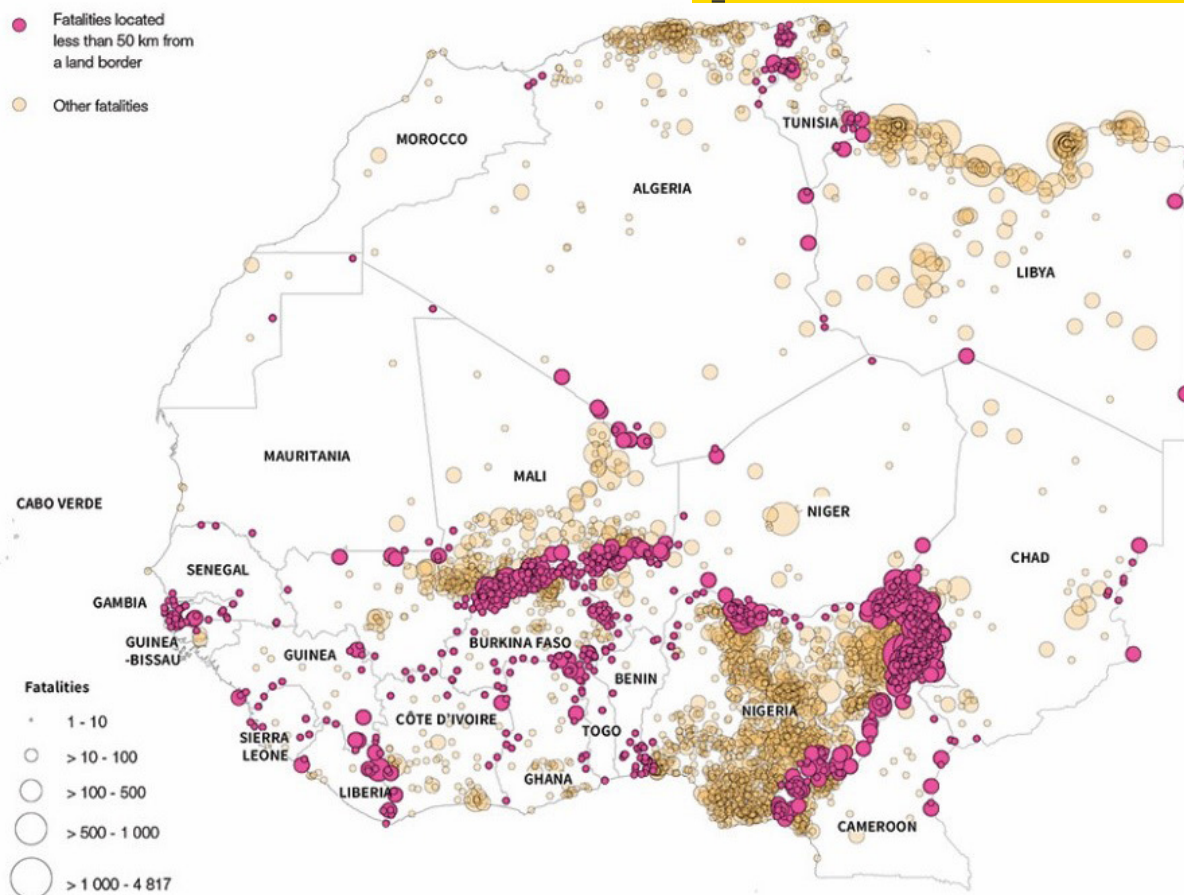
### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description :** De nombreuses régions frontalières, qui ont longtemps été des voies d'accès pour le bétail pastoral, sont devenues un nœud essentiel pour la criminalité transnationale et les insurrections.<sup>11</sup> Des cadres régionaux de lutte contre le terrorisme, comme le G-5 Sahel, et des entités administratives multiétatiques, comme [l'Autorité du Liptako Gourma](#), ont réagi au besoin d'une approche coordonnée de la sécurité. Pourtant, cette coordination est

souvent limitée aux forces armées et aux gouvernements des États, alors qu'elle pourrait être étendue aux acteurs civils qui soutiennent la sécurité régionale. Faciliter les déplacements sûrs et légaux du bétail nécessite une architecture sécuritaire régionale qui engage les dirigeants communautaires qui ont longtemps joué un rôle de premier plan dans la négociation des migrations du bétail, la médiation des conflits et la protection du bétail contre le vol (voir [Module 7 – Application de la loi et lutte contre le terrorisme](#)).

### ZONES FRONTIÈRES DANGEREUSES

Victims of political violence by border distance, 2009-19



Extract : Walther, O. (2019), "Frontières, sécurité et développement en Afrique de l'Ouest", West African Papers, No. 26, OECD Publishing, Paris.

© 2020. Sahel and West Africa Club Secretariat (SWAC/OECD)

Source: ACLED (2019).

<sup>11</sup>Par exemple, la région du Liptako Gourma, le bassin du lac Tchad, la frontière entre le Soudan et le Soudan du sud, les régions frontalières de la RCA-RDC et celles du Soudan du Sud ou de la frontière RCA-Tchad-Soudan.

## LES SYSTÈMES DE SUIVI DES CONFLITS ÉCLAIRENT LES ACTIONS RÉGIONALES PASTORALES

Les conflits liés au pastoralisme ont fait l'objet de systèmes de suivi des conflits intégrés dans les institutions multilatérales régionales en Afrique de l'Ouest et de l'Est. Le réseau d'alerte et d'intervention rapide de la CEDEAO (ECOWARN) et le réseau d'alerte et d'intervention rapide aux conflits de l'IGAD (CEWARN) ont tous deux été créés pour fournir aux États membres des analyses sur les problèmes de sécurité qui ne relèvent pas de la juridiction d'un seul État. Le suivi des événements transfrontaliers liés au pastoralisme a été le principal mandat du CEWARN au cours de sa première décennie (2003-2012). Les deux systèmes s'appuient sur un réseau d'unités de suivi locales qui signalent les risques de conflit identifiés à une plate-forme centrale, où ces données sont utilisées pour informer les autorités compétentes des États membres. Le succès et l'efficacité de ces mécanismes dépendent significativement de la capacité et de l'intérêt de ces unités locales. Étant donné qu'un grand nombre des zones frontalières éloignées qui sont surveillées par ces systèmes sont hors de portée des autorités centrales des États membres, les unités locales et les organisations de la société civile partenaires sont essentielles à la mise en œuvre de réponses efficaces.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès de la coopération régionale en matière de sécurité ?

- > **Les programmes facilitent la coordination directe entre les communautés frontalières.** Les conflits impliquant le pastoralisme transfrontalier peuvent être très locaux mais avoir des conséquences régionales. La coordination est essentielle au sein des gouvernements nationaux et des forces de sécurité, mais les parties prenantes locales au sein des communautés frontalières ont besoin d'accords et de canaux de communication similaires. Les fermetures de frontières en raison du terrorisme ou des pandémies augmentent l'urgence de ces canaux. Les interventions peuvent mettre en relation les chefs traditionnels, les associations d'éleveurs ou d'agriculteurs, ou les communautés de paix des deux côtés d'une frontière, afin qu'ils partagent des données sur les tendances des conflits, qu'ils résolvent les conflits de bas niveau et qu'ils coordonnent avec les forces de sécurité dans leurs localités respectives.
- > **Les programmes soutiennent l'analyse et la collecte de données au niveau local.** La compilation d'informations précises sur la violence dans les pâturages et les zones frontalières éloignées où les pasteurs sont actifs, se révèle être essentielle pour prendre des décisions éclairées sur la sécurité régionale ou nationale.

Cependant, ces régions peuvent ne pas être accessibles aux fonctionnaires de l'État. La collecte efficace de données dépend souvent des leaders de la société civile locale, qui sont les mieux placés pour suivre les événements et les risques dans leur propre communauté. Les canaux permettant de recueillir ces informations et de les transmettre aux décideurs nationaux ont été mis en place entre les États membres de la CEDEAO (par le biais du système [ECOWARN](#)) et de l'IGAD (par le biais du système [CEWARN](#)). Dans les deux cas, cependant, la collecte efficace de données dépend d'un réseau solide d'observateurs de la société civile, et les intervenants extérieurs peuvent jouer un rôle crucial dans le renforcement des capacités de ces collecteurs de données au niveau local.

- > **Les forces de sécurité coordonnent leurs efforts avec ceux des civils en matière d'aide humanitaire, de développement et de consolidation de la paix.** Il existe un large éventail de forces de sécurité et d'acteurs de la société civile qui ont intérêt à surveiller ou à protéger la transhumance transfrontalière, comme les patrouilles frontalières, les militaires, les missions de maintien de la paix des Nations Unies, les chefs traditionnels et les associations professionnelles. Malgré l'intérêt partagé de maintenir un environnement sûr où le commerce régional peut prospérer, ces acteurs peuvent finir par travailler à contre-courant. La fermeture des mouvements transfrontaliers à des fins de sécurité, comme dans le cas de la frontière entre la RCA et le Tchad, peut encourager les pasteurs à adopter de nouveaux itinéraires pour traverser la frontière en dehors des points de contrôle

officiels et les mettre en conflit avec les agriculteurs au niveau des zones frontalières. Les interventions peuvent établir des lignes de communication entre la multiplicité des forces de sécurité locales et régionales et les leaders de la société civile, qui ont tous intérêt à préserver une migration pacifique du bétail.

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec de la coopération régionale en matière de sécurité ?

> **Les initiatives régionales ne sont pas soutenues par les autorités locales ou les leaders de la société civile.** La coordination régionale nécessite des liens étroits tant avec les dirigeants locaux qu'avec les institutions de l'État de droit mandatées pour contenir les troubles locaux. Même lorsque des possibilités de coordination régionale se présentent, il incombe aux acteurs nationaux ou locaux de conduire la réponse. Un système régional d'alerte rapide peut signaler une alerte à la violence dans une ville frontalière, mais l'intervention nécessite une directive des autorités chargées de l'implémentation de la loi au niveau central. Les interventions extérieures peuvent encourager les autorités nationales à favoriser les liens directs entre les acteurs locaux et les initiatives de sécurité régionales.

> **Manque de coordination entre les acteurs de la sécurité.** Le long des régions frontalières peu sûres, il y a parfois un certain nombre de forces de sécurité des deux côtés. Les rangers, les agences de patrouille frontalière, la police, les militaires, les missions de maintien de la paix et les forces anti-terroristes sont tous responsables, d'une manière ou d'une autre, de la sécurisation des frontières pendant la transhumance. Le défi de la coordination entre ces différents acteurs est aggravé par le fait qu'ils manquent souvent de ressources et qu'ils opèrent dans certaines des régions les plus meurtrières du monde, ce qui entraîne des batailles de territoire et de la confusion, lorsque, par exemple, les forces militaires intègrent la sécurité des frontières dans leur mandat.

> **Les relations diplomatiques entre les États sont perturbées par des conflits liés à la transhumance transfrontalière.** La violence au niveau des frontières peut entraîner leur fermeture, perturber le commerce et brouiller les relations entre les États. Les mouvements de troupeaux ont été un point de discorde tout au long des négociations politiques et du processus de paix accompagnant la définition de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud, laquelle a traversé les routes migratoires établies. Les accusations selon lesquelles les groupes pastoraux se mobilisent en tant que milices mandataires pour divers intérêts politiques ont fait passer les mouvements transfrontaliers d'une pratique courante à une question de sécurité urgente.



*La sécurisation des régions frontalières vastes et éloignées a constitué un défi pour les acteurs de la sécurité dans la région. Cette image présente un soldat de l'armée française surveillant une zone rurale vide dans le nord du Burkina Faso, le long de la frontière avec le Mali et le Niger. Crédit photo : Michele Cattani/AFP via Getty Images.*

## 4.4 - Recherche sur les chaînes de valeur régionales

### TYPE D'INTERVENTION : DIPLOMATIE PROGRAMMATIQUE/PUBLIQUE

**Description** : Les contributions du pastoralisme aux économies rurales sont mal documentées et mal comprises. Pendant des siècles, la transhumance a noué de multiples nœuds de commerce régional à travers la région soudano-sahélienne. Le bétail élevé dans les zones arides du Niger ou du Mali est déplacé vers le sud pour accéder aux zones humides ou aux marchés des États côtiers comme au Nigeria et au Bénin. Au cours de leurs déplacements, ils génèrent des revenus et de la valeur par le paiement des services vétérinaires, par le commerce avec les agriculteurs locaux ou par la fourniture des engrais pour les cultures. Ce commerce intracontinental est essentiel pour satisfaire la demande croissante des centres urbains en produits carnés et ajoute une valeur à la production agricole qui ne proviendrait pas de l'élevage ou d'autres modes de production. La valeur ajoutée totale de cette activité économique est souvent difficile à quantifier, car les contributions informelles telles que le fumier peuvent être substantielles, mais ne sont pas facilement reflétées dans les données existantes. La production et la diffusion d'informations précises sur le rôle du pastoralisme dans les chaînes de valeur régionales sont essentielles pour que les décideurs et les investisseurs puissent prendre des décisions éclairées sur la manière dont ils peuvent soutenir le secteur de l'élevage.



*Les contributions des chaînes de valeur régionales du bétail pastoral ne sont pas toujours immédiatement visibles ou bien saisies. Le bétail peut soutenir l'agriculture de subsistance en fournissant la force de traction. Le lait provenant du bétail pastoral est essentiel pour répondre à la demande régionale croissante tout en soutenant les moyens de subsistance locaux. Cette image est celle d'un défrichement dans le nord du Bénin (en haut) et une éleveuse malienne trayant une chèvre (en bas). Crédit photo : Leif Brottem*

#### Exemple 4.4

### DES CHERCHEURS LOCAUX QUANTIFIENT LES CHÂÎNES DE VALEUR PASTORALES

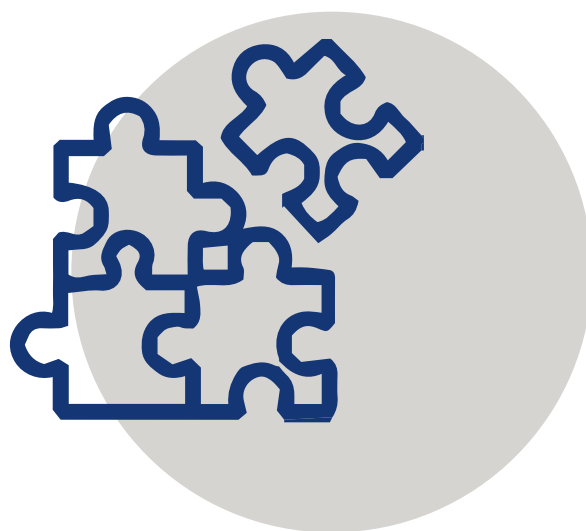
Certains chercheurs ont commencé à relever les contributions économiques du pastoralisme qui ne sont pas facilement quantifiables en raison des difficultés de collecte de données liées aux activités économiques informelles. En 2015, par exemple, l'Institut international pour l'environnement et le développement a soutenu une [série de neuf études](#) menées par des étudiants kényans et éthiopiens afin d'employer différentes approches pour mesurer la « valeur économique totale » de la production pastorale dans la Corne de l'Afrique. Leurs conclusions rendent plus claire la manière dont l'activité pastorale soutient d'autres commerçants et moyens de subsistance, et contribue aux revenus publics.

## Qu'est-ce qui est à l'origine du succès de la recherche sur les chaînes de valeur régionales ?

- > **Les informations sont rendues publiques et accessibles aux organismes de financement et aux investisseurs.** L'interdépendance productive entre les éleveurs et les agriculteurs ruraux a perduré malgré la rareté des ressources, la violence armée et la contrebande illicite dans de nombreuses parties de la région. Comme les données économiques sont continuellement mises à jour et que de nouvelles tendances émergent, ces points de données supplémentaires devraient être partagés avec les décideurs et le secteur privé qui ont une influence directe dans la création d'une atmosphère favorable ou hostile au commerce avec les pasteurs. En particulier, la mise en évidence des revenus déclarés lorsque le bétail traverse les frontières peut aider à recadrer les opinions selon lesquelles le pastoralisme est obsolète dans un contexte d'économie moderne.
- > **Les programmes de recherche mettent en évidence les coûts économiques et sociaux des conflits et de l'insécurité.** L'impact économique des conflits et de l'instabilité est significatif, mais mal quantifié. L'intensification des raids sur le bétail pendant la guerre civile a entraîné des pertes substantielles dans les troupeaux du Soudan du Sud. La présence de Boko Haram et de syndicats criminels prédateurs dans le nord-ouest du Nigeria a obligé les pasteurs à modifier leurs itinéraires et à chercher de nouveaux marchés. Les conflits ont également déplacé les communautés pastorales au-delà des frontières, comme dans le cas des communautés pastorales Mbororo qui ont été déplacées par l'instabilité du Soudan et de la RCA vers le nord de la RDC. Il s'agit de coûts importants qui sont peu étudiés, et de meilleures données fourniront aux bailleurs et aux décideurs une image plus complète lorsqu'ils prendront en compte leurs investissements dans la gestion des conflits.

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec de la recherche sur les chaînes de valeur régionales ?

- > **Les dernières recherches ne se traduisent pas en une prise de décision politique ou en un investissement du secteur privé.** Les perceptions populaires de la valeur économique du pastoralisme se sont formées au fil des générations, influencées par la croyance populaire en la «tragédie des biens communs» et pèsent lourdement sur les nouvelles innovations en matière d'intensification de la production de viande. Bien que le consensus scientifique sur le pastoralisme ait considérablement évolué au cours des dernières décennies et qu'il n'y ait plus le même scepticisme quant à la valeur des pratiques pastorales, nombre de ces points de vue sont encore influents et ne sont pas rapidement recadrés par les nouvelles recherches. Même lorsque le pastoralisme est reconnu pour ses contributions aux chaînes de valeur régionales, de nombreux décideurs et investisseurs ne voient pas le pastoralisme comme le principal moteur pour augmenter l'offre relative à la viande de bœuf et au lait dans la région.



# Questions importantes

## LORSQUE LE MODULE 4 EST ADAPTÉ À VOTRE CONTEXTE

### 1. Comment les engagements en faveur de la transhumance transfrontalière sont-ils mis en œuvre dans les faits ?

- Si le gouvernement national constitue une partie à un accord de transhumance, les dispositions de cet accord ont-elles été mises en œuvre par le biais de la politique nationale ?
- Les autorités locales et les pasteurs connaissent-ils et respectent-ils ces accords ?
- Les coutumes ou les lois locales s'écartent-elles de ces accords ?

### 2. Quels systèmes sont mis en place pour guider les migrations saisonnières ?

- Les groupes pastoraux ont-ils des pratiques établies pour coordonner les mouvements transfrontaliers avec les communautés d'accueil ?
- Existe-t-il des protocoles convenus pour résoudre les conflits qui naissent pendant la migration ?

### 3. Quelles sont les parties prenantes impliquées dans les mouvements transfrontaliers de bétail ? Collaborent-elles ?

- Sécurité des frontières ? Dirigeants communautaires ? Organismes gouvernementaux ? Marchands de bétail ?
- Existe-t-il des organes de coordination ayant pour mandat explicite de résoudre les différends ou de traiter les crimes qui se produisent lors des migrations transfrontalières ?

### 4. Quelles sources de données existent pour éclairer les politiques commerciales régionales sur le bétail ?

- Les recherches existantes comprennent-elles les coûts et bénéfices indirects du secteur de l'élevage pastoral ?
- Quels sont les coûts économiques des autres mouvements transfrontaliers, notamment celui des déplacements des populations, de la contrebande ou encore celui du vol de bétail ?

## Passez à :



### **MODULE 1 – DÉVELOPPEMENT RURAL**

– Cultiver une croissance économique rurale équitable et réduire les causes chroniques de conflits.



### **MODULE 2 – ENVIRONNEMENT ET PRÉSERVATION**

– Incorporation des conflits liés au pastoralisme dans les efforts de préservation.



### **MODULE 3 – GOUVERNANCE ET ÉTAT DE DROIT**

– Encourager la participation du public à la gouvernance des pâturages pastoraux.



### **MODULE 5 – GENRE ET AUTONOMISATION DES FEMMES**

– Renforcer le rôle des femmes dans la prise de décision et comprendre la question du genre dans les conflits liés au pastoralisme.



### **MODULE 6 – GESTION DES CONFLITS**

– Promouvoir la cohésion sociale et résoudre les conflits de manière non violente.



### **MODULE 7 – APPLICATION DE LA LOI ET CONTRE-TERRORISME**

– Aborder l'intersection du pastoralisme transfrontalier, de la criminalité et des insurrections.



### **MODULE 8 – LA CONSOLIDATION DE LA PAIX NUMÉRIQUE**

– Intégrer les nouvelles technologies dans la prévention des conflits



### **RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES**



Les femmes jouent un rôle essentiel dans la production animale et sont des acteurs clés pour influencer les affaires communautaires dans les sociétés pastorales. Dans de nombreuses communautés pastorales, les femmes sont à la tête de la production et de la vente de lait ou d'autres produits animaux. Cette image présente une femme peule au Sénégal versant du lait. Crédit photo : BSIP/ Universal Images Group via Getty Images

# Module 5

## Genre et autonomisation des femmes

## CE MODULE ABORDE COMMENT :

1. Sensibiliser les populations face à l'impact des normes de genre pendant les conflits ;
2. Renforcer le rôle des femmes dans la prévention et la résolution

## Le problème

**Les femmes sont des agents de changement, de résilience et de développement dans les sociétés pastorales.** Elles jouent un rôle clé dans les chaînes de valeur pastorales, notamment dans la transformation du lait, le commerce local et l'élevage des petits ruminants. Pourtant, dans l'ensemble de la région soudano-sahélienne, les femmes rurales sont peu représentées dans les organes directeurs, les associations professionnelles et les institutions coutumières qui traitent les litiges et gèrent les ressources naturelles. Bien que les femmes des communautés pastorales ou d'autres communautés rurales aient souvent moins d'occasions de servir de figures d'autorité officielles, elles exercent une influence d'autres manières. Les femmes pastorales sont plus susceptibles de rester dans leur village ou leur région d'origine pour gérer les affaires domestiques et économiques pendant que leurs proches emmènent le bétail en migration. Cela leur permet d'exercer des métiers sédentaires (tannage des peaux d'animaux, agriculture, emmener des produits animaux vers le marché), de maintenir des liens sociaux et économiques avec les agriculteurs voisins et de façonner les habitudes des jeunes qui restent également sur place. Alors que les rôles économiques et sociaux des femmes pastorales varient à travers la région soudano-sahélienne, elles sont des acteurs essentiels qui sont toujours chroniquement négligés dans les initiatives de développement et de transformation des conflits.

Malgré leur leadership dans les affaires communautaires, les voix des femmes ne sont souvent pas entendues lorsque les intervenants privilégient les formes traditionnelles ou publiques de leadership. Il peut être difficile d'engager les femmes pastorales en tant qu'alliées et bénéficiaires directes de la programmation, car l'accès doit souvent passer par les

institutions traditionnelles (et généralement patriarcales). Leurs expériences distinctes de la violence ne reçoivent que peu d'attention : en tant que victimes de la violence sexuelle et sexiste (VSS) pendant le conflit ou en tant que celles qui doivent subvenir aux besoins de leur famille avec des compétences professionnelles et des opportunités limitées lorsque les hommes sont tués dans les conflits. Mais les femmes sont plus que des victimes. Elles sont également influentes socialement et peuvent appuyer la réconciliation ou agir en trouble-fête. Bien que les femmes soient rarement des combattantes au cours des violences entre éleveurs et agriculteurs, leurs voix peuvent inciter ou dissuader les autres à la violence.

Les normes traditionnelles de genre peuvent également contribuer à la dynamique des conflits impliquant les pasteurs. Les idéaux de la masculinité façonnent les attentes quant à la manière dont le bétail, le clan et la famille doivent être défendus. Dans certaines cultures des communautés pastorales, les jeunes effectuent des razzias de bétail à la fois comme rite de passage à l'âge adulte et pour acquérir du bétail afin de couvrir les coûts élevés de la dot, ce qui reste une pratique fréquente. Ces razzias peuvent déclencher des cycles répétés de vols et de représailles entre communautés, qui prennent une signification sociale ou émotionnelle particulière étant donné leur relation avec les rôles basés sur le genre.

## STRATÉGIES D'INTERVENTION

### [5.1 - L'équité des genres dans la gouvernance des ressources](#)

### [5.2 - La consolidation de la paix menée par les femmes](#)

### [5.3 - Lutte contre la violence sexuelle et sexiste](#)

### [5.4 - Sensibilisation autour de la question relative au genre, au pastoralisme, et au conflit](#)



## 5.1 - L'équité des genre dans la gouvernance des ressources

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE/POLITIQUE

**Description** : Les femmes sont des parties prenantes égales dans l'utilisation des ressources de pâturage, mais leurs voix ne sont généralement pas représentées dans les institutions étatiques ou communautaires qui gèrent ces ressources. Les femmes constituent une proportion importante des agriculteurs de subsistance et participent à l'élevage pastoral en tant que gardiennes et vendeuses de produits animaux. Lorsqu'elles sont exclues des processus décisionnels, les efforts visant à réformer le régime foncier ou à régler les différends relatifs aux ressources sont moins susceptibles de servir les intérêts de la communauté tout entière. Lorsque les interventions externes reconnaissent les obstacles traditionnels à l'inclusion des femmes dans la gouvernance formelle et informelle, elles peuvent jouer un rôle précieux en favorisant des opportunités pour le leadership des femmes.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès de l'autonomisation des femmes dans la gestion des ressources ?

> **Les programmes intègrent la sensibilité au genre dans les politiques de gestion des ressources.** La relation entre les normes de genre et la gestion des ressources n'est toujours pas une considération universelle dans la prise de décision politique ou la conception des programmes. Bien qu'il existe certaines ressources pour aider les intervenants et les décideurs à évaluer les besoins et les intérêts des femmes pastorales - comme les outils produits par le Fonds international de développement agricole — le genre est encore souvent une considération secondaire dans les réformes de gouvernance ou le développement rural. Les interventions liées à ces questions peuvent contribuer à intégrer la sensibilité au genre en soutenant une cartographie spécialisée des risques et des opportunités pour les femmes lors du travail avec les communautés pastorales. Il est conseillé aux décideurs et aux agences gouvernementales de consulter des experts spécialisés

## LES FEMMES DES COMMUNAUTÉS PASTORALES EN TANT QU'AGENTS DU CHANGEMENT

Tirer parti de leur rôle de personnes d'influence

### COMMERÇANTS ET PRODUCTEURS

Les femmes tissent et renforcent les liens économiques avec d'autres communautés par le biais du commerce de produits d'origine animale.



### ÉDUCATRICES ET PERSONNES QUI INFLUENT SOCIALEMENT

Les femmes des communautés pastorales gèrent souvent les affaires de leur ménage et la vie communautaire, établissant des normes sociales pour les jeunes lorsque d'autres institutions (par exemple, les écoles) sont absentes.

### DÉCISIONNAIRES

Les femmes influencent les décisions concernant l'élevage du bétail et l'utilisation des ressources dans les paysages communs.



### CONNECTEURS SOCIAUX ET CULTURELS

Les femmes jouent un rôle clé dans le maintien de l'harmonie de la communauté par le biais du mariage, des activités culturelles et des relations avec les femmes des communautés sédentaires..

en droit, en genre et en culture lors de la conception de nouvelles politiques et de nouveaux programmes de développement.

**"Les femmes sont celles qui parcourent de longues distances pour aller chercher de l'eau, cet aspect doit être pris en considération. Si vous continuez à parler avec l'homme, ce dernier ne parle que de l'eau pour son bétail".<sup>12</sup>**

> **Les programmes et les responsables publics soutiennent le leadership des femmes dans les institutions étatiques et coutumières.** Les pâturages sont souvent régis par des systèmes pluriels où les chefs coutumiers et les organes de l'État exercent tous deux leur autorité. L'augmentation de la représentation des femmes dans les organes de l'État, comme les comités de gestion foncière, est essentielle pour protéger leurs droits formels et éclairer l'allocation des ressources de l'État. Cependant, s'assurer qu'elles sont consultées aux côtés des chefs traditionnels lors de processus informels — comme les discussions communautaires sur l'emplacement des itinéraires de transhumance — peut avoir un impact plus direct sur la façon dont les ressources limitées sont réparties. Les femmes sont confrontées à des obstacles uniques en ce qui concerne l'entrée dans la gouvernance officielle et coutumière. Ces obstacles doivent être analysés avant de concevoir des programmes ou des politiques visant à promouvoir l'équité et l'inclusion.

> **Les programmes de renforcement des capacités et de médias créent une visibilité pour les modèles de leadership féminin.** Au fur et à mesure que davantage de femmes assument des rôles de leader dans la gestion des ressources, elles servent de modèles qui ouvrent la voie aux autres. Au Rwanda, Search a constaté que [les femmes qui sont devenues médiatrices dans les conflits fonciers](#) ont encouragé leurs pairs à se faire élire dans les institutions traditionnelles de résolution des conflits. Accroître la visibilité des femmes impliquées dans la gestion des ressources — par le biais de programmes médiatiques dirigés par des femmes ou d'organisations de la société civile — constitue un élément clé de la transformation à long terme des normes de genre.

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec de l'autonomisation des femmes dans la gestion des ressources ?

> **Les programmes qui prônent une plus grande prise en compte des intérêts et des droits des femmes semblent menacer les structures de pouvoir traditionnelles.** Il sera par exemple plus difficile d'obtenir l'adhésion des chefs traditionnels à la réforme des lois foncières, si les réformes sont perçues comme élargissant le droit des femmes à la propriété foncière en contradiction avec les coutumes locales. Les efforts visant à égaliser les droits de succession au Mali en 2009, par exemple, [ont suscité une importante controverse](#) au sein de l'établissement religieux islamique. De telles réformes ne sont réalisables qu'à plus long terme, avec le soutien de leaders locaux, car elles nécessitent à la fois de faire évoluer les attitudes à l'égard des normes relatives au genre et de surmonter les obstacles structurels.

> **Les déclarations en faveur du leadership des femmes au niveau national ou régional ne se reflètent pas dans la mise en œuvre locale.** Malgré l'intérêt international pour une représentation accrue des femmes dans la gestion des ressources et les discussions sur la transhumance, ces changements ne sont pas toujours reflétés au niveau local. Comme le présente ce dossier d'information il y a souvent un grand écart entre les décisions des dirigeants nationaux et l'expérience vécue des pasteurs et des agriculteurs ruraux qui vivent selon des pratiques coutumières. Une plus grande représentation des intérêts des femmes pastorales dans les conférences ou dialogues régionaux ne doit pas être confondue avec une plus grande inclusion dans les prises de décision et les contrôles importants.



<sup>12</sup>Entretien avec un praticien du développement au Kenya, avril 2020.



*L'accès aux ressources en eau partagées est un point focal commun des conflits entre les pasteurs et les autres populations rurales. Cela peut créer des difficultés pour les femmes, qui sont souvent responsables de l'accès à l'eau pour leur foyer, leur ferme ou leur bétail. Cette image présente des femmes somaliennes remplissant des bidons d'eau attachés à un âne dans une citerne traditionnelle destinée à recueillir l'eau de pluie, appelée berkad, dans le village de Carro-Yaambo. Crédit photo : Scott Peterson/Getty Images*

### Exemple 5.1

## CRÉER DES OPPORTUNITÉS POUR LA CONTRIBUTION DES FEMMES DANS LA CARTOGRAPHIE DES COULOIRS DE MIGRATION AU TCHAD

Au-delà de la valeur inhérente à l'engagement de toutes les parties prenantes de la communauté dans la gestion des ressources, les femmes peuvent apporter des connaissances expérientielles qui sont essentielles à la prise de décision. Au Tchad, l'Association des Femmes Peules et Peuples Autochtones du Tchad a mené un processus visant à créer une carte tridimensionnelle des ressources locales et des couloirs de migration afin de guider les décideurs sur la gestion efficace des terres. Le processus participatif qui a permis de créer cette carte a intégré les idées et les données locales partagées par les dirigeants communautaires. Après qu'une première carte ait été élaborée par les dirigeants hommes, les femmes ont été invitées à la réviser. Elles ont rapidement commencé à corriger l'emplacement des points d'eau et d'autres ressources, recommandations qui ont ensuite été validées par leurs homologues masculins.

## 5.2 - Consolidation de la paix menée par les femmes

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description :** Les canaux d'influence des femmes dans les affaires communautaires sont rarement reflétés par les dirigeants coutumiers ou les institutions étatiques, mais elles peuvent influencer de manière constructive les efforts de consolidation de la paix. Trop souvent, les «leaders» sont considérés comme ceux qui détiennent l'autorité officielle plutôt que ceux qui ont la capacité d'influencer ceux qui les entourent. Cette compréhension limitée du leadership peut mettre les femmes de côté, alors qu'elles n'ont souvent qu'un accès limité aux postes de direction publique, mais exercent néanmoins une influence considérable. Les femmes qui n'ont pas de rôle ou de poste officiel peuvent néanmoins être mobilisées en tant que médiatrices, émissaires ou défenseurs de la paix. Elles peuvent jouer un rôle de passerelle entre les communautés pastorales et agricoles, en tirant parti de leurs liens sociaux et économiques avec les femmes d'autres communautés qui sont également absentes des activités officielles de consolidation de la paix ou de gouvernance. Toutefois, l'établissement de partenariats avec les femmes au sein des communautés pastorales peut s'avérer difficile pour les personnes extérieures. La plupart des moyens d'établir des canaux de communication et de créer des liens (par exemple, par le biais des chefs traditionnels ou des associations commerciales) sont dominés par les hommes.

### Qu'est-ce qui est à l'origine de l'autonomisation des femmes en tant que défenseurs de la paix ?

- > **Les intervenants investissent du temps dans l'établissement d'un climat de confiance pour faciliter l'accès.** Les obstacles à l'engagement des femmes pastorales peuvent être élevés, car elles sont moins actives dans la sphère publique et les dirigeants hommes peuvent s'interposer en tant que gardiens. Faire participer les femmes aux communautés traditionnelles peut exiger de cultiver des relations de confiance avec les autorités coutumières. Dans d'autres cas, l'accès peut être facilité par des programmes de services, tels que des campagnes de vaccination ou des soins maternels mobiles, ou par l'établissement de relations par le biais d'associations professionnelles comme les groupes de commercialisation du lait. Les points d'entrée seront différents dans chaque contexte, mais nécessitent souvent de cultiver des relations solides avec les intermédiaires.
- > **Les programmes soutiennent la cohésion sociale entre les femmes sédentaires des communautés agricoles et pastorales.** Les femmes pastorales ont tendance à rester sur place lors des déplacements massifs de troupeaux, où elles maintiennent des liens économiques et sociaux avec leurs voisins ruraux. Lorsque des conflits naissent au sein de ces communautés sédentaires, les femmes peuvent être mieux placées que leurs homologues masculins pour améliorer les relations intercommunautaires.



#### Exemple 5.2a

### LES FEMMES SE MOBILISENT POUR DIRIGER LES SYSTÈMES DE DIALOGUE ET D'ALERTE RAPIDE AU CENTRE DU NIGÉRIA

Afin de résoudre les conflits actuels entre les communautés pastorales et agricoles au centre du Nigeria, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ONU Femmes, la FAO et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) ont lancé un programme conjoint visant à renforcer le rôle des femmes dans la résolution des conflits intercommunautaires. Dans les États de Taraba et de Nasarawa, les femmes leaders ont organisé des réunions publiques qui ont rassemblé des femmes de différents groupes ethniques, notamment des bergères fulanis et des agriculteurs Tiv, qui ont ensuite [été élargies](#) aux hommes. Les résultats à court terme de ces dialogues ont été mitigés, mais l'initiative a contribué à une meilleure reconnaissance officielle du rôle des femmes dans la médiation des conflits. En 2020, par exemple, le gouvernement de l'État de Taraba a budgétisé pour la première fois des fonds destinés à soutenir le programme « ONU Femmes, paix et sécurité »

> **Les programmes s'appuient sur les rôles de leadership existants des femmes.** Bien que l'influence des femmes en tant que leaders dans le commerce local, l'éducation ou la prise en charge des animaux soit souvent moins visible que les positions d'autorité formelles, elle n'en est pas moins significative. Les initiatives de consolidation de la paix devraient au préalable examiner comment renforcer les rôles actuels des femmes en tant que leader. Cela peut se faire par le soutien apporté aux réseaux formels dirigés par des femmes, ou par le renforcement des capacités des femmes dans des rôles informels, comme la médiation des conflits entre les communautés sédentaires lorsque les hommes sont en migration.

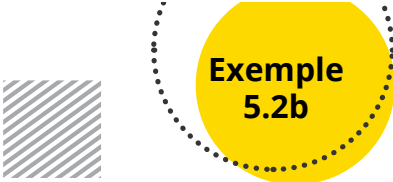
> **Les programmes sont conçus pour atteindre les personnes qui encouragent discrètement la violence, et pas seulement les combattants actifs.** Les femmes jouent un rôle important dans la formation des attitudes à l'égard de la violence, même si elles ne sont pas engagées dans la violence. Certaines femmes pastorales du Soudan du sud, par exemple, ont pour pratique traditionnelle de chanter des chansons pour encourager les hommes à participer à des raids de bétail ou à des attaques de vengeance. Tout comme leurs homologues hommes, les femmes se sentent poussées à résoudre le problème de la violence par la violence. Une enquête sur les attitudes à l'égard des conflits au Soudan du Sud a révélé que les femmes étaient tout aussi susceptibles que leurs homologues masculins de croire qu'exercer de la violence contre une autre tribu est justifiée. Atteindre ces auteurs de troubles potentiels est rarement l'objectif du programme, qui tend à se concentrer sur le travail avec les femmes uniquement en leur qualité de victimes de la violence ou de championnes existantes de la paix.

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec de l'autonomisation des femmes en tant que défenseurs de la paix ?

> **Les programmes permettent aux chefs coutumiers d'être mis à l'écart.** Les tentatives visant à accroître la visibilité et les capacités des femmes au sein des communautés traditionnelles peuvent se heurter à une résistance et limiter le soutien local. Au cours d'une initiative d'éducation dans le Sahel, par exemple, les hommes pastorales ont refusé catégoriquement de suivre les cours avec les femmes de leur communauté, ce qui a obligé les responsables de la mise en œuvre à mettre sur pied des classes parallèles. Les programmes qui sont perçus comme importants des valeurs et des pratiques extérieures se retourneront contre eux. Il s'agit d'un risque particulier pour les programmes

qui visent à donner aux femmes les moyens d'assumer de nouvelles responsabilités, telles que la médiation des conflits ou la gestion des ressources, qui étaient traditionnellement assumées par les chefs coutumiers.

> **Les femmes qui construisent la paix sont isolées.** Dans des contextes où les hommes défendent et renforcent les rôles traditionnels des genres, les programmes destinés spécifiquement aux femmes peuvent susciter de la suspicion, voire de l'hostilité. Même lorsqu'elles sont efficaces, les femmes médiatrices ne peuvent pas être respectées par les hommes. Elles ne sont considérées importantes que dans les affaires impliquant d'autres femmes. Les femmes qui jouent ces rôles de leaders peuvent être victimes d'ostracisme social ou de violence de la part des groupes armés. Les programmes doivent veiller à respecter le principe d'« innocuité » et éviter de pousser les femmes bénéficiaires à assumer des rôles qui feraient d'elles des cibles.



**Exemple 5.2b**

### LES FEMMES JOUENT LE RÔLE DE MEDIATRICES DE CONFLIT À TRAVERS DES PRATIQUES RITUELLES AU CAMEROUN

Au Cameroun, les femmes jouent un rôle influent pour assurer de bonnes relations entre les éleveurs et les communautés agricoles Gbaya. Les femmes Mbororo [renforcent leurs liens économiques](#) avec leurs amis Gbaya en échangeant le lait de leur bétail contre des légumes avant de l'amener au marché. Les femmes Gbaya ont également joué un rôle essentiel dans la consolidation de la paix en tant que praticiennes du Soré Nga'a mo, une pratique rituelle au cours de laquelle un cocktail de feuilles de Soré et d'eau sacrée est aspergé sur des personnes ou sur un village. Le rituel est utilisé dans plusieurs contextes - résoudre les conflits, se réconcilier avec les ennemis, légitimer les autorités locales ou purifier un village après un conflit ou une catastrophe naturelle - et illustre l'une des façons dont les femmes ont traditionnellement exercé leur influence en tant que bâtisseuses de paix. Au début des années 1990, par exemple, le praticien Koko Didi fut appelé par les autorités gouvernementales afin d'effectuer un rituel qui permettrait de mettre fin au conflit existant entre les communautés Gbaya et Fulani. En plus de la prestation liée au rituel, [Koko Didi](#) a fait partie d'une commission de réconciliation entre les deux communautés ayant facilité la fin de la violence.

## 5.3 - Lutte contre les violences sexuelles et sexistes (VSS)

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE/POLITIQUE

**Description** : Les populations rurales et nomades sont souvent éloignées des services juridiques et médicaux offerts aux victimes de VSS. La violence sexuelle et sexiste est un phénomène trop fréquent chez de nombreuses femmes rurales et peut être utilisée comme une arme dans les hostilités entre groupes de pasteurs ou entre communautés de pasteurs et celles sédentaires. En l'absence de systèmes juridiques permettant d'obliger les auteurs à rendre des comptes, la violence sexuelle et sexiste peut alimenter les cycles de violence à titre de représailles. Garantir la justice et la responsabilité est un défi social et juridique dans les États faibles et fragiles, car il faut que la responsabilité des actes de VSS soit une norme acceptée et que les institutions publiques la reconnaissent comme un crime. Une réponse multisectorielle et holistique à la VSS dans les pâturages peut nécessiter des tribunaux mobiles ou des services juridiques et des programmes de sensibilisation adaptés aux réalités des pasteurs.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès des programmes de lutte contre la VSS ?

> **Les programmes font appel à des interlocuteurs de confiance pour atteindre les communautés mobiles.**

Les efforts de sensibilisation à la VSS peuvent s'avérer non exhaustifs au sein des communautés pastorales mobiles qui sont souvent hors de portée des services juridiques, médicaux ou sociaux. Pourtant, de nombreuses communautés pastorales entretiennent des contacts périodiques avec des prestataires de services (santé animale, écoles mobiles, par exemple) qui peuvent servir de relais pour la sensibilisation à la VSS, car ils sont déjà connus et dignes de confiance. Même lorsque les services de justice peuvent être limités, les programmes visant à promouvoir la responsabilité sociale en matière de prévention de la VSS peuvent s'avérer efficaces.

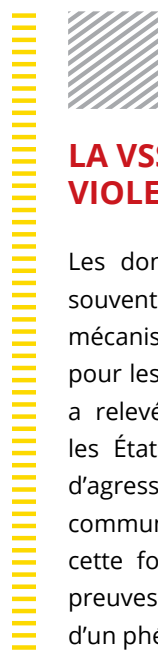
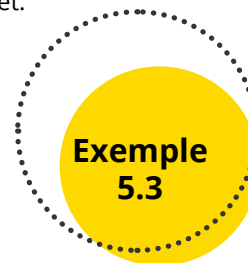
> **Les programmes soutiennent les systèmes de justice mobile.**

Les zones de pâturage sont généralement mal desservies par les systèmes de justice de l'État, qui ont tendance à être centralisés dans les grandes villes et les

capitales régionales. Ce fait constitue un obstacle majeur pour les victimes qui souhaitent obtenir justice, car les systèmes de justice coutumière ne s'occupent souvent pas de ces crimes. Les tribunaux mobiles ou les services de médiation peuvent permettre une certaine responsabilisation et une résolution des cas de VSS, comme le montrent les études [de cas en Sierra Leone, en RDC, en Somalie](#) et ailleurs.

### Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec des programmes de lutte contre la VSS ?

> **Le manque de fiabilité des récits indirects.** Les pasteurs sont souvent soupçonnés de violence (y compris de VSS) car ils peuvent être armés et se déplacer hors de la vue des communautés ou des autorités locales. La suspicion mutuelle et les malentendus entre les communautés pastorales et sédentaires constituent un terrain fertile pour les rumeurs et il y a toujours un risque de voir les accusations de VSS être instrumentalisées dans un conflit inter-communautaire. En l'absence de systèmes d'information solides, les rapports anecdotiques sur les pasteurs accusés de violences sexuelles doivent être traités avec prudence en tenant compte de la sensibilité du sujet.



### LA VSS COMME ARME DANS LES VIOLENCES INTER-COMMUNAUTAIRES

Les données sur les incidents liés à la VSS restent souvent anecdotiques, étant donné l'absence de mécanismes de signalement et de services de justice pour les femmes rurales. [Une étude réalisée au Nigeria](#) a relevé des rapports selon lesquels des filles dans les États d'Adamawa et de Gombe ont été victimes d'agressions sexuelles dans le cadre de représailles entre communautés d'agriculteurs et d'éleveurs, déclenchées cette fois en partie par la destruction de biens. Les preuves empiriques et corroborées que la VSS fait partie d'un phénomène plus répandu sont encore limitées.

## 5.4 - Sensibilisation autour de la question relative au genre, au pastoralisme et au conflit

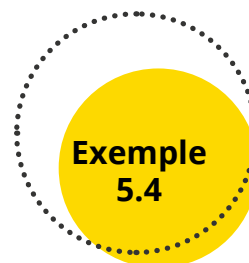
### TYPE D'INTERVENTION : DIPLOMATIE PUBLIQUE

**Description :** Avec un corpus limité de recherches empiriques et peu d'opportunités pour les femmes pastorales de partager leurs perspectives avec des audiences nationales et régionales, les autorités gouvernementales et les humanitaires manquent souvent de preuves de première main pour guider leurs politiques et leurs programmes. Améliorer la compréhension du rôle des femmes et des normes de genre en soutenant la recherche menée localement et l'inclusion des femmes dans les activités de diplomatie publique est un point de départ essentiel.

#### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès de la sensibilisation des populations face aux questions de genre, de pastoralisme et de conflits ?

> **Les diplomates et les fonctionnaires attirent l'attention sur le rôle des femmes.** Au niveau le plus élémentaire, les intervenants extérieurs doivent s'assurer que le genre et l'autonomisation des femmes figurent à l'ordre du jour de la résolution des conflits liés au pastoralisme. Il peut s'agir de rencontrer directement des femmes médiatrices ou des dirigeantes de groupes professionnels féminins, de promouvoir la parité entre les genres lors de conférences sur la transhumance ou de mettre en avant les efforts des femmes œuvrant pour la paix dans des déclarations publiques. Les femmes leaders peuvent souvent être laissées à l'écart des initiatives de diplomatie publique, soit parce qu'elles n'occupent pas de poste public reconnaissables en tant qu'autorités, soit parce qu'elles n'ont pas eu l'occasion de former des réseaux sociaux avec des fonctionnaires.

> **La recherche met en lumière les expériences des femmes, non seulement en tant que survivantes, mais aussi en tant qu'actrices influentes de la communauté.** Il est essentiel de documenter la manière dont les femmes sont affectées par les conflits liés au pastoralisme, à la fois comme témoignage et pour s'assurer que leurs expériences guident les interventions futures. Les femmes jouent un rôle essentiel dans le façonnement des relations entre les groupes pastoraux et leurs voisins, que ce soit par le biais de célébrations



### LES FEMMES PASTORALES LANCENT UN APPEL À L'ACTION

En 2010, un groupe de femmes pastorales de 32 pays (dont le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali et le Niger) s'est réuni à Mera, en Inde, afin de consolider la reconnaissance de la voix des femmes dans l'élaboration des politiques liées au pastoralisme et de lancer un appel mondial à l'action. La [déclaration de Mera](#) qui en a résulté appelle les gouvernements à accepter 23 points, dont la reconnaissance du rôle des pasteurs dans la préservation de l'environnement ; une garantie de l'égalité des droits des femmes pastorales ; la création de politiques spécifiques pour améliorer les modes de vie pastoraux ; et permettre la représentation égale des femmes pastorales. La Déclaration était un concept novateur, car c'était la première déclaration de ce type à se concentrer spécifiquement sur le rôle des femmes pastorales, mais il n'est pas encore certain qu'elle ait effectivement catalysé un changement de politique dans la région soudano-sahélienne.

culturelles communes, de mariages interethniques ou de relations commerciales quotidiennes. Il s'agit d'opportunités importantes de connexion qui peuvent être perdues ou érodées pendant les périodes de conflit. Les recherches futures doivent approfondir le rôle des femmes aux titres de stabilisatrices de la communauté et moteurs du rétablissement du groupe.

> **Les analystes intègrent la perspective de genre dans toutes les formes de recherche pastorale.** L'influence du genre résonne à travers toutes les dynamiques de conflit mises en lumière par de dossier d'information. Parce que le genre est souvent compartimenté comme un domaine d'expertise de niche, il peut être négligé dans la recherche sur les tendances plus répandues du développement dans les situations de conflit. La perspective de genre est essentielle dans tous les domaines d'étude, des chaînes de valeur du bétail aux raids sur le bétail en passant par le régime foncier.

# Questions importantes

## LORSQUE LE MODULE 5 EST ADAPTÉ À VOTRE CONTEXTE

### 1. Comment les femmes exercent-elles leur influence ?

- Existe-t-il des associations professionnelles dirigées par des femmes ou des groupes de la société civile qui incluent des femmes pastorales ou agricultrices ? Quels sont les réseaux informels de femmes qui y participent ?
- Quel rôle jouent les femmes dans l'influence de la prise de décision dans la communauté ?
- Comment les femmes participent-elles à la création de liens sociaux ou économiques entre les communautés pastorales et les communautés d'accueil

### 2. Quels sont les obstacles à l'engagement auprès des femmes pastorales ?

- La sensibilisation des femmes pastorales nécessitera-t-elle l'adhésion des autorités coutumières ?
- Les femmes des régions éloignées peuvent-elles se déplacer pour participer aux activités, ou ne pourront-elles participer qu'aux interventions disponibles dans leur région ?
- Quels sont les risques que les femmes bénéficiaires soient ostracisées ou menacées de violence ?

### 3. Comment les femmes agissent-elles en tant que bâtisseuses ou fouteuses de trouble ?

- Les femmes ont-elles des attitudes différentes de celles des hommes de leur communauté à l'égard du recours à la violence ?

### 4. Comment les normes de genre influencent-elles la participation aux conflits ?

- Comment les normes sociales relatives à la masculinité influencent-elles la participation à des actes violents, tels que les razzias de bétail ?
- Existe-t-il des normes de genre positives qui peuvent être mises en avant comme alternatives ?

### 5. Quels sont les obstacles à l'inclusion des femmes dans la gestion des ressources ?

- Existe-t-il des lois coutumières ou des pressions sociales qui interdisent aux femmes d'être élues ou nommées pour régir l'utilisation des ressources ?

## Passer à :



**MODULE 1 - DÉVELOPPEMENT RURAL** – Cultiver une croissance économique rurale équitable et réduire les causes chroniques de conflits.



**MODULE 2 - ENVIRONNEMENT ET PRÉSERVATION** – Incorporation des conflits liés au pastoralisme dans les efforts de préservation.



**MODULE 3 - GOUVERNANCE ET ÉTAT DE DROIT** – Encourager la participation du public à la gouvernance des pâturages pastoraux.



**MODULE 4 - INTÉGRATION RÉGIONALE** – Comprendre les aspects régionaux et transfrontaliers des moyens de subsistance des pasteurs et leur rôle dans le conflit.



**MODULE 6 - GESTION DES CONFLITS** – Promouvoir la cohésion sociale et résoudre les conflits de manière non violente.



**MODULE 7 - APPLICATION DE LA LOI ET CONTRE-TERRORISME** – Aborder l'intersection du pastoralisme transfrontalier, de la criminalité et des insurrections.



**MODULE 8 - LA CONSOLIDATION DE LA PAIX NUMÉRIQUE** – Intégrer les nouvelles technologies dans la prévention des conflits



**RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES**





Agriculteur et éleveur nigériens se serrant la main.  
Crédit photo : Search for Common Ground

# Module 6

## Gestion de conflits

## CE MODULE ABORDE COMMENT :

1. Renforcer les mécanismes existants pour prévenir l'escalade des conflits impliquant le pastoralisme transfrontalier ;
2. S'attaquer à la polarisation sociale pouvant déclencher une violence intercommunautaire entre les groupes pastoraux, ou entre les pasteurs et les communautés d'accueil.



*La création d'espaces de dialogue est un élément essentiel pour aider les communautés à gérer les conflits de manière non violente. Cette image présente des jeunes Nigériens. Crédit photo : Search for Common Ground*

## Le problème

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans la région soudano-sahélienne durent depuis des siècles. Au fil du temps, les communautés ont développé des techniques pour résoudre ces conflits et atténuer leurs effets déstabilisants. Ces mécanismes de résolution étaient généralement informels, et portaient des tribunaux coutumiers, pour évaluer les compensations relatives aux dommages causés au bétail ou aux cultures, pour parvenir à la médiation des conflits par des figures traditionnelles réputées ou des conseils d'anciens. Ces dernières années, ces outils informels ont eu du mal à faire face à la propagation rapide des armes légères, au pouvoir croissant des groupes armés non étatiques et des réseaux terroristes, ainsi qu'à la détérioration de la stabilité sociale et politique. Les chefs coutumiers et les institutions locales voient leur influence diminuer ou être cooptés par l'État ou les groupes insurgés. Les relations entre les groupes nomades et sédentaires qui ont longtemps vécu ensemble dans des sociétés diverses se sont détériorées. Lorsqu'ils voyagent pour d'autres régions, les groupes pastoraux sont traités comme des « étrangers » ou des « envahisseurs étrangers » et font l'objet d'exclusion et de suspicion. Les conflits concernant le bétail ont donné lieu à d'horribles actes de violence réciproque. Au Mali et dans le centre du Nigéria, la relation entre les agriculteurs et les éleveurs est un élément majeur des tensions permanentes entre les fulanis pastoraux et les autres groupes ethniques. En 2018, dans l'État du Plateau, au Nigeria, des éleveurs d'ethnie fulani et berom se sont mutuellement accusés d'une série de vols de bétail non résolus, qui ont fini par déboucher sur un massacre de civils [de deux jours](#) à Barkin Ladi, au cours duquel plus de 200 personnes ont perdu la vie. Ces attaques ont donné lieu à des représailles : de jeunes Berom ont attaqué des voyageurs fulanis sur une

autoroute. Un [massacre similaire](#) a eu lieu dans la ville malienne d'Ogossagou, lorsque des membres d'un groupe d'autodéfense ethnique ont tué 160 personnes dans une ville largement peuplée par une communauté d'éleveurs rivale, ce qui a déclenché d'autres représailles. Cette exclusion s'est aggravée ces dernières années avec la montée de l'extrémisme violent et des milices ethno-nationalistes. En RCA, par exemple, des milices d'autodéfense se sont formées dans le but déclaré de se défendre contre des bandits armés parmi lesquels se trouvaient des pasteurs arabes et mbororos, alors même que les forces de sécurité de l'État affrontaient des groupes armés non étatiques qui prétendaient défendre les pasteurs. Alors que la peur et la suspicion se sont intensifiées à la suite du soulèvement de la coalition rebelle Seleka en 2013, les milices « anti-balaka » ont commencé à attaquer toutes les communautés musulmanes, y compris les éleveurs Mbororo, présumés coupables par association. Ces attaques ont entraîné un pic de mobilisation des communautés Mbororo pour riposter et se défendre, ainsi que de nouvelles itérations de groupes armés non étatiques dirigés par des Mbororo, comme l'Unité pour la paix en Centrafrique et 3R.

## STRATÉGIES D'INTERVENTION

[6.1 - Règlement extrajudiciaire des litiges](#)

[6.2 - Interventions de peuple à peuple](#)

[6.3 - Activités du patrimoine culturel](#)

[6.4 - Réduire la distance sociale](#)

[6.5 - Le langage inclusif dans les messages publics](#)

## CYCLE DES CONFLITS INTERCOMMUNAUTAIRES

Un conflit éclate au sujet des dommages causés aux cultures ou au bétail.



Le différend n'est pas résolu de manière satisfaisante



Les communautés des deux côtés s'arment



Les parties mécontentes se livrent à des représailles violentes.



Les groupes en conflit (par exemple, les communautés pastorales et agricoles) s'éloignent et se craignent les uns les autres



# 6.1 - Règlement extrajudiciaire des litiges

## TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description :** De nombreuses communautés de pasteurs et d'agriculteurs préfèrent résoudre leurs différends en permettant à des anciens ou à des chefs de confiance de jouer le rôle de médiateurs, en particulier parce qu'ils ne peuvent souvent pas dépendre des institutions judiciaires de l'État qui sont absentes ou peu familières. Les pratiques traditionnelles de médiation ont été un outil important pour résoudre les plaintes relatives aux dommages causés aux cultures, aux vols de bétail ou aux agressions avant qu'elles ne s'aggravent. Cependant, de nombreuses pratiques traditionnelles de résolution des conflits dans la région Soudano-sahélienne ont été corrodées par des années d'instabilité, de polarisation politique et sociale, et de violence armée. En l'absence de canaux crédibles permettant aux parties d'un litige de se mettre d'accord sur une résolution, les éleveurs et les agriculteurs se tournent de plus en plus vers les milices ou vers la violence collective pour obtenir justice. Le renforcement des capacités du secteur de la justice formelle dans ces régions est une étape essentielle (voir [3.3 - Accès à la justice](#)), mais il est également important de soutenir les options de Règlement extrajudiciaire des litiges (REL). Les pratiques de résolution des conflits qui s'appuient sur des chefs communautaires de confiance seront familières à de nombreuses communautés de pasteurs et d'agriculteurs et sont nécessaires pour trouver des solutions flexibles aux types de problèmes qu'elles rencontrent. Lorsqu'un groupe d'agriculteurs commence à cultiver des terres au milieu d'un itinéraire de transhumance bien établi sur des terres publiques, il se peut que les pasteurs disposent de peu de solutions juridiques, mais ils peuvent être en mesure de négocier une solution s'il existe des médiateurs de confiance qui peuvent intervenir. Les interventions externes peuvent consister, par exemple, à fournir une formation technique aux dirigeants locaux ou à aider à mettre en place un comité de paix local.

**Ainsi, les mécanismes traditionnels par lesquels ils réglait les problèmes ne fonctionnent plus....chaque fois qu'une vache ou un mouton se rend dans un champ et détruit quelque**

**chose, la famille utilise une machette pour tuer l'animal.<sup>13</sup>**

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès du règlement extrajudiciaire des litiges ?

- > **Les programmes s'appuient sur les pratiques coutumières et le leadership existant.** La plupart des groupes pastoraux ont des pratiques bien établies pour gérer les conflits de faible importance entre eux et avec d'autres groupes. Il peut s'agir, par exemple, d'établir des systèmes d'indemnisation pour le vol de bétail ou les dommages aux cultures qui sont administrés par des tribunaux coutumiers. Dans la mesure du possible, les programmes doivent chercher à compléter et à s'appuyer sur ces systèmes, plutôt que d'établir de nouveaux mécanismes concurrents. Il n'y a cependant pas toujours un système qui fonctionne pour toutes les parties prenantes. Les pasteurs, par exemple, peuvent préférer résoudre leurs différends par la médiation entre les chefs traditionnels qui reconnaîtront leurs droits d'accès aux ressources publiques en eau ou aux pâturages, tandis que les communautés sédentaires peuvent souhaiter se tourner vers la police dont les décisions favoriseront probablement les citoyens sédentaires.
- > **Les intervenants cultivent des partenariats avec les acteurs du développement, de la préservation et de la sécurité.** Les différends portés devant les médiateurs locaux ou les tribunaux coutumiers trouvent souvent leur origine dans des tensions plus fondamentales concernant l'utilisation des terres communales, les mouvements transfrontaliers ou la prédation par des groupes armés. Par exemple, une analyse de la région du Liptako Gourma réalisée par la FAO en 2020 a mis en évidence la vente de terres et la spéculation immobilière comme l'une des principales raisons de l'effondrement des mécanismes traditionnels de résolution des conflits dans cette région.<sup>14</sup> Les médiateurs locaux peuvent apporter des solutions à court terme, mais n'ont souvent pas la capacité de s'attaquer aux problèmes systémiques qui causent et perpétuent les conflits. Les programmes qui visent à avoir un impact transformateur sur le conflit doivent être conçus et mis en

<sup>13</sup>Entretien avec un praticien de la société civile en RDC, mars 2020.

<sup>14</sup>Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. *Analyse Des Conflits Liés Aux Ressources Naturelles Dans La Région Du Liptako-Gourma: Résultats Des Trois Analyses De Conflits Réalisées Au Burkina Faso, Au Mali Et Au Niger*. Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (Rome: 2020)

œuvre en étroite collaboration avec d'autres intervenants qui soutiennent la réforme du régime foncier, facilitent la prestation de services aux communautés pastorales ou influencent les investissements commerciaux dans le secteur de l'élevage.

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec du règlement extrajudiciaire des litiges ?

> **Les programmes renforcent l'exclusion des femmes, des jeunes ou d'autres populations marginalisées.** Les programmes qui se concentrent sur la revitalisation des pratiques ou des institutions coutumières de résolution des conflits peuvent courir le risque d'exclure davantage les groupes qui ont été traditionnellement laissés pour compte par ces institutions. Ce n'est pas parce que des dirigeants ou des pratiques sont en place depuis longtemps qu'ils sont représentatifs et dignes de confiance. Les jeunes [qui cherchent désespérément des alternatives](#) aux modes de vie traditionnels peuvent être aliénés par des interventions de REL qui renforcent les structures

de pouvoir existantes. Les interventions doivent veiller à trouver un équilibre entre la nécessité de s'appuyer sur les pratiques existantes de résolution des conflits et celle de disposer d'un système qui fonctionne pour toutes les parties.

> **Les mécanismes de REL sont dominés par des leaders sédentaires.** Il est important que les intervenants soient sensibles aux avantages inhérents disponibles pour les communautés sédentaires. Les chefs sédentaires auront plus de facilité à être physiquement présents pour participer à un comité de paix ou à un autre mécanisme de résolution des conflits que leurs homologues nomades. Les pasteurs qui voyagent en provenance d'autres pays ou qui vivent dans des sociétés éloignées des populations sédentaires peuvent trouver que ces mécanismes de résolution des conflits ne reflètent pas leurs normes et coutumes acceptées. Si un groupe estime que le mécanisme est partisan, il cherchera simplement à résoudre le problème par le biais d'un forum concurrent, créant ainsi une nouvelle cause de conflit.



### Exemple 6.1

## LES COMITÉS DE MÉDIATION DANS LA PLAINE DE RUZIZI RÉSOLVENT LES CONFLITS ENTRE AGRICULTEURS ET ÉLEVEURS

Bien que les éleveurs et les agriculteurs cohabitent dans l'est de la RDC depuis des générations, les tensions politiques et la prolifération des groupes armés au cours des dernières décennies ont érodé les mécanismes traditionnels par lesquels ces communautés règlent leurs différends. Les affrontements entre les groupes armés et les forces militaires ont déplacé de nombreux pasteurs, qui sont contraints d'amener leurs animaux dans de nouvelles zones où ils n'ont pas d'accords établis avec les communautés agricoles et où, inévitablement, les animaux s'égarer sur les terres agricoles. Plusieurs éleveurs - qui ne possèdent souvent pas eux-mêmes le bétail - sont à bout de souffle. Bien que la législation exige qu'il y ait un éleveur pour huit bœufs, certains en gèrent cent ou plus.

En l'absence d'options de médiation efficaces, ces différends ont donné lieu à des cycles de violence en guise de représailles - les agriculteurs tuant le bétail qui s'est introduit sur les terres, ou les éleveurs prenant les armes pour protéger leurs troupeaux. En réponse, Search — en collaboration avec la International Rescue Committee (IRC) (le Comité international de sauvetage) et l'Asie du Sud-Est (ZOA) — a établi une série de comités de paix locaux dans 18 villages en coordination avec les dirigeants locaux et les chefs de village. Les responsables du comité ont été formés aux techniques de médiation contemporaines et ont utilisé leur expertise pour régler plus d'une centaine de litiges en l'espace d'un an. Cela a permis aux communautés locales de disposer d'une alternative viable à la violence ou à la dépendance à l'égard des autorités supérieures, souvent inaccessibles.

## 6.2 - Interventions de groupe à groupe

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description** : Les conflits entre les communautés pastorales et agricoles sont souvent profondément liés à l'identité de groupe et aux tensions interethniques entre différents groupes pastoraux ou entre groupes pastoraux et sédentaires. De nombreuses pratiques établies pour instaurer la confiance entre les groupes sont fondées sur la théorie du contact, l'hypothèse selon laquelle un contact régulier entre deux groupes peut accroître la tolérance et l'acceptation. Cependant, consolider l'acceptation entre groupes par le biais de programmes reposant sur des contacts réguliers de groupe à groupe peut être difficile étant donné que les moyens de subsistance des pasteurs nomades impliquent une distance sociale et politique par rapport aux résidents locaux. Pourtant, les pasteurs ne sont jamais complètement isolés des communautés sédentaires - beaucoup vivent dans leurs

propres domiciles lorsqu'ils ne sont pas en migration avec le bétail, ou entretiennent des contacts réguliers avec les personnes qu'ils rencontrent le long de leurs itinéraires de migration ou lorsqu'ils se rendent dans les marchés. Il peut y avoir plusieurs occasions de mettre les pasteurs en contact avec leurs homologues sédentaires par le biais d'intérêts communs tels que les marchés ou les événements culturels. En tirant parti de ces intérêts communs, les interventions de peuple à peuple peuvent dissiper les craintes et le scepticisme entre les communautés pastorales et sédentaires ou entre les groupes pastoraux en conflit.



*Le théâtre participatif peut être un outil puissant pour aider les communautés à s'attaquer aux griefs qui créent des divisions. Cette image présente des membres de la communauté mettant en scène un conflit entre agriculteurs et éleveurs et expliquant comment ils sont parvenus à le résoudre pacifiquement à Jos, au Nigeria. Crédit photo : Search for Common Ground*

### Exemple 6.2

## LES PASTEURS ET LES AGRICULTEURS FULANIS DÉPASSENT LES CLIVAGES GRÂCE AU THÉÂTRE MOBILE

En réponse à la montée des hostilités entre les pasteurs fulanis et les agriculteurs sédentaires dans la Middle Belt du Nigeria en 2016, Search for Common Ground [a organisé une série de représentations publiques](#) d'une production de danse intitulée « I Follow the Green Grass ». (Je poursuis l'herbe verte). Le spectacle présentait des modes de vie de pasteurs fulanis rarement vus par les étrangers. Une partie de cette représentation concernait les conflits communautaires et la façon dont ils ont été résolus. Une version cinématographique a ensuite été projetée dans le cadre d'un projet de cinéma mobile. Ces projections ont permis à des citoyens de diverses origines ethniques de partager leurs réactions et leurs préoccupations quant à l'état des hostilités intercommunautaires.

## Qu'est-ce qui est à l'origine du succès des interventions de groupe à groupe ?

> **Les programmes renforcent le sentiment partagé que tous les groupes font partie d'une communauté conjointe et pluraliste.** Si les pasteurs ne sont pas forcément des résidents des communautés qu'ils traversent pendant leur migration, ils sont des acteurs prévisibles des endroits en tant que prestataires de services ou partenaires commerciaux. Malgré cela, ils sont souvent considérés comme des « étrangers », et pas seulement par les communautés sédentaires. De nombreux pasteurs se définiraient en dehors de toute identité nationale, car leur indépendance et leur distance par rapport à la vie sédentaire font partie intégrante de leur mode de vie et de leur culture. S'il est important de reconnaître la manière dont ces communautés ont choisi de se regarder, les interventions de groupe à groupe ne doivent pas être conçues comme liant les résidents établis et les « étrangers ». Au contraire, ces interventions sont l'occasion d'apprécier que tous les peuples nombreux et variés qui vivent dans la nature font partie d'une société commune dans laquelle les gens ont des pratiques culturelles et des modes de vie différents. Les responsables de la mise en œuvre du programme doivent également veiller à ce que les groupes marginalisés, tels que les pasteurs, soient représentés tout au long du cycle du programme, notamment en visant la diversité du personnel local par le recrutement de personnes issues de divers groupes ethniques, religieux et de subsistance.

> **Les programmes renforcent les services qui sont mutuellement bénéfiques aux populations sédentaires et nomades.** Les intervenants doivent identifier et corroborer les services de base qui sont demandés par des communautés autrement divisées — marchés locaux, événements culturels, services vétérinaires — et tirer parti de ces espaces. Ces espaces sont souvent éloignés des centres de population où sont généralement basés les responsables de la mise en œuvre des programmes et peuvent nécessiter des déplacements supplémentaires et des dispositions de sécurité pour accéder aux zones éloignées.

> **Les intervenants adoptent une vision à long terme.** Les possibilités de mettre en contact des populations très mobiles à des groupes sédentaires sont déterminées par les fluctuations saisonnières et les modèles de violence,

ainsi que le moment et l'emplacement des marchés. Compte tenu de cette imprévisibilité, les interventions nécessiteront un horizon temporel plus long et une présence dans plusieurs pays afin de planifier et de produire des engagements de groupe à groupe fructueux. Des instruments de financement souples et des cycles de planification flexibles sont également essentiels.

**"L'instauration de la confiance avec un agriculteur typique prendra moins de temps que lorsque vous le faites avec un pasteur... parce que le pasteur n'est pas en un seul endroit. Au fait, vous pouvez faire une réunion aujourd'hui avec lui et attendre six mois avant de le revoir".**



Un garçon participe à une discussion lors de la présentation de « I Follow the Green Grass » à Jos, au Nigeria. Crédit photo : Search for Common Ground

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec des interventions de groupe à groupe ?

> **Les programmes ne résolvent pas les problèmes politiques et systémiques.** Les tensions entre les communautés pastorales et sédentaires ne sont pas seulement fonction de coutumes différentes et de la distance sociale. Les interactions de groupe à groupe

peuvent être éphémères si elles ne sont pas complétées par des efforts visant à remédier aux inégalités systémiques en matière d'accès aux ressources qui sont à l'origine premièrement de la polarisation. Dans le nord de la RDC, par exemple, les groupes pastoraux Mbororo qui se sont recasés ou ont été déplacés du Tchad et de la RCA (mais aussi du Cameroun et du Soudan dans une moindre mesure) entretiennent des relations tendues avec les populations locales en raison de désaccords sur l'utilisation des terres et des craintes que les Mbororo ne soutiennent les groupes armés locaux, qui sont exacerbées par la propagation de fausses rumeurs concernant d'autres menaces Mbororo pour la population. Les dialogues entre les Mbororo et les résidents locaux ont créé une certaine mesure de bonne foi entre les groupes. Mais ce n'est qu'une partie de la question profonde de savoir si les Mbororo doivent être autorisés à rester ou forcés à retourner dans leur pays d'origine.

> **L'instabilité ou la violence menacent les espaces partagés soutenus par les programmes de groupe à groupe.** Les espaces où les pasteurs et les communautés sédentaires interagissent peuvent être menacés par la prolifération des groupes armés. Les marchés locaux de bétail, par exemple, sont des cibles privilégiées pour les syndicats criminels, ce qui fait fuir les commerçants et entrave les occasions de nouer des liens par le biais du commerce. Fournir des solutions de sécurité peut être une composante essentielle de la mise en œuvre d'interventions de peuple à peuple.

> **Les programmes ne sont pas conçus pour s'attaquer aux causes de base de l'hostilité entre les divers groupes pastoraux et sédentaires.** Des dizaines de millions d'Africains pratiquent le pastoralisme, et les pasteurs opérant dans une région donnée peuvent avoir diverses origines ethniques, nationales ou culturelles. Les conflits armés généralisés, l'absence de services de base et la diminution de la présence de l'État dans l'ensemble de la région soudano-sahélienne poussent aujourd'hui les groupes pastoraux vers de nouvelles zones où ils rencontrent des communautés sédentaires avec lesquelles ils n'ont aucune relation préalable. La bonne volonté entre les résidents locaux et un groupe de pasteurs ne s'étend pas automatiquement à tous les autres pasteurs. Les communautés installées en République centrafricaine peuvent entretenir des relations avec les bergers Mbororo qui traversent le pays de façon saisonnière mais réagissent avec colère face aux gardes arabes qui protègent les grands troupeaux arrivant du Soudan. Les interventions de groupe à groupe doivent être conçues en tenant compte des multiples relations entre les groupes pastoraux et les groupes sédentaires, et différentes interventions peuvent s'avérer nécessaires au fil du temps pour répondre aux nouvelles tensions intergroupes provoquées par le déplacement ou le changement des schémas de migration.

*Les femmes sont souvent des connecteurs sociaux entre les communautés pastorales et agricoles. Les interventions de peuple à peuple doivent également créer un espace de dialogue entre les femmes, le cas échéant. Cette image présente des femmes lors d'un dialogue dans la communauté Obudugwa de Ndownka, dans l'ouest du Nigeria. Crédit photo : Search for Common Ground*





## 6.3 - Activités liées au patrimoine culturel

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE/ DIPLOMATIE PUBLIQUE

**Description :** Le mode de vie des pasteurs est plus qu'un moyen de survie ; il est à la fois la source de l'identité du groupe et un patrimoine culturel unique. Cette fierté culturelle est un atout déterminant et une occasion d'éduquer les autres qui habitent les mêmes terres mais craignent les pasteurs. Les événements destinés à mettre en lumière la diversité du patrimoine culturel de tous ceux qui habitent ces espaces uniques peuvent renforcer la solidarité et contribuer à prévenir l'escalade de futurs conflits. Ces événements peuvent également rappeler aux fonctionnaires et au grand public que le pastoralisme est plus qu'un ancien moyen de survie, mais une célébration de l'adaptation et de la persévérance de l'homme dans un climat rude et exigeant.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès des activités du patrimoine culturel ?

> **Les programmes célèbrent la diversité des communautés qui partagent les pâturages de l'Afrique et reconnaissent leur histoire commune.**

Les efforts visant à célébrer l'héritage culturel devraient offrir aux pasteurs et aux autres groupes la possibilité de célébrer leur spécificité. Les communautés rurales peuvent partager des espaces et des ressources, mais leurs expériences, leurs coutumes et leurs traditions sont uniques. Ils ont rarement l'occasion de se réunir et de partager de cette manière, ou d'apprendre directement des autres à leur sujet. La présentation des diverses traditions des éleveurs, des agriculteurs ou des pêcheurs qui partagent un terrain éloigné, dans le cadre de festivals culturels ou d'événements communautaires, peut aider les participants à reconnaître les différences et à communiquer leur propre compréhension de soi.

> **Les programmes reconnaissent la diversité des pasteurs.** Souvent considérés à tort comme

monolithiques, les groupes pastoraux sont extrêmement divers dans leurs pratiques et leurs visions du monde. Dans certains cas, ces différences peuvent être une source de conflit au sein du groupe - les éleveurs plus sédentaires occupent fréquemment des positions de pouvoir politique, social ou économique par rapport à leurs homologues plus nomades. Les célébrations du patrimoine culturel devraient tenir compte de cette diversité plutôt que d'inclure un petit échantillon qui n'est pas représentatif.



*Fulani women in Lafia, Nigeria perform a traditional dance. Credit: Search for Common Ground*

### Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec des activités liées au patrimoine culturel ?

> **Les programmes augmentent par inadvertance la polarisation des groupes.** Les efforts visant à promouvoir le patrimoine culturel peuvent mettre en lumière certains groupes et en aliéner d'autres qui ne peuvent pas participer en raison de la distance, de la dispersion des groupes ou d'autres contraintes. En concevant les activités, les intervenants doivent être conscients des obstacles à

## Exemple 6.3

l'égalité d'accès et des formes historiques d'exclusion qui ont empêché certains groupes minoritaires d'être visibles.

### > Manque de participation des communautés mobiles.

Les groupes pastoraux peuvent être difficiles à engager en tant que participants à la programmation. Ils figurent rarement dans les recensements nationaux ou ne possèdent des papiers d'identité, et leur mode de vie mobile peut rendre difficile l'engagement dans des activités limitées en termes de temps. Les éleveurs commerciaux, les bergers et les commerçants qui font partie de groupes pastoraux mais pratiquent un mode de vie sédentaire peuvent être plus accessibles mais ne sont pas nécessairement représentatifs de leurs homologues nomades.

## LES TOURNOIS DE LUTTE UNISSENT LES COMMUNAUTÉS DU SOUDAN DU SUD

La lutte traditionnelle est un sport populaire au Soudan du Sud qui a servi de lien culturel entre des communautés divisées par la guerre civile, notamment des groupes de pasteurs tels que les Mundari ou les Dinka. [Les tournois organisés à Juba](#) et dans d'autres centres urbains rassemblent des groupes de différentes tribus et ethnies qui entrent en compétition, pour des prix tels que le bétail. Ces événements peuvent attirer de grandes foules et contribuer à restaurer la bonne foi entre des communautés qui peuvent être actrices dans un conflit ou à une razzia de bétail.



Les matchs de lutte sont l'occasion pour les membres des différents groupes ethniques pastoraux du Soudan du sud d'interagir et de restaurer les relations sociales qui ont été déchirées par des années de violence. Cette image présente des membres du groupe ethnique Mundari luttant dans une parcelle poussiéreuse où ils ont amené du bétail et des moutons pour les vendre. Crédit photo : RobertoSchmidtO/AFP via Getty Images

## 6.4 - Réduire la distance sociale

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE

**Description** : La transformation des relations entre les communautés mobiles et sédentaires peut être compliquée par la distance physique à travers des espaces éloignés, avec peu de technologie de communication, numérique ou autre. L'absence de rencontres en présentiel dans une région dominée par la violence peut intensifier cette polarisation. Lorsqu'il n'est pas possible de mettre en place une programmation de groupe à groupe en raison d'un conflit ou de la distance physique, les médias de masse (radio, télévision) et les outils de communication directe (services téléphoniques, médias sociaux) peuvent aider à rapprocher les groupes au-delà des lignes de division, en rétablissant la confiance et la solidarité. Les services de télécommunications peuvent être limités ou inaccessibles aux communautés vivant dans des zones reculées, mais il existe néanmoins de nombreuses façons d'utiliser les outils de communication de manière créative pour atteindre les populations mobiles.

#### Exemple 6.4

#### SE SERVIR DES COMITÉS DE PAIX DES CARTES MÉMOIRES MOBILES POUR ATTEINDRE LE PUBLIC PASTORAL EN RCA

Dans l'est de la République centrafricaine, des conflits ont éclaté entre les Peuls mobiles et les agriculteurs locaux. En réponse, "Invisible Children" a engagé toutes les parties, y compris les autorités locales, dans des campagnes de messages pour contrer ces hostilités. Les messages et la musique ont été enregistrés en fulfulde (la langue parlée par les pasteurs peuls de toute l'Afrique centrale), avec des responsables de la société civile voyageant même pour un mariage peul afin d'enregistrer de la musique traditionnelle. Les messages et la musique ont ensuite été téléchargés localement sur des cartes micro mémoires pour être diffusés parmi les pasteurs, en copiant un moyen populaire pour les pasteurs de cette région de partager de la musique ou d'autres médias.



Les cartes mémoires pour téléphones portables sont un outil permettant aux éleveurs de communiquer et de partager des médias lorsque l'accès aux services de télécommunications est limité. Cette image présente un groupe en RCA écoutant des messages de paix à partir d'une carte mémoire partagée (à gauche) et d'une carte mémoire dans le téléphone (à droite). Crédit photo : Nathan Garcia pour Invisible Children, 2018

## Qu'est-ce qui est à l'origine du succès de l'utilisation des outils de communication dans la consolidation de la paix ?

> **Les programmes utilisent des canaux de communication qui sont familiers aux pasteurs et dignes de confiance à leurs yeux.** Même pour les personnes qui ne peuvent pas accéder aux services téléphoniques ou à l'internet, la communication à distance est toujours possible, notamment grâce à l'utilisation des cartes mémoires mobiles. Les techniques de communication analogique de longue distance utilisées par les populations n'ayant pas accès aux télécommunications peuvent se limiter au bouche-à-oreille (éclaireurs, messagers), mais cela ne les rend pas moins efficaces. Les intervenants doivent se concentrer sur l'identification et l'utilisation des canaux de communication qui sont utilisés et sur la validation de ces pratiques avec les pasteurs.

> **Les programmes mettent en place des canaux pour le partage régulier de l'information.** Une communication cohérente est un élément clé de la gestion des ressources dans les espaces partagés, ce qui constitue un défi pour les communautés qui ont des contacts peu fréquents. Là où les services de télécommunication sont accessibles, les programmes peuvent encourager les liens directs entre les responsables pastoraux mobiles et sédentaires. Les responsables pastoraux peuvent alerter le chef du village voisin lorsque du bétail sera dans les environs. Si les troupeaux commencent à piétiner ou à manger les cultures locales, les plaintes peuvent être rapidement transmises et traitées. Les informations sur des sujets tels que le temps et les itinéraires de migration peuvent également être partagées par le biais d'émissions de radio ou d'autres médias de masse, lorsque la couverture téléphonique est faible. Toutefois, ce type de partage d'informations est plus efficace lorsqu'il s'accompagne d'une communication en face à face. Les outils de communication peuvent également être utilisés à des fins éducatives (comme les programmes d'alphabétisation par radio menés par la Commission nationale pour l'éducation des nomades du Nigeria).

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec de l'utilisation des outils de communication dans la consolidation de la paix ?

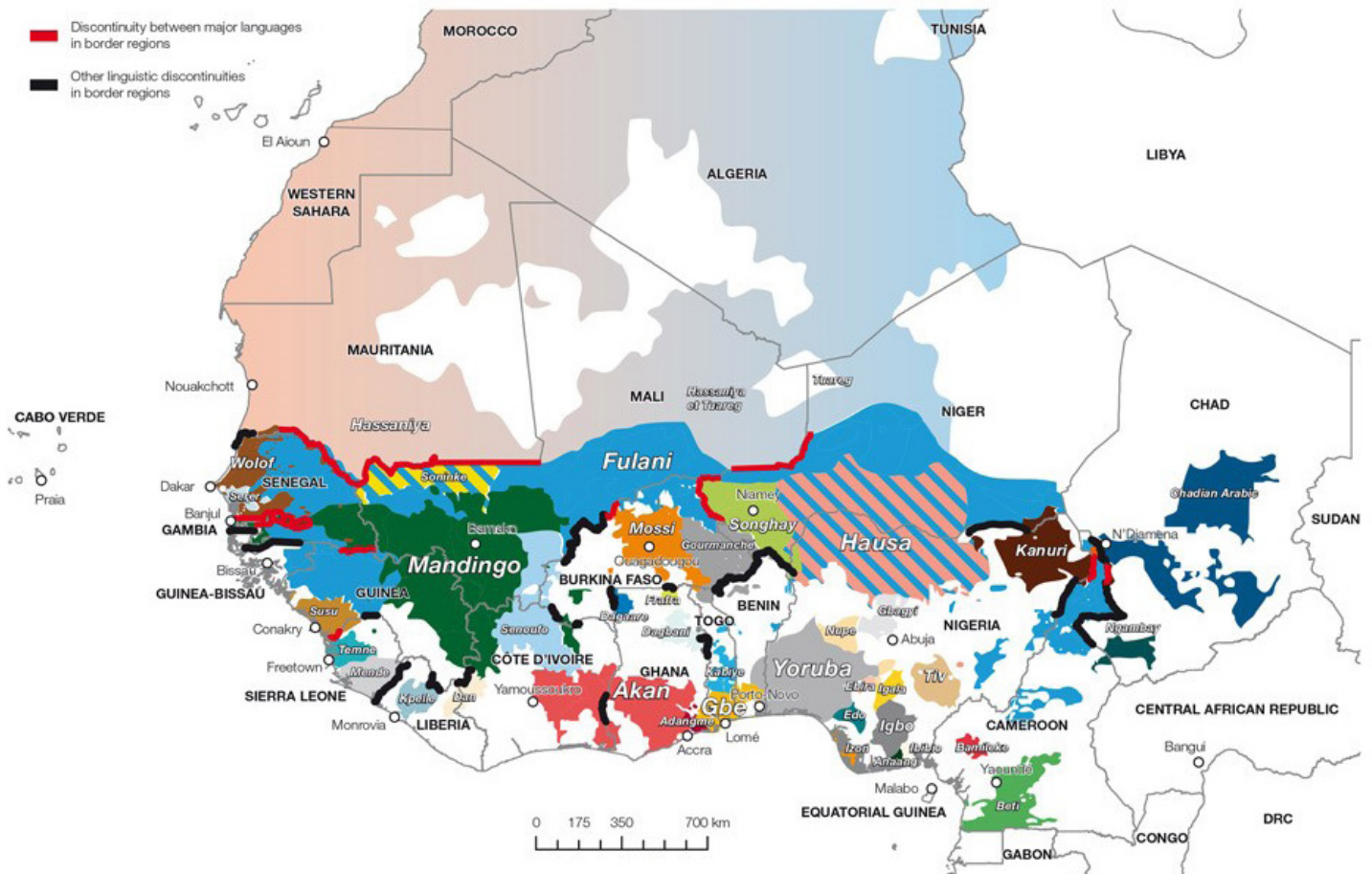
> **Les communautés locales manquent de services de communication ou de connaissances numériques.** Les pasteurs qui font migrer leur bétail à travers des pâturages éloignés sont souvent loin de la portée des réseaux de télécommunication. Cet isolement, ainsi que les faibles niveaux d'alphabétisation en général, peuvent limiter les connaissances du numérique dans les communautés pastorales.



Les programmes radio peuvent contribuer à combler le fossé physique et social entre les communautés mobiles et sédentaires. Cette image présente des présidents de la Miyetti Allah Cattle Breeders Association of Nigeria (Association des éleveurs de bétail Miyetti Allah du Nigeria) et de la All farmers Association of Nigeria (Association des agriculteurs du Nigeria) mènent une discussion dans le cadre du programme radio Plant Naija. Crédit photo : Search for Common Ground



## LANGUES VERNACULAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST



Extrait : OECD/SWAC (2017), Cross-border Co-operation and Policy Networks in West Africa, OECD Publishing, Paris  
Source: OECD/SWAC 2009

© 2017. Sahel and West Africa Club Secretariat (SWAC/OECD)

**Les programmes doivent être adaptés au paysage linguistique.** Il n'existe pas de langues largement partagées dans la région Soudano-sahélienne, et la distance physique adoptée par les groupes pastoraux est souvent due aux barrières linguistiques. Les pasteurs, qui ont souvent un accès limité à l'éducation formelle, peuvent rencontrer des barrières linguistiques avec les communautés d'accueil ou avec l'État central. L'apprentissage des géographies des lingua franca spécifiques (Hausa, pidgin Fulfulde) permettra d'améliorer les stratégies d'intervention, d'affiner le contenu des médias et d'éclairer les efforts de sensibilisation.

## 6.5 - Le langage inclusif dans les messages publics

### TYPE D'INTERVENTION : DIPLOMATIE PUBLIQUE

**Description** : Les messages publics concernant le pastoralisme et les conflits risquent d'attiser les hostilités par des reproches ou des accusations implicites, alimentant ainsi des tensions identitaires plus profondes. Les personnalités des médias, les diplomates et d'autres personnalités publiques jouent un rôle essentiel pour déterminer si les gens considèrent les pasteurs comme des envahisseurs violents ou comme des membres d'une communauté commune (Voir également [7.3 - Messages publics sur le « pastoralisme marginal »](#)).

### Qu'est-ce qui rend les messages publics inclusifs ?

> **Les fonctionnaires sollicitent des perspectives diverses.** Les conflits liés aux pratiques de subsistance, telles que l'élevage et l'agriculture, touchent au cœur de l'identité culturelle et peuvent susciter des émotions fortes qui se

répercutent au-delà des parties directement concernées. Il est facile pour les messages publics à propos de ces conflits de devenir réductifs et polarisés à cause de ceux qui vivent dans les capitales ou les zones urbaines, car la désinformation est amplifiée dans les médias. Cependant, les histoires vulgarisées dans les médias ou par des personnalités de premier plan peuvent ne pas refléter fidèlement l'expérience vécue par les pasteurs ou les populations rurales éloignées. Les journalistes, les diplomates et les personnalités publiques devraient donner la priorité à un bon nombre de voix — pas seulement aux pasteurs mais aussi à tous ceux qui vivent à la périphérie — lorsqu'ils portent un jugement ou tirent des conclusions sur des événements conflictuels liés au pastoralisme.

> **Les messages publics reconnaissent les multiples facteurs de conflit et font preuve d'empathie envers les victimes de la violence.** Comme illustré tout au long de ce dossier d'information, les conflits liés au pastoralisme sont souvent alimentés par une intersection de multiples facteurs et causes: des politiques d'utilisation des terres aux mouvements ethno-nationalistes. Isoler une cause



Exemple  
6.5

### DISCOURS ETHNICISÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

Plusieurs mouvements insurgés dans la région Soudano-Sahélienne se sont établis des soutiens en utilisant les griefs des pasteurs ou les identités ethno-religieuses, de [l'Etat islamique dans le Grand Sahara](#) à l'UPC en RCA. Un élément principal de la plate-forme de l'insurrection de Katiba Maacina au Mali, par exemple, est le libre accès aux riches ressources en pâturages du delta intérieur du Niger, et ces appels ont trouvé un écho parmi les pasteurs fulanis qui constituent une part importante des membres du groupe. La participation des communautés fulanis (traditionnellement pastorales aux insurrections organisées et à la violence intercommunautaire est souvent décrite dans les médias et dans les discours publics comme une avancée vers la « fulanisation » ou « l'islamisation » plutôt que comme une réponse à la concurrence pour les ressources. Même lorsque cette rhétorique est employée pour attirer l'attention sur les violences commises à l'encontre des civils — comme dans le cas de violences contre les Dogons au Mali ou les agriculteurs chrétiens au Nigeria — elle peut avoir des conséquences néfastes. L'utilisation d'un langage aussi chargé peut éroder la distinction importante entre les Fulanis en tant que groupe ethnique comptant des dizaines de millions de personnes et le petit nombre de personnes qui s'engagent dans des activités insurrectionnelles ou violentes.

de conflit tout en négligeant les autres peut indiquer à certaines communautés que leurs expériences ou leurs griefs sont insignifiants. Se focaliser sur l'activité criminelle, par exemple, revient à ignorer les préoccupations légitimes des populations exclues des ressources pour des raisons ethniques. Les messages publics doivent reconnaître la nature intersectionnelle et historique de ces conflits, sans pour autant ignorer le devoir du gouvernement de garantir la sécurité, les droits et l'accès aux services pour tous les citoyens.

## Qu'est-ce qui rend les messages publics divisifs?

> **Les messages justifient le blâme collectif de populations entières.** Lorsqu'un titre d'actualité ou une déclaration publique se focalise sur l'identité ethnique ou religieuse de l'auteur d'un crime, cela peut contribuer à donner l'impression erronée que tous les membres de ce groupe sont à blâmer. C'est un défi fréquent dans la description des attaques impliquant des fulanis. L'utilisation de surnoms tels que « terroriste fulani » renforce l'idée selon laquelle l'identité ethnique fulani est en quelque sorte une cause de violence. Cela peut être une ligne difficile

à suivre lorsque l'on discute de conflits impliquant des milices ou des groupes d'insurgés organisés autour d'une base ethnique ou d'une identité religieuse particulière. Les intervenants peuvent s'attaquer à ce risque en soutenant la formation des journalistes locaux aux reportages sensibles aux conflits et en veillant à ce que toute déclaration des responsables publics évite tout langage stigmatisant des identités spécifiques.

> **Les autorités semblent partiales en ne tenant pas compte du témoignage des groupes minoritaires.** Les parties aux conflits basés sur l'identité se perçoivent comme des victimes, jamais comme des coupables. Les efforts visant à mettre en évidence ou à donner la priorité aux idées ou aux demandes d'un groupe, même si c'est dans l'intérêt de l'équité, peuvent être perçus comme un affront à l'égard des autres groupes. Ce dossier d'information a mis l'accent sur les préoccupations et les réalités auxquelles sont confrontés les pasteurs, mais les perspectives et l'expérience des agriculteurs ruraux sont tout aussi valables. Les préoccupations de toutes les communautés doivent être inventoriées et intégrées dans tout exercice public, des campagnes de communication aux audiences publiques.

OPINION | COMMENTARY

### *The New War Against Africa's Christians*

Fulani raiders 'are Islamic extremists of a new stripe, more or less linked with Boko Haram,' but present throughout Nigeria.

### Nigerian Christian killed in Fulani ambush attack as violence skyrockets

By Jackson Elliott, Christian Post Reporter [FOLLOW](#)

## Rise up, defend your state against herdsmen attack – TY Danjuma

Sunday, March 25, 2018 8:18 am | Daily News Headlines | 3 Comment(s)

*La représentation des groupes ethniques pastoraux dans les médias d'information peut renforcer les préjugés entre groupes et les cycles de conflit. Cette image présente une sélection de titres d'actualité qui illustrent la façon dont le langage potentiellement divisif apparaît dans les médias, du journal Wall Street (en haut à gauche), du PM News (en haut à droite) et du Christian Post (en bas).*

# Questions importantes

## LORSQUE LE MODULE 6 EST ADAPTÉ À VOTRE CONTEXTE

### 1. Qui rend la justice ?

- Vers qui les membres de la communauté se tournent-ils pour résoudre les conflits liés au bétail ?
- Existe-t-il des forums concurrents ou qui se bousculent pour résoudre les conflits ?

### 2. Ces systèmes sont-ils suffisants/satisfaisants ?

- Les membres de la communauté ont-ils le sentiment que les structures ou mécanismes de résolution des conflits liés aux ressources sont équitables et aboutissent à des résultats satisfaisants ? Comment les femmes sont-elles adéquatement représentées dans ces structures et mécanismes ?
- Les dirigeants communautaires ou les autorités locales sont-ils considérés comme représentant équitablement les intérêts des pasteurs mobiles et des populations sédentaires ?

### 3. Quels sont les rapports entre les communautés pastorales et les communautés d'accueil ?

- Où interagissent régulièrement les populations pastorales et agricoles ?
- Quels sont les liens sociaux ou économiques qui les unissent et comment ces liens peuvent-ils être documentés ?

### 4. Comment atteindre les pasteurs ?

- Quel est le niveau des technologies de communication disponibles pour les personnes vivant dans des zones reculées ?
- Quels sont les canaux existants permettant aux pasteurs de communiquer entre eux et avec d'autres communautés ?
- Quels types de programmes d'information, d'éducation et de divertissement peuvent atteindre divers groupes de pasteurs ?

### 5. Comment les pasteurs sont-ils représentés dans les médias et les discours publics ?

- Les communautés d'accueil considèrent-elles les pasteurs comme un risque pour la sécurité ?
- Quel est le niveau de fiabilité des reportages des médias ?
- Est-il courant de voir un blâme ou une rétribution collective dans le cadre des crimes impliquant le pastoralisme ? Ce blâme est-il justifié en termes d'identité ethnique, religieuse ou tribale ? Quelles sources d'information alimentent ces récits ?

## Passez à :



**MODULE 1 – DÉVELOPPEMENT RURAL** – Cultiver une croissance économique rurale équitable et réduire les causes chroniques de conflits.



**MODULE 2 – ENVIRONNEMENT ET PRÉSERVATION** – Incorporation des conflits liés au pastoralisme dans les efforts de préservation.



**MODULE 3 – GOUVERNANCE ET ÉTAT DE DROIT** – Encourager la participation du public à la gouvernance des pâturages pastoraux.



**MODULE 4 – INTÉGRATION RÉGIONALE** – Comprendre les aspects régionaux et transfrontaliers des moyens de subsistance des pasteurs et leur rôle dans le conflit.



**MODULE 5 – GENRE ET AUTONOMISATION DES FEMMES** – Renforcer le rôle des femmes dans la prise de décision et comprendre la question du genre dans les conflits-liés au pastoralisme.



**MODULE 7 – APPLICATION DE LA LOI ET CONTRE-TERRORISME** – Aborder l'intersection du pastoralisme transfrontalier, de la criminalité et des insurrections.



**MODULE 8 - LA CONSOLIDATION DE LA PAIX NUMÉRIQUE** - Intégrer les nouvelles technologies dans la prévention des conflits



**RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES**





La société civile et les forces de sécurité collaborent dans le cadre du programme de Search for Common Ground au Soudan du sud. Crédit photo : Search for Common Ground

# Module 7

## Application de la loi et lutte contre le terrorisme

## CE MODULE ABORDE COMMENT :

1. Développer des approches de sécurité centrées sur la communauté, adaptées aux besoins des populations pastorales et n'alimentant pas la polarisation.

## Le problème

Le pastoralisme est de plus en plus mentionné dans les discussions politiques et discussions de programmation sur la criminalité transfrontalière, ainsi que et dans l'activité des groupes armés, car les pasteurs sont souvent présentés comme des vecteurs potentiels de la criminalité violente et/ou du terrorisme transnational. Bien que fondé sur des préoccupations valables concernant les activités de certains pasteurs, ce prisme est également utilisé pour justifier les pratiques discriminatoires ou abusives des forces gouvernementales et des communautés locales.

Partout dans le monde, l'élevage est le point central des activités criminelles lorsque la demande de viande et de produits animaux explose, comme c'est le cas dans la région soudano-sahélienne. Le bétail est l'un des biens les plus précieux que l'on puisse posséder dans les zones rurales, et les routes de migration pastorale traversent fréquemment les territoires reculés où prospèrent les groupes criminels. Le vol de bétail ou l'extorsion des propriétaires de bétail n'est pas une pratique nouvelle, mais ces dernières années, la prolifération des armes et la force croissante des groupes criminels et insurgés ont entraîné des affrontements plus fréquents et plus meurtriers entre les voleurs professionnels et les gardes de bétail armés. Le maintien de l'ordre dans les zones frontalières et les territoires ruraux est un défi, même en dehors des zones de conflit actif, et de nombreux États ne disposent pas des ressources pour se protéger contre le banditisme croissant.

Pour protéger leurs moyens de subsistance, les pasteurs se sont adaptés de différentes manières. Les propriétaires de bétail plus riches engagent davantage de gardes armés lorsqu'ils doivent faire passer leur bétail par des territoires

peu sûrs, tandis que de nombreux éleveurs de subsistance sont contraints de se déplacer vers de nouvelles régions ou de nouveaux itinéraires où ils peuvent entrer en conflit avec les agriculteurs locaux. Les pasteurs sont contraints de se déplacer vers de nouvelles régions, ou de prendre nouveaux itinéraires où ils peuvent entrer en conflit avec les agriculteurs locaux. Certains pasteurs ont formé des alliances avec des groupes armés locaux, servant d'intermédiaires pour l'approvisionnement ou la communication. Par exemple, certains pasteurs Mbororo du nord de la RDC ont été accusés de soutenir l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), bien que les Mbororo eux-mêmes soient souvent victimes de la violence de la LRA.

Bien que les pasteurs soient des cibles courantes de vol ou d'exploitation, certains se livrent également au trafic ou au braconnage. Les routes de migration pastorale qui traversent des territoires reculés et des frontières échappant à la surveillance des États peuvent être idéales pour le transport de drogues, d'armes ou d'autres marchandises illicites. Bien que les pasteurs qui s'adonnent à la violence ou à des activités criminelles ne représentent qu'une minorité, leur comportement a souvent été évoqué pour provoquer la peur des pasteurs ou de groupes ethniques pastoraux spécifiques (voir [Module 6 – Gestion des conflits](#)). La perception selon laquelle les pasteurs constituent généralement une menace pour la sécurité semble justifiée en raison des tactiques qu'ils utilisent pour survivre: ils s'arment pour se protéger des bandits, évitent les autorités de l'État lorsqu'ils traversent la frontière, ou voyagent le long des routes qui ont été choisies pour la contrebande. Aux yeux du public, ces nuances sont diluées dans une description en noir et blanc des groupes pastoraux comme des criminels, une simplification que ne remettent pas en cause les responsables nationaux de l'application des lois et de la lutte contre le terrorisme.

## STRATÉGIES D'INTERVENTION

### [7.1 - Sécurité axée sur la communauté](#)

### [7.2 - Réforme du secteur de la sécurité](#)

### [7.3 - Messages publics sur le « pastoralisme marginal »](#)



Les pasteurs portent souvent des armes légères pour protéger leurs troupeaux. Cette image présente un homme se déplaçant, armé d'un fusil au milieu du bétail à Udier, Sud Sudan. Crédit photo : Simon Maina/AFP via Getty Images

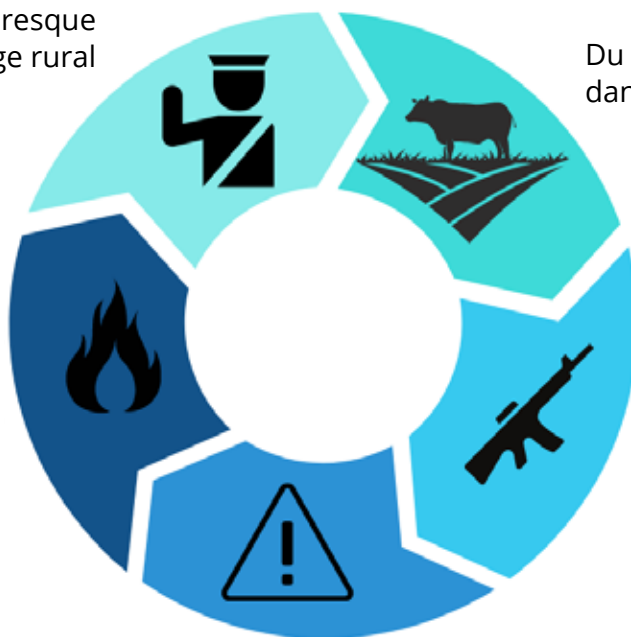
## CYCLE D'INSTABILITÉ DANS LES ZONES PASTORALES

L'État de droit est presque inexistant dans un village rural

Du bétail pastoral est volé dans un marché local

Une accusation de dommages aux cultures ou de vol de bétail se transforme en attaques de

D'autres propriétaires de bétail engagent des gardes armés ou forment des groupes d'autoprotection



Les habitants du village considèrent les bergers armés comme une menace

# 7.1 - Sécurité axée sur la communauté

## D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE / POLITIQUE

**Description :** Les chefs communautaires sont souvent les premiers à identifier et à réagir face aux menaces violentes, en particulier dans les pâturages éloignés où les forces de sécurité sont peu déployées. Ces dirigeants locaux peuvent servir d'yeux et d'oreilles aux forces de sécurité pour les aider à concentrer leurs interventions dans les zones à haut risque de vol de bétail, de contrebande, d'enlèvement ou de meurtres en guise de représailles. En outre, les systèmes d'alerte rapide (SAP) gérés par des civils dans les régions reculées peuvent fournir aux prestataires de services de sécurité débordés des informations essentielles sur les endroits où ils doivent focaliser leurs ressources limitées (voir également [4.3 - Coordination régionale de la sécurité](#)). La sécurité axée sur la communauté dans les zones contestées ou apatrides exige toutefois un équilibre minutieux des intérêts et un renforcement substantiel de la confiance. Stimuler la collaboration avec les groupes pastoraux peut s'avérer particulièrement difficile car la confiance placée en les autorités de l'État peut être très faible après une longue histoire de négligence.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès de la sécurité axée sur la communauté ?

> **Les programmes dirigent les possibilités de collaboration entre les civils et les forces de sécurité afin d'établir la confiance.** Les solutions de sécurité efficaces implémentées par la communauté ne peuvent pas être définies lorsque les citoyens locaux craignent les forces de sécurité. Ces derniers peuvent soumettre les citoyens au racket, adopter des comportements de recherche de rente ou collaborer ouvertement avec les criminels. Dans des cas où les pasteurs ont vécu des expériences similaires, ils éviteront les forces de sécurité de l'État. Rétablir cette confiance nécessite l'augmentation de la fréquence et la profondeur des interactions positives entre les civils et les acteurs de la sécurité. Au Niger, par exemple, Search a créé des opportunités de contact et de connexion entre les forces de sécurité et les citoyens locaux

### Exemple 7.1a



## LES COMMUNAUTÉS ET LES AGENTS FRONTALIERS FONT FACE AU VOL DE BÉTAIL À LIPTAKO-GOURMA

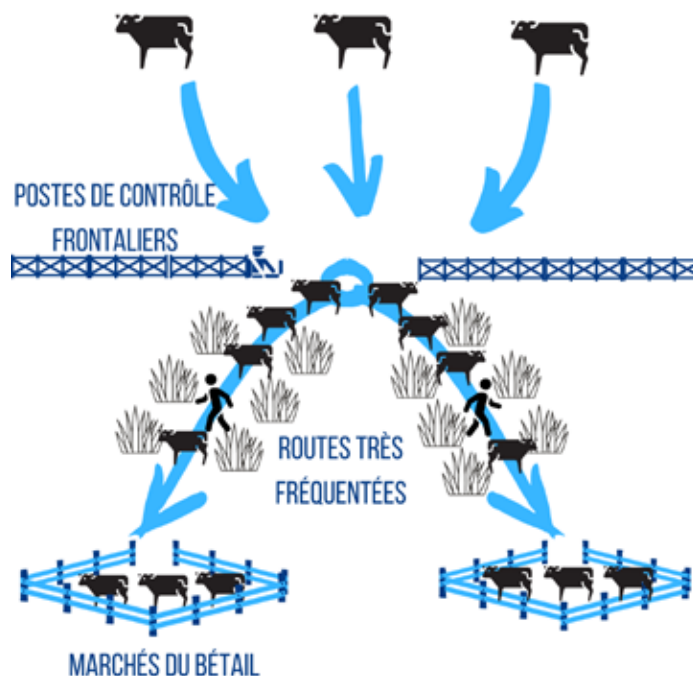
Le long de la frontière entre le Mali et le Niger, les réactions des forces de l'ordre aux vols de bétail ont été entravées par les déplacements de bétail à travers les frontières. Les autorités nigériennes qui tombent sur du bétail volé venant du Mali n'ont aucun moyen de savoir comment entrer en contact avec les propriétaires. Et les victimes de vol n'ont aucun moyen d'atteindre les autorités et doivent prendre sur elles de partir à la recherche de leur bétail. À partir de 2017, Search a mené une intervention visant à renforcer la confiance et la coordination entre les autorités et les communautés locales des zones frontalières. Cette intervention comprenait notamment un dialogue entre les forces de sécurité, la mise en place d'un réseau d'alerte rapide et l'organisation de forums permettant aux pasteurs de s'entretenir directement avec les forces de sécurité. Des canaux plus efficaces pour le partage de l'information ont été obtenus comme résultat. Les victimes de vol pourraient apporter des informations essentielles, telles que l'heure et le lieu où leurs animaux ont été enlevés, plutôt que de ressentir le besoin de se faire justice elles-mêmes.

par la participation conjointe à [descourses de chameaux](#). Stimuler des voies de confiance et de communication peut permettre aux pasteurs et aux forces de sécurité locales de travailler ensemble pour récupérer le bétail volé, même au-delà des frontières nationales. Les formes pratiques de coopération locale (par exemple, les comités de surveillance de quartier) doivent être consolidées par des activités de plaidoyer qui tiennent les entités ayant des devoirs responsables des violations des droits commises à l'encontre des groupes de pasteurs (ou d'autres groupes ruraux).

> **Les forces de sécurité ouvrent la voie aux services humanitaires et à la consolidation de la paix locale.** Dans la région soudano-sahélienne, bon nombre des principaux foyers de violence liés au pastoralisme sont des régions peu sûres où les programmes de consolidation de la paix et de développement ne peuvent pas fonctionner.

Les missions de maintien de la paix ou d'autres forces de sécurité peuvent fournir des «espaces sûrs» où le personnel du programme et les bénéficiaires peuvent se rencontrer pour dialoguer sur les itinéraires de transhumance, les écoles mobiles de terrain ou le commerce local.

> **L'analyse participative des risques permet aux citoyens de transmettre les informations aux forces de l'ordre dans les zones à haut risque.** Dans les régions reculées où les forces de l'ordre manquent de ressources et de personnel, le banditisme rural peut devenir une grave menace publique, entravant les moyens de subsistance locaux et mettant en danger les exploitations de bétail. Les communautés locales ont souvent une connaissance précieuse de la manière dont les acteurs de la criminalité opèrent dans leur environnement, souvent plus que les forces de sécurité de l'État qui sont généralement des étrangers. Cet avantage met la communauté sur un pied d'égalité avec les forces de l'ordre et ouvre la voie à une résolution conjointe des problèmes avec la communauté en tant que partenaire, et pas seulement en tant que victime, en tant que source d'information ou suspect. Redéfinir la sécurité publique par le biais de partenariats communautaires peut aider les forces de l'ordre à donner la priorité aux menaces publiques spécifiques qui comptent le plus pour les citoyens.



*Le déplacement du bétail pastoral dans des zones peu sûres le rend vulnérable aux vols ou aux extorsions. Il existe un certain nombre de potentiels «goulots d'étranglement» où le bétail peut être en danger. Les mouvements transfrontaliers peuvent constituer un moment à haut risque pour les vols, car le déplacement de bétail volé d'une juridiction à l'autre peut leur permettre de ne pas être appréhendés, et les forces de sécurité sont souvent incapables de surveiller les zones frontalières reculées. Les itinéraires de transhumance bien établis peuvent également être des cibles faciles pour les groupes armés qui installent des barrages routiers et exigent des frais de passage. Enfin, les marchés de bétail peuvent aussi être des zones à haut risque, car ce sont des endroits où le bétail se rassemble en masse et qui offrent souvent peu d'infrastructures de sécurité physique.*

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec de la sécurité axée sur la communauté ?

> **Les communautés se mobilisent en groupes d'autodéfense.** Les activités des groupes d'autodéfense constituent une source majeure d'instabilité dans les



*En RCA, des groupes armés ont utilisé des barrages routiers pour extorquer des bergers de passage, ce qui a contraint certains pasteurs à emmener leur bétail dans d'autres régions ou à abandonner leurs moyens de subsistance. Cette image présente un pasteur emmenant son bétail dans un marché de la banlieue de Bangui, en République centrafricaine. Crédit photo : Jean Chung/Getty Images*

## Exemple 7.1b



### LES FORCES DE MAINTIEN DE LA PAIX PROTEGENT LES MARCHÉS D'ABYEI

Dans la région frontalière contestée d'Abyei entre le Soudan et le Soudan du Sud, l'accès aux pâturages et aux terres agricoles a été un point clé du conflit entre les communautés Misseriya et Dinka Ngok. Les pasteurs Misseriya du nord ont longtemps fait migrer leur bétail vers le sud à Abyei pour accéder aux pâturages et à l'eau pendant la saison sèche, et les commerçants des deux communautés se retrouvaient sur les marchés locaux pour vendre du bétail et d'autres marchandises. Dans le contexte de la violence civile et de l'indépendance du Soudan du Sud, ces interactions se sont toutefois effondrées. Les liens économiques ont été partiellement revitalisés en 2016 avec le marché d'Amiet, qui a été établi suite à une série d'efforts de consolidation de la confiance entre les communautés, facilités par des organisations tierces comme Concordis International et la FAO. En raison de l'insécurité permanente à la frontière, la force intérimaire de sécurité des Nations unies pour Abyei est intervenue pour assurer la protection des commerçants. Sans l'approche coordonnée entre les interventions civiles de consolidation de la paix, susceptibles de rétablir les relations intercommunautaires, et la présence de forces de sécurité internationales, pouvant apporter un élément de sécurité, ce lieu de commerce n'aurait pas été possible, compte tenu des conflits en cours.

zones reculées de la région Soudano-Sahélienne où les civils n'ont pas accès à la justice des institutions publiques. Les communautés directement menacées par des groupes armés non étatiques ou des groupes rivaux ne peuvent pas compter sur la protection de l'État et peuvent prendre les armes pour se défendre. Les communautés pastorales ou agricoles peuvent former des milices d'autodéfense pour protéger le bétail ou les cultures ou pour se venger en réaction aux attaques ou à la destruction des biens. Les interventions axées sur des solutions communautaires en vue de la sécurité doivent veiller à éviter de créer des opportunités pour la violence des groupes d'autodéfense ou de renforcer la crédibilité des milices. Les interventions programmatiques qui sont bien gérées et qui établissent des rôles et des responsabilités mutuellement convenus pour les civils et les forces de sécurité peuvent être une mesure précieuse pour éviter de s'en remettre à la protection ou à la justice d'autodéfense.

> **Les autorités locales ou nationales considèrent les approches communautaires de la sécurité comme une menace.** La structure institutionnelle de l'application de la loi varie dans la région soudano-sahélienne, et il n'existe pas de modèle unique qui fonctionne dans toute la région. Les interventions visant à renforcer le rôle des dirigeants communautaires dans la sécurité locale peuvent être considérées comme un défi pour les autorités locales ou nationales, en particulier dans les régions où l'autorité de l'État est déjà défiée par les groupes armés non étatiques.



Les forces de sécurité dotées d'un mandat et d'une capacité spécialisés pour s'occuper des questions de sécurité liées au pastoralisme sont essentielles, mais qui doit jouer ce rôle ? Cette image est celle d'un soldat de la paix pour la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) montant la garde à Abyei en 2010. Abyei a été une ligne principale de faille dans le conflit le long de la frontière entre le Soudan et le Soudan du sud, et représente une région clé pour la transhumance transfrontalière. Crédit photo : Guillaume Lavalee/AFP via Getty Images

## 7.2 - Réforme du secteur de la sécurité

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATIQUE/POLITIQUE

**Description :** Les pâturages ouverts et les frontières poreuses qu'habitent les pasteurs sont propices aux groupes armés qui se livrent à la contrebande, au vol de bétail ou à d'autres activités illicites. En tant que cibles faciles pour le vol ou l'extorsion, les pasteurs ont réagi en s'alliant à des groupes de miliciens, en engageant des services de sécurité privés ou en retirant le bétail des routes reconnues et des postes de contrôle frontaliers officiels. Renforcer la sécurité dans ces territoires reculés et garantir la sécurité de la transhumance réduirait la violence et couperait les revenus des groupes insurgés et des syndicats criminels. Dans certains États, ces zones sont surveillées par des forces de sécurité spécialisées (comme la Garde nomade au Tchad ou les Agro-Rangers au Nigeria). En théorie, ces types de forces comblent une lacune importante dans le domaine du maintien de l'ordre en tant que force légère et facilement mobile, capable de s'engager auprès des communautés dans les zones plus reculées. Cependant, ces forces manquent souvent de ressources par rapport aux groupes criminels locaux. Les forces de l'ordre spécialisées et la sécurité des frontières se heurtent à un manque de ressources et de capacités techniques, des difficultés qui sont aggravées par un manque de confiance et de responsabilité de la part du public. Tout programme de réforme du secteur de la sécurité visant à lutter contre le banditisme rural et l'activité des insurgés doit être adapté pour faire face aux tensions potentielles entre les forces de sécurité et les populations pastorales ou les autres habitants des territoires reculés.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès de la réforme du secteur de la sécurité ?

> **Le mandat des forces de sécurité concernées est révisé pour inclure la violence liée au pastoralisme.** La participation des pasteurs à des insurrections ou à des crimes violents présente des défis inédits pour les forces de l'ordre et le secteur de la sécurité au sens large— tout comme le suivi des mouvements transfrontaliers, l'établissement d'un accès et d'une confiance avec les

### Exemple 7.2

### UNE APPLICATION DE LA LOI AMBULANTE AU TCHAD

Garde Nationale et Nomade du Tchad (GNNT) (à l'origine la Garde territoriale est une force de sécurité nationale tchadienne formée dans les années 1960 pour assurer la sécurité des autorités, protéger les bâtiments publics et les prisons, et maintenir l'ordre dans les zones rurales. Les officiers opérant à cheval ou à dos de chameau sont adaptés pour négocier le terrain dans les régions nomades. En tant que responsables du maintien de l'ordre dans les zones rurales, ils sont souvent chargés de surveiller les itinéraires de transhumance et les activités dans les parcs nationaux, ainsi que de lutter contre le vol de bétail. Bien que la GNNT représente un exemple d'agence de force de l'ordre adaptée à un contexte de pasteurs nomades, elle a fait l'objet d'accusations de discrimination, de punitions excessives et de [mauvaise coordination avec les autres forces de sécurité](#). En [octobre 2018](#), par exemple, le général de la GNNT Saleh Brahim a arrêté 15 chefs de village pour avoir refusé de signer un document de renonciation à leur droit de propriété foncière et les a soumis à des traitements dégradants.



*La Garde nationale et nomade du Tchad est un exemple de force plus spécialisée dans le maintien de l'ordre en ce qui concerne les crimes liés au bétail à la frontière. Cette image présente des gardes qui patrouillent avec des chameaux à la frontière entre le Soudan et le Tchad à Abulu Kore*

communautés reculées, et la distinction entre les citoyens bergers armés et les combattants à temps partiel. Il existe un besoin évident de prestataires de services de sécurité possédant les compétences, l'expertise et le mandat nécessaires pour lutter contre le vol de bétail et les violences connexes dans les zones pastorales. Cependant, le pastoralisme n'a pas été intégré de manière cohérente dans le mandat et la mission des forces militaires, de contre-terrorisme ou de maintien de la paix qui s'occupent de ces questions. Un [examen des missions de maintien de la paix de l'ONU](#) dans la région soudano-sahélienne a révélé que seule une mission — la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation en RCA (MINUSCA) — sur les six missions qui traitent du pastoralisme dans leurs opérations, y fait référence dans son mandat de 2019. Sans un accent plus explicite sur la violence liée au pastoralisme, la collaboration avec les groupes de citoyens qui s'attaquent aux causes profondes restera ponctuelle.

**> Les mécanismes s'assurant du respect des droits et de communication sont mobiles et bien adaptés aux besoins spécifiques des communautés pastorales.**

Les groupes ethniques pastoraux ont été victimes d'abus et d'atrocités non seulement dans le cadre d'attaques intercommunautaires, mais aussi lors des violences sanctionnées par l'État. En 2020, par exemple, la révélation de fosses communes de victimes majoritairement fulanis découvertes au Burkina Faso a conduit les [citoyens à accuser](#) les forces gouvernementales d'exécutions ciblées. Le suivi des droits des communautés pastorales est confronté à un certain nombre de défis, en premier lieu le manque d'accès et de confiance. Des stratégies mobiles et fortement mises en réseau sont nécessaires pour atteindre les groupes pastoraux en déplacement. Les observateurs civils peuvent également être intégrés aux forces de sécurité de l'État qui patrouillent dans les zones pastorales reculées où les vols de bétail, la contrebande et la criminalité armée sont florissants. Les observateurs des droits peuvent également opérer par le biais d'institutions intermédiaires (services vétérinaires, mosquées) pour suivre les rapports et confirmer les comptes secondaires par le biais de relations familiales établies, ou d'autres formes indirectes de recherche et de vérification.

**> Le pastoralisme transfrontalier est inclus dans le cadre des initiatives de lutte contre la corruption et de réforme du secteur de la sécurité.**

Le suivi et la surveillance de la transhumance transfrontalière offrent aux forces de sécurité de l'État des possibilités uniques d'extorsion, de collusion avec les réseaux de trafiquants et de racket. Les autorités de l'État, tout comme les groupes armés, sont connues pour imposer des taxes de passage sur le bétail qui passe ou pour exiger des pots-de-vin en échange de la facilitation de la contrebande ou du trafic illicite. Les pasteurs dont l'ensemble des moyens de subsistance est lié à l'acheminement du bétail vers les marchés n'ont guère d'autre choix que de s'y plier. L'absence de contrôle juridique signifie l'impunité pour les agents de sécurité opérant loin de l'autorité centrale. La formation des forces de sécurité ou des agents frontaliers aux droits de l'homme, à la responsabilité publique, à la sécurité communautaire et aux mesures de lutte contre la corruption doit intégrer un contenu spécialisé sur le pastoralisme.

**> Les programmes familiarisent les forces de sécurité avec les droits, les lois et les coutumes de la transhumance.**

Les politiques et les accords multilatéraux régissant l'accès aux ressources et les mouvements transfrontaliers sont souvent ambigus ou peu clairs sur la manière dont ils doivent être appliqués dans la pratique (voir [Module 3 –Gouvernance et État de droit](#)). Cette ambiguïté conduit à des situations où les forces de sécurité et les pasteurs ont des idées différentes sur ce qui est acceptable. Des cours de recyclage pour le personnel chargé de la surveillance des frontières ou des mouvements de bétail peuvent améliorer l'application des lois en vigueur.

**> Les programmes favorisent une meilleure coordination entre les agents des frontières, les organismes d'application de la loi et le système judiciaire dans les différentes juridictions nationales.**

La transhumance transfrontalière est une préoccupation partagée par des agences gouvernementales qui, autrement, ne collaboreraient peut-être pas - des forces militaires nationales qui surveillent le trafic d'armes aux gardes forestiers qui luttent contre le braconnage, en passant par les agents des frontières qui surveillent le bétail volé. La vision idéale pour sécuriser ces zones frontalières impliquera un équilibre entre les capacités et les mandats distincts des différentes forces de sécurité. Les forces militaires peuvent être bien adaptées pour sécuriser la frontière contre les attaques, mais elles ne doivent pas être utilisées pour remplacer les gardes-frontières qui sont chargés de vérifier que les troupeaux qui passent sont correctement enregistrés. Un système efficace implique une délimitation claire des responsabilités et des



mécanismes solides de collaboration entre les différentes forces de sécurité des deux côtés d'une frontière donnée.

> **Les programmes améliorent l'accès aux nouvelles technologies permettant de suivre les mouvements du bétail.** La possibilité de surveiller le bétail à grande échelle est inestimable pour prévenir les vols, réguler la taille des troupeaux sur les terres publiques et suivre la propagation des maladies. Des technologies telles que les [colliers GPS](#), déjà adoptées par certains propriétaires de bétail au Nigéria, peuvent réduire le fardeau qui pèse sur le personnel chargé de la sécurité et des frontières en manque de ressources. Les drones et autres moyens de surveillance aérienne peuvent également être des outils essentiels pour suivre les mouvements des troupeaux dans des zones de pâturage vastes et peu sûres, comme [l'a fait la MONUSCO](#) dans certaines régions de la RDC. La mise en œuvre de nouvelles technologies n'est pas seulement une question d'investissement dans les nouveaux outils, les connaissances et les infrastructures ; elle nécessite aussi l'adhésion des pasteurs qui ont peu de contacts avec les autorités. Le déploiement de nouveaux outils de suivi doit s'inscrire dans une stratégie plus grande d'établissement de la confiance et de partenariat impliquant des intermédiaires fiables tels que les vaccinateurs ou les associations professionnelles.

## Qu'est-ce qui est à l'origine de l'échec de la réforme du secteur de la sécurité ?

> **Les lois et politiques en vigueur favorisent des tactiques de sanction.** Bon nombre des tactiques d'extorsion ou de sanction qui suscitent de l'hostilité entre les pasteurs et les forces de sécurité — frais de passage, interdiction de paître sur les terres publiques ou amendes pour avoir coupé des branches d'arbre afin de construire des abris — ne sont pas des signes de corruption, mais sont sanctionnées ou exigées par la loi. L'établissement de la confiance entre les pasteurs et le secteur de la sécurité peut avoir du mal à faire recette lorsque les politiques officielles sont hostiles aux moyens de subsistance des pasteurs.

> **Les forces de sécurité pratiquent la discrimination dans la protection des citoyens.** Les relations entre citoyens et acteurs de la sécurité sont influencées par les mêmes préjugés et divisions identitaires qui animent les dynamiques entre les pasteurs et les communautés d'accueil. L'absence de protection égale de la part des forces de sécurité au Sahel, par exemple, a contribué à stimuler la croissance des milices ethno-nationalistes, y compris au sein des populations pastorales. En tant qu'étrangers, les pasteurs qui font migrer leur bétail vers d'autres pays peuvent être vulnérables aux extorsions et aux abus. Renforcer la présence ou la capacité des forces de sécurité sans tenir compte de ces dynamiques ne fera qu'exacerber les conflits existants.

> **Les stratégies d'intervention motivées par des intérêts sécuritaires compromettent la consolidation de la paix civile.** Les conflits liés au pastoralisme transfrontalier nécessitent souvent un mélange de réponses sécurisées et non sécurisées. Les razzias de bétail à grande échelle, les massacres et l'implication des pasteurs dans les insurrections armées peuvent être combattus par une combinaison d'opérations de maintien de l'ordre, de maintien de la paix ou d'opérations militaires. Cependant, ces formes de violence sont souvent liées à des conflits quotidiens sur les ressources ou à la polarisation entre groupes ethniques. S'appuyer sur l'armée, la lutte contre le terrorisme ou les forces de l'ordre pour gérer toute forme de conflit lié au pastoralisme contribue à forger la réputation des pasteurs en tant que «menaces pour la sécurité». «L'adaptation» et l'alignement du mandat et de la portée des forces de sécurité, ainsi que ceux des artisans de la paix de la société civile doivent être une priorité.



*Le vol de bétail est devenu un phénomène de plus en plus professionnalisé et mortel dans de nombreuses zones de la région soudano-sahélienne et une priorité urgente pour les forces de l'ordre. Cette image présente des officiers de police fouillant le village Dajin Gomo, situé à Sumaila, zone de gouvernement local au Nigeria, où ils avaient précédemment trouvé des vaches volées par des présumés voleurs de bétail. Crédit photo : NurPhoto/NurPhoto via Getty Images.*

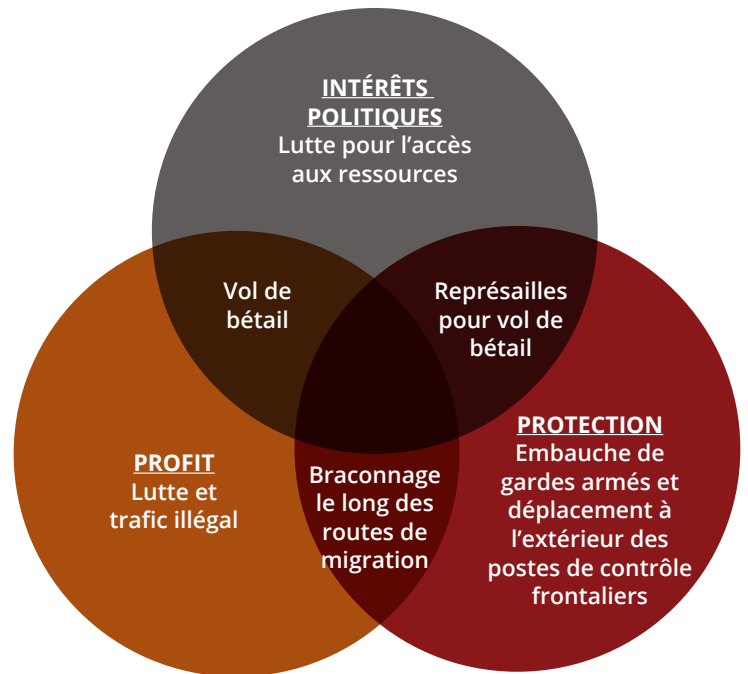
## 7.3 - Messages publics sur le « pastoralisme marginal »

### TYPE D'INTERVENTION : DIPLOMATIE PUBLIQUE

Description : Diverses autorités publiques et agences de sécurité chargées de sécuriser les zones frontalières et les pâturages de pasteurs ont exprimé des inquiétudes quant au pourcentage relativement faible de la population pastorale qui se livre à des activités criminelles et à l'insurrection, décriés par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique comme un « [pastoralisme marginal](#) ». Il existe des raisons valables de s'inquiéter de l'existence d'un lien entre les moyens de subsistance des pasteurs et les activités illicites, comme indiqué dans le présent module. Cependant, les activités des pasteurs marginaux sont souvent citées pour légitimer la suspicion envers les pratiques pastorales en général ou pour diaboliser les groupes ethniques pastoraux. L'idée que les pasteurs (ou les membres des groupes ethniques pastoraux) sont des criminels violents a stimulé la discrimination et la violence intercommunautaire. Il incombe à la fois aux médias et aux autorités publiques de façonner l'histoire de manière positive et de présenter une image équilibrée et précise des actions des pasteurs marginaux. Une formation sur la sensibilité aux conflits peut aider les reporters et les fonctionnaires à remettre en question leurs propres préjugés sur les groupes pastoraux et à faire des communications qui ne sont pas incendiaires.

### Qu'est-ce qui est à l'origine du succès des messages publics sur le « pastoralisme marginal » ?

> **Les communications dans la distinction des acteurs armés sont précises.** Les pasteurs qui s'engagent dans des activités violentes ou criminelles ne font pas tous partie d'une insurrection organisée ou d'un syndicat du crime. Si chaque incident violent impliquant un Fulani ou un Mbororo est traité comme un acte de terrorisme ou une menace pour la sécurité nationale, les forces armées répondront sans



**Pourquoi certains pasteurs participent-ils à des activités criminelles ou insurrectionnelles ?** Les facteurs d'influence peuvent inclure une combinaison de la poursuite d'intérêts politiques, de l'opportunisme économique et du besoin d'autoprotection.

discernement ou avec une force excessive. Les autorités doivent être précises en notant les différences entre les milices ethno-nationalistes, les groupes criminels, la violence collective et les acteurs isolés.

> **Les Communications décrivent les événements, les causes et les résultats sans faire référence à l'identité ethnique, religieuse ou raciale.** Plusieurs groupes armés non étatiques sont identifiés à un groupe ethnique ou religieux spécifique, et cette identité tend à dominer la manière dont ils sont décrits dans les médias et le discours public. Lorsque les autorités publiques répètent des expressions telles que « terroriste fulani », ils légitiment les préjugés partisans et le blâme collectif d'une plus grande communauté. Les titres des médias et surtout les déclarations des autorités publiques doivent se concentrer sur la condamnation des comportements et éviter de diaboliser des groupes d'identité spécifiques.

> **Encourager les bonnes pratiques en matière de reportage.** La plupart des informations disponibles sur

les conflits liés au pastoralisme sont filtrés par les médias locaux, ce qui peut fausser les dires du public. Même au niveau local, les observateurs peuvent assimiler les conflits relatifs aux ressources à du terrorisme, par exemple parce que les parties impliquées sont dans des zones contrôlées par les insurgés. Les barrières linguistiques et l'éloignement physique peuvent rendre les pasteurs moins accessibles aux journalistes et aux chercheurs. En même temps, l'hostilité intercommunautaire conduit souvent à des rumeurs et à des informations erronées sur le groupe responsable d'une attaque ou d'un crime. Les programmes de formation sur le journalisme sensible aux conflits peuvent aider à identifier les causes des préjugés et à en atténuer les conséquences. Un journalisme corroboré et basé sur des faits, améliore la qualité des reportages qui peuvent éclairer la politique officielle et l'action de l'État dans les zones arides pastorales.

Au Nigéria, Search a développé un système d'alerte rapide dans lequel il était obligatoire que tous les reportages sur les événements de conflit proviennent de deux services indépendants ou plus avant d'être diffusés par le système. Cette simple pratique a permis de s'assurer que le système d'alerte rapide ne contribue pas activement à la diffusion d'informations non vérifiées.



### Exemple 7.3

## LE CODAGE DES DONNÉES SUR LE TERRORISME OCCULTE LE RÔLE DES FULANIS

Les pasteurs fulanis d'Afrique de l'Ouest ont souvent été stigmatisés comme une communauté activiste ; ce qui a conduit à des abus ou des violences à l'encontre des civils fulanis. L'impression que l'ensemble de la population Fulani fait partie d'une menace organisée et activiste a été subtilement renforcée par la manière dont elle est représentée dans certaines recherches et dans les médias grand public. La représentation des Fulanis dans les banques de données sur les événements conflictuels, comme la base de données mondiale sur le terrorisme, en est un exemple clé. La base de données mondiale sur le terrorisme compile des données sur les événements terroristes dans le monde entier en s'appuyant principalement sur des sources d'information locales. Le système a utilisé le terme générique de « activiste fulanis » pour classer les attaques dans lesquelles des individus ou des groupes fulanis ont été impliqués comme auteurs par les médias locaux. Il peut s'agir d'incidents pour lesquels les médias rapportent que les auteurs sont soupçonnés d'être des Fulanis, même si cela n'a pas été confirmé ou vérifié par les forces de l'ordre. Le fait de coder les données de cette manière peut donner l'illusion que ces attaques sont toutes commises par un groupe unifié, même si elles n'ont aucun lien entre elles.

S'appuyant sur ces données, [l'indice mondial du terrorisme, 2015](#) — qui analyse les tendances mondiales du terrorisme — a présenté les « activistes fulanis » comme la quatrième organisation terroriste la plus meurtrière au monde, comparable à Boko Haram ou à l'État islamique. Ce point a été réitéré dans les [médias grand public](#), attisant ainsi le sentiment anti-fulani au niveau local. La présentation des « activistes fulanis » en tant que groupe a été enlevée dans [les rapports GTI](#) ultérieurs, et les discussions sur les Fulanis dans les données ont été complétées par un avertissement sur la violence liée au pastoralisme.

# Questions importantes

## LORSQUE LE MODULE 7 EST ADAPTÉ À VOTRE CONTEXTE

### 1. Qui a le mandat et la capacité de s'occuper de la criminalité liée au pastoralisme ?

- Quelles sont les agences de sécurité, militaires et d'application de la loi les plus directement impliquées dans la réponse aux conflits ou à la criminalité liés au pastoralisme ?
- Y a-t-il des prestataires de services de sécurité ayant pour mandat spécifique de s'attaquer à la criminalité transfrontalière ou aux groupes armés non étatiques ? Si oui, disposent-ils d'une stratégie ou d'une approche clairement définie pour faire face aux risques liés au pastoralisme transfrontalier ?

### 2. Où se situent les lacunes dans la coordination entre les forces de sécurité ?

- Dans quelle mesure, le cas échéant, existe-t-il une coordination entre les prestataires de services de sécurité dans les zones de pâturage ou les régions frontalières ?
- Où existe-t-il des possibilités de communication et de collaboration régulières entre les réponses militaires et civiles aux conflits liés au pastoralisme ?

### 3. Comment se comportent les forces de sécurité vis-à-vis de la population civile dans les zones rurales et frontalières ?

- Les agents de sécurité frontalière sont-ils impliqués dans des activités extralégales qui ciblent les pasteurs ou la mobilité pastorale ?
- Existe-t-il des services d'affaires civiles ou des structures de liaison communautaires ? Quelle est la stratégie de communication avec les groupes clés ?

### 4. Quelle est la perception du lien entre le pastoralisme et la criminalité ou l'insurrection ?

- Quelles sources de données existent pour suivre ou analyser les tendances en matière de criminalité ou de violence liées au pastoralisme ?
- Comment les activités criminelles impliquant des pasteurs sont-elles présentées dans les médias et le discours public ?
- Les décideurs et les analystes comprennent-ils clairement la distinction entre les groupes armés non étatiques organisés et les pasteurs ?

## Passez à :



**MODULE 1 - DÉVELOPPEMENT RURAL** – Cultiver une croissance économique rurale équitable et réduire les causes chroniques de conflits.



**MODULE 2 - ENVIRONNEMENT ET PRÉSERVATION** – Incorporation des conflits liés au pastoralisme dans les efforts de préservation.



**MODULE 3 - GOUVERNANCE ET ÉTAT DE DROIT** – Encourager la participation du public à la gouvernance des pâturages pastoraux.



**MODULE 4 - INTÉGRATION RÉGIONALE** – Comprendre les aspects régionaux et transfrontaliers des moyens de subsistance des pasteurs et leur rôle dans le conflit.



**MODULE 5 - GENRE ET AUTONOMISATION DES FEMMES** – Renforcer le rôle des femmes dans la prise de décision et comprendre la question du genre dans les conflits- liés au pastoralisme.



**MODULE 6 - GESTION DES CONFLITS** – Promouvoir la cohésion sociale et résoudre les conflits de manière non violente.



**MODULE 8 - LA CONSOLIDATION DE LA PAIX NUMÉRIQUE** - Intégrer les nouvelles technologies dans la prévention des conflits



**RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES**



Grâce à la disponibilité d'appareils mobiles peu coûteux, les moyens de subsistance des éleveurs et des agriculteurs se trouvent radicalement transformés en raison de l'élargissement de leur accès aux informations numériques. Vous voyez ici un agriculteur du Kenya qui se sert d'un service de messagerie textuelle appelé iCow. Crédit photo : Sudarsan Raghavan/The Washington Post via Getty Images.

# Module 8

## La consolidation de la paix numérique



*Le taux de pénétration des services de télécommunications mobiles en Afrique subsaharienne a connu une croissance rapide, y compris parmi les communautés pastorales. Vous voyez ici une femme oromo au marché de Senbete, en Éthiopie, qui parle sur son téléphone portable. Crédit photo : Eric Lafforgue/Art in All of Us/Corbis via Getty Images*

## CE MODULE ABORDE COMMENT :

1. Exploiter le numérique émergent technologies pour soutenir stabilisation et sécurité avec communautés pastorales.

## Le problème

La diffusion de la technologie numérique dans le Sudano-Sahel transforme la manière dont les communautés pastorales pratiquent leur moyens de subsistance dans un contexte d'instabilité environnementale, sociale et politique croissante. Bien que le pastoralisme soit souvent considéré comme une pratique propre à une ère pré-moderne, il a toujours été adaptatif, et les pasteurs s'adaptent aujourd'hui à l'ère numérique. La diffusion rapide d'appareils mobiles bon marché permet aux habitants des zones rurales de communiquer à distance et d'accéder à des informations précieuses. En Afrique subsaharienne, il est prévu, d'ici 2025, que le taux de pénétration des télécommunications mobiles (SIM) atteigne 86 %. En effet, les pasteurs d'Afrique de l'Est ont été les premiers à adopter les applications

de téléphonie mobile tandis que ceux d'Afrique de l'Ouest ont été les principaux utilisateurs des services d'information climatique basés sur la carte SIM.

En développant l'accès aux nouvelles plateformes et outils technologiques, il devient possible de réduire les risques de conflit en renforçant les services disponibles pour les populations mobiles : de l'accès aux ressources naturelles à la protection contre le vol de bétail (voir module 1). Grâce à l'accès direct aux données géospatiales, les dirigeants locaux et les particuliers sont en mesure de prendre des décisions plus éclairées sur la manière d'harmoniser les routes de migration pastorale et les terres agricoles. Les innovations en matière d'outils de suivi à distance du bétail peut permettre aux autorités de réagir plus efficacement aux vols dans les zones d'insécurité.

Bien que les nouvelles technologies aient le potentiel de soutenir la consolidation de la paix, elles ne constituent pas une solution automatique. Il convient que les investisseurs et les praticiens soient conscients des limites de toute nouvelle technologie, notamment en termes de coût et d'évolutivité. Plus important encore, les efforts déployés pour introduire de nouvelles technologies doivent répondre aux besoins de l'éleveur ou de l'agriculteur local qui les utilisera. En effet, ce ne sont pas toujours les outils les plus innovants sur le plan technologique qui sont les plus efficaces, mais plutôt

ceux qui sont accessibles et utiles aux communautés qu'ils sont censés aider.

Dans ce module, nous présentons plusieurs types de technologies numériques qui ont toutes le potentiel de soutenir les résultats de la consolidation de la paix. Bien que bon nombre de ces technologies soient encore en évolution, elles pourraient jouer un rôle important dans l'avenir du pastoralisme dans la région soudano-sahélienne.

## 8.1 - Technologie géospatiale

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMES ET POLITIQUES

**Description :** Les communautés locales se sont par le passé accommodées des migrations pastorales grâce à une compréhension partagée des routes par lesquelles passent les troupeaux ainsi que des endroits où ils doivent paître. Au cours des dernières décennies, la pression accrue sur les ressources et les changements dans le calendrier des mouvements du bétail ont néanmoins accru la nécessité d'une délimitation plus stricte des couloirs de migration à l'échelle nationale ou régionale. Les efforts visant à cartographier et à marquer les itinéraires de migration étant complexes et fastidieux, le besoin de soutien technologique se fait de plus en plus sentir. Grâce à l'introduction de la technologie des systèmes de positionnement global (GPS) portables, comme dans les téléphones, et des cartes numériques, les acteurs locaux peuvent avoir facilement accès à des informations complètes et actualisées. En effet, il devient possible d'utiliser le GPS et la technologie de cartographie numérique pour identifier les zones où les ressources saisonnières sont disponibles et où il est nécessaire de créer des couloirs pour relier ces zones à travers les paysages agro-pastoraux.

## STRATÉGIES D'INTERVENTION

### [8.1 Technologie géospatiale](#)

### [8.2 Services d'information climatiques](#)

### [8.3 Technologie anti-vol](#)

Lesdits outils pourront être utilisés en vue de faciliter une gouvernance des ressources qui soit plus inclusive et plus équitable. Ainsi, au Soudan, à titre d'exemple, par le biais de données géospatiales recueillies par GPS et par satellite, les scientifiques et les praticiens cherchent à déterminer les raisons pour lesquelles les troupeaux de bétail entament leurs déplacements saisonniers dans des régions telles que le Kordofan, qui abrite de nombreuses exploitations agricoles à grande échelle susceptibles de bloquer les mouvements du bétail. Il est donc plus facile de sensibiliser le public aux accords d'utilisation des terres et de les protéger contre les abus (comme le déplacement du bétail dans des zones non autorisées ou l'expansion des exploitations agricoles dans les couloirs de migration), lorsque les ressources ou les couloirs de migration sont identifiés sur une carte. Cela dit, l'accès aux données géospatiales et même aux appareils GPS portatifs reste inégalement réparti dans le Sudano-Sahel. Pour cela, il est primordial que les intervenants soient conscients du risque que la transition vers l'utilisation de nouvelles technologies puisse renforcer les inégalités économiques et régionales.

## Qu'est-ce qui fait le succès des interventions avec des outils géospatiaux ?

### Exemple 8.1

#### UNE BASE DE DONNÉES SUR LES COULOIRS ET LES ZONES DE PÂTURAGE EST TENUE À JOUR PAR LES RÉSEAUX PASTORAUX AU BURKINA FASO

À qui devrait incomber la responsabilité de la maintenance des cartes numériques ? Pour tenir à jour des cartes, il est souvent nécessaire de disposer d'un niveau d'infrastructure et d'expertise technique qui peut se révéler hors de portée de nombreux dirigeants de la société civile locale. Un réseau de la société civile, le Réseau de Communication sur le Pastoralisme (RECOPA), a développé dans l'est du Burkina Faso une base de données cartographique des couloirs de bétail et des zones de pâturage dans 27 municipalités, accessible aux gouvernements locaux et aux membres de leur réseau pastoral. RECOPA a conçu cette base de données avec le concours de ses propres experts en systèmes d'information géographique (SIG) et de ses agents de terrain, et l'a maintenue à faible coût en recourant à une plateforme open-source et en l'intégrant aux marchés locaux du bétail. Ce type de cartes rend un service nécessaire aux éleveurs. En effet, ils s'en servent pour éviter les zones cultivées lors de leurs migrations saisonnières.

Néanmoins, en tant qu'organisation de base, RECOPA fait face à des contraintes importantes quant à son utilisation de la technologie. En raison des limitations en matière de matériel ainsi que de logiciels, elle est incapable d'utiliser le stockage et le déploiement de données en nuage, ce qui entrave la modification rapide et efficace de ses cartes. Du fait du manque de possibilités de renforcement des capacités, ses agents ne profitent pas nécessairement des meilleures pratiques ou des innovations technologiques qui pourraient renforcer leur pratique.

- Ces interventions sont conçues pour permettre aux communautés rurales d'acquérir une meilleure compréhension de leurs propres contraintes sur le plan des ressources.

Plus que de simples outils permettant de délimiter les itinéraires de migration, les cartes constituent une mine d'informations auxquelles les habitants des zones rurales auraient normalement très difficilement accès. Il est fort possible qu'un éleveur ou un agriculteur individuel comprenne intuitivement les pressions sur les ressources auxquelles il est confronté, mais il ne dispose pas de la perspective à plus grande échelle que les cartes peuvent fournir. Grâce aux données cartographiques (c'est-à-dire les cartes), il devient possible pour un éleveur individuel de comprendre les changements climatiques qui influencent les mouvements du bétail à des centaines de kilomètres de son propre territoire ou de visualiser l'ampleur des changements dans l'utilisation des terres au fil du temps, et ce, non seulement là où il vit, mais aussi dans les zones environnantes. Il convient donc de rendre ces données accessibles au public dans la mesure du possible. Il faudrait que les programmes destinés à générer des données géospatiales veillent à ce que ces informations soient traduites dans un langage et un format qui ne nécessite pas de connaissances techniques en cartographie.

- Les cartes sont rendues accessibles à tous les utilisateurs potentiels.

Il est essentiel que les cartes des ressources soient facilement accessibles, fiables et peu coûteuses aux personnes qui vivent et voyagent sur ce territoire. Ainsi, il ne faut pas que les utilisateurs soient obligés d'accéder à des ordinateurs ou de parcourir de longues distances pour pouvoir visualiser des informations cartographiées. Idéalement, il serait préférable que les informations soient disponibles via les téléphones portables, que les pasteurs utilisent fréquemment lorsqu'ils gardent leurs animaux. Si les cartes sont accessibles sur les appareils mobiles, il devient possible de relier ces informations à d'autres services, tels que les conditions météorologiques ou les alertes de sécurité. À défaut de cartes disponibles en ligne ou



dans le domaine public, il faut confier à des acteurs de confiance le soin de les rendre accessibles. Ainsi, les municipalités ou les associations civiques peuvent servir de centres régionaux où les utilisateurs peuvent venir consulter des cartes et voir, par exemple, où se trouvent les couloirs de bétail ou les zones de pâturage dans une communauté donnée. Pour ce faire, un certain niveau d'infrastructure technologique est souvent nécessaire, comme des ordinateurs, des imprimantes, des licences de logiciels et de l'électricité dans les zones rurales. En rendant ces informations disponibles, les cartes numériques aident les municipalités locales à protéger les droits légaux des éleveurs en matière d'accès aux ressources, comme ce fut le cas au Mali.

➤ **Les cartes sont régulièrement mises à jour et révisées.**

Pour réussir, les efforts de cartographie doivent tenir compte de la nature dynamique de la mobilité pastorale et des ressources dans le Sudano-Sahel. L'utilisation des terres et les ressources disponibles sont sujettes à des changements annuels, de sorte qu'il existe un risque constant que les cartes deviennent obsolètes et perdent leur utilité pour les parties prenantes locales. Ce besoin de maintenir les cartes à jour est particulièrement important pour les efforts de cartographie à grande échelle (district/national/régional) où les cartes laissent de côté les changements à petite échelle dans l'utilisation des ressources. Il suffit, à titre d'exemple, d'un seul nouveau champ pour bloquer un couloir de bétail essentiel pour des centaines ou des milliers d'animaux, dont la largeur ne dépasse pas 50 mètres à certains endroits. Afin de rester utiles, les interventions de cartographie doivent être conduites en tant qu'investissement à long terme, avec un plan pour mettre à jour régulièrement les données et les partager avec les utilisateurs.

➤ **Les interventions de cartographie doivent être complétées par des activités de construction de consensus.**

Les tentatives de cartographie des ressources naturelles ou des routes de migration pastorale peuvent être source de litiges et nécessitent souvent de trouver un équilibre entre les besoins et les intérêts des groupes qui veulent exercer un droit sur un territoire donné. Ainsi, il se peut que les agriculteurs locaux acceptent de délimiter une route pour le passage du bétail dans les zones de faible valeur pastorale, mais l'interdisent dans les endroits

où les pâturages sont les plus nutritifs, par exemple. Bien que des outils tels que le GPS et la cartographie numérique puissent fournir des informations plus détaillées sur les ressources disponibles et les schémas de migration, ces informations ne résoudre pas automatiquement les désaccords entre les décideurs locaux. Il convient de continuer à donner la priorité à la recherche du consensus interpersonnel en complément des outils de cartographie numérique.



*Il convient souvent de compléter la technologie numérique par des processus non numériques. Vous voyez ici des communautés de l'ouest du Mali produire une carte des ressources pastorales en se servant de données collectées sur le terrain par GPS. Crédit photo : Leif Brottem.*

## Qu'est-ce qui fait échouer des interventions avec des outils géospatiaux ?

➤ **Les interventions ne mobilisent pas suffisamment de ressources pour garantir la viabilité et la mise à jour des cartes.**

Dresser la carte des ressources naturelles ou des routes de migration pastorale est un processus onéreux, long et complexe, même avec l'accès aux dernières technologies GPS. Les interventions réussies doivent consacrer des investissements substantiels à l'expertise technique en faisant appel à des cartographes dès la phase de conception et en engageant des équipes de

cartographie qui maîtrisent à la fois la technologie et le terrain local. Quand des cartes sont utilisées pour délimiter des itinéraires de migration pastorale ou des terres pour le pâturage ou la culture, il est nécessaire que le produit final soit validé et accepté par un éventail de parties prenantes, du gouvernement local aux associations pastorales et agricoles. Il faut beaucoup de temps et d'argent pour valider les cartes et construire du consensus, en particulier lorsque l'on fait appel à des communautés mobiles. En effet, même après avoir été validées, les cartes ne demeureront viables que si elles peuvent être régulièrement révisées et mises à jour, ce qui nécessite souvent de bénéficier d'un soutien à long terme d'une institution publique, d'un marché local du bétail ou d'un réseau de la société civile. Les interventions échoueront ou tourneront mal si elles prennent des raccourcis.

➤ **Les interventions cartographiques sont cloisonnées les unes des autres.**

Bon nombre de tentatives discrètes ont été menées pour cartographier les ressources et les routes de migration pastorale, du niveau local au niveau transnational. Et quand bien même elles couvrent le même territoire, ces interventions impliquent souvent des sources de données, des processus de conception et des acteurs différents. La pratique du processus de cartographie parallèle crée le risque que les communautés aient des points de référence conflictuels pour prendre des décisions sur la gestion des ressources. Il est donc capital d'encourager l'alignement et le partage d'informations entre les différents projets de cartographie, et de faire en sorte que les cartes conçues au niveau national ou régional soient le reflet de celles conçues au niveau local.

➤ **Les interventions cartographiques déclenchent de nouveaux conflits parmi les utilisateurs des ressources.**

La cartographie des ressources est une entreprise profondément politique et les terres agro-pastorales sont souvent des espaces contestés. Ainsi, si l'on n'y prend garde, la création de frontières géographiques autour des territoires locaux et la redéfinition des zones de circulation du bétail peuvent entraîner de nouveaux conflits. Il se peut que les ressources en terre ou en eau auxquelles les pasteurs avaient historiquement accès en vertu de droits coutumiers aient été vendues à des propriétaires privés ou que leur statut ne soit pas clair

au regard de la loi. De même, lorsque les interventions tentent de formaliser des frontières explicites, il est possible que des éleveurs ou des agriculteurs soient déplacés de terres auxquelles ils estiment avoir le droit d'accéder, ce qui ne manquera pas d'alimenter les conflits intercommunautaires. Des exemples documentés abondent d'agriculteurs qui s'empressent d'installer des champs à l'intérieur des couloirs de bétail après leur création, soit pour s'assurer de leurs droits d'accès, soit pour signifier leur désapprobation aux dirigeants locaux et aux éleveurs de bétail. Quand bien même les efforts de cartographie numérique sont déployés à l'échelle nationale ou régionale, il reste primordial que les communautés locales aient leur mot à dire dans la création de ces cartes et la protection des ressources cartographiées.

## 8.2 - Services d'information climatiques

### TYPE D'INTERVENTION : PROGRAMMATION

**Description :** La survie dans les climats sahéliens arides exige que les pasteurs soient capables de s'adapter aux conditions changeantes de leur environnement. Pour la survie des troupeaux pastoraux, en particulier pendant les périodes de sécheresse, il est indispensable de savoir où accéder à l'eau de surface et aux pâturages tout au long de l'année. Traditionnellement, les pasteurs faisaient face à cette incertitude par des approches non numériques, comme l'envoi d'éclaireurs devant leurs troupeaux. Néanmoins, les services numériques d'information climatique permettent de fournir aux pasteurs des données plus détaillées sur la disponibilité des ressources ou sur les schémas météorologiques et ce, grâce à une combinaison d'images satellites, d'outils de géoréférencement et d'informateurs sur le terrain. Ensuite, ces informations peuvent être transmises au public par voie d'émissions radiophoniques, de SMS, de centres d'appel ou d'applications pour appareils mobiles. Fréquemment, ces services ne se limitent pas aux données climatiques mais couvrent une série d'autres informations pertinentes, notamment les prix du bétail, l'emplacement des stations vétérinaires et

des parcs de vaccination, l'apparition de maladies, les concentrations de bétail et les zones de conflit. Les progrès de l'informatique en nuage et de l'interface utilisateur facilite un lien transparent entre la source de données et les utilisateurs locaux. Il est ainsi possible pour les pasteurs des zones reculées de disposer d'informations qui les aident à planifier leurs itinéraires de migration, à trouver les ressources nécessaires et, parfois, à éviter les confrontations avec les agriculteurs, les bandits ou d'autres pasteurs.

En outre, les données climatiques peuvent servir à orienter les investissements dans la stabilisation, le développement et les réponses aux conflits. En effet, grâce aux progrès des outils d'analyse des données, il est désormais possible pour les experts d'anticiper les risques de sécheresse ou de pénurie de ressources susceptibles de déplacer les communautés pastorales et de déclencher des conflits locaux. Fortes de ces informations, les agences de développement et d'autres acteurs peuvent prendre des mesures préventives pour venir en aide aux communautés pastorales et sédentaires avant qu'elles ne soient dévastées par des catastrophes naturelles et avant que les conflits ne dégénèrent.

## Qu'est-ce qui fait le succès des services d'information climatique ?

- **Les programmes sont conçus pour promouvoir les partenariats locaux aux fins de la collecte et de la diffusion des données.**

Même les plus sophistiqués des outils numériques ont leurs limites. Le fonctionnement des services d'information climatique est optimal lorsqu'ils sont complétés par un réseau d'informateurs locaux ou d'associations qui peuvent « vérifier sur le terrain » les informations obtenues à partir d'images satellite et saisir des informations qui ne peuvent être télédéteçtées, notamment les maladies et les prix du marché. Si les services d'information sont conçus de manière à permettre aux partenaires locaux de faire part de leurs connaissances, ils gagneront en légitimité et répondront aux besoins réels des éleveurs, des agriculteurs et autres. Ainsi, à titre d'exemple, pendant la pandémie de COVID-19, à la suggestion du réseau pastoral Réseau Billital Maroobé (RBM), Action Contre la Faim a conçu une plateforme pour alerter les pasteurs du Sahel sur les fermetures de frontières, les fermetures de marchés et les augmentations de prix provoquées par la réponse à la pandémie.

- **Les services d'information sont conçus de façon à être accessibles aux pasteurs.**

Afin que les services d'information soient efficaces, il importe que l'utilisateur moyen soit en mesure d'accéder facilement aux données disponibles et

### Exemple 8.2a

## LE SERVICE D'ALERTE PRÉCOCE FOURNIT AUX ÉLEVEURS D'AFRIQUE DE L'OUEST DES INFORMATIONS EN TEMPS RÉEL

Le système d'alerte précoce pastoral (PEWS), développé par Action Contre la Faim, est un service d'information qui partage des données avec les gouvernements, les acteurs humanitaires et les pasteurs par voie d'e-mail, de radio locale, de SMS et de bulletins [en ligne](#). Les images satellites fournissent des informations sur la disponibilité et l'accessibilité des pâturages (biomasse) et des eaux de surface, et des informateurs locaux rémunérés soumettent des enquêtes hebdomadaires par SMS sur des sujets tels que les pâturages, la concentration du bétail, les sources d'eau, la santé du bétail, les prix du marché, les feux de brousse et les conflits. Ces deux ensembles de données sont analysés par l'intelligence artificielle, puis validés par les acteurs locaux et les ministères. Ce système illustre comment la collecte de données numériques et les connaissances expérientielles locales peuvent être complémentaires et se renforcer mutuellement. Le PEWS, en diffusant ces informations par le biais de canaux publics, peut être utilisé par les pasteurs pour soutenir toutes sortes de décisions concernant la gestion de leur bétail.

de les comprendre. Il convient de communiquer les informations dans les langues locales et de les présenter dans des termes qui soient familiers aux personnes qui n'ont pas reçu d'éducation formelle (comme c'est le cas de bon nombre de pasteurs). Concernant les populations analphabètes, il convient de fournir des informations par radio ou par téléphone, et non via des messages textuels. Il est nécessaire que les intervenants conçoivent des services adaptés aux appareils qui sont déjà possédés par les pasteurs dans leur contexte respectif, en utilisant à titre d'exemple des radios et des téléphones fixes plutôt que des applications mobiles pour smartphones. En outre, il importe que les services soient peu coûteux pour l'utilisateur, étant donné que la grande majorité des pasteurs du Sahel vivent en dessous du seuil de pauvreté. A titre d'exemple, au Mali, la société de télécommunications Orange subventionne 80% du coût des appels vers la plateforme GARBAL produite par SNV Pays-Bas.

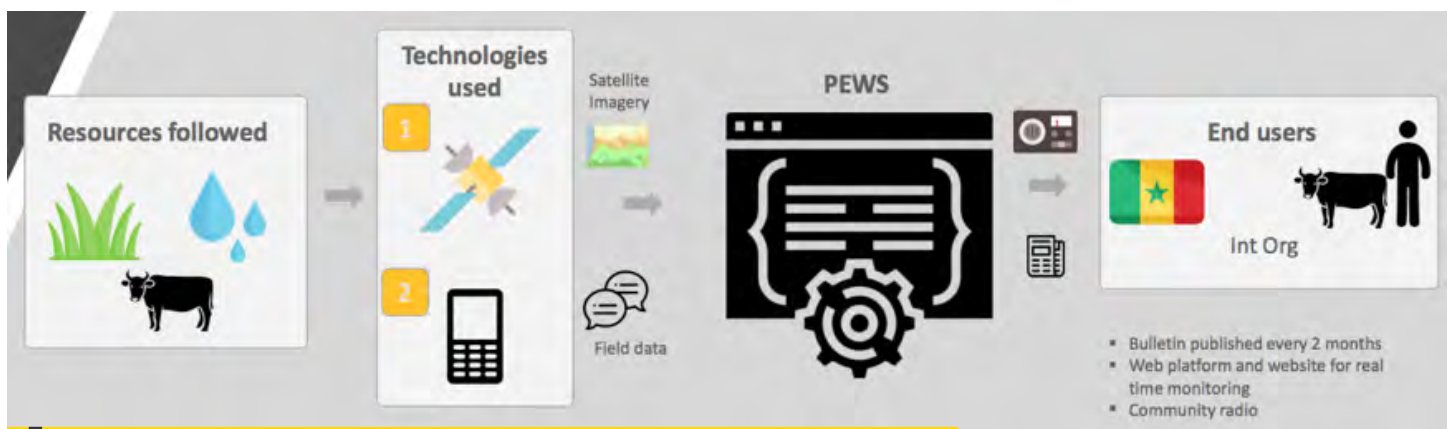
➤ **Les services recueillent des informations qui revêtent une utilité pratique pour les pasteurs.**

Afin que les services d'information revêtent une valeur pratique, ces derniers doivent couvrir un large éventail géographique, être mis à jour de manière fréquente et inclure des informations holistiques. Quant à la couverture géographique, il convient idéalement d'étendre ces services à l'ensemble des itinéraires pastoraux, et ce, même au-delà des frontières. Ainsi, le système PEWS couvre, par exemple, la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Sénégal (voir l'exemple 8.2a). Par ailleurs, il convient de mettre à jour et/ou de diffuser les informations à une fréquence élevée. Au

cours de la recherche effectuée en vue de l'élaboration de cette trousse à outils, il a été constaté que la plupart des programmes opérationnels et efficaces mettent à jour leur plateforme tous les 7 à 10 jours. Pour finir, le service aura plus de valeur pour les utilisateurs s'il propose, outre des informations sur la disponibilité de l'eau et des pâturages, des informations sur les prix du marché, la santé du bétail ou la concentration du bétail, qui sont également influencées indirectement par les variations climatiques. Ainsi, au Kenya, grâce à la capacité des éleveurs à accéder à ces autres types d'informations par le biais de la plateforme AfriScout, il a été constaté une réduction de la mortalité du bétail pendant la saison sèche.

➤ **Les services d'information climatique sont conçus pour compléter, et non remplacer, les pratiques courantes.**

En effet, les informations relatives au climat sont loin d'être le seul facteur pris en compte par les pasteurs lorsqu'ils déterminent leur itinéraire de migration, et les services d'information climatique ne sauraient remplacer les sources traditionnelles de connaissances. Les informations reçues au moyen des plateformes technologiques renforceront idéalement les connaissances personnelles sur le climat et la route de migration recueillies grâce aux connaissances historiques ou aux indicateurs locaux tels que les plantes et le comportement des animaux sauvages. Il est fort probable que les communautés pastorales continueront à compter sur les éclaireurs et les réseaux personnels pour planifier leur itinéraire et négocier l'accès avec les agriculteurs locaux, mais l'accès à des



PEWS data inputs and information outputs. Credit: World Bank.

informations sur les ressources disponibles ou les risques de sécheresse peut leur faire gagner du temps et de l'argent en réduisant le nombre d'endroits où elles envoient des éleveurs. Il importe donc, lors de la socialisation de nouveaux services d'information, de les présenter comme s'appuyant sur ces autres pratiques et non comme les subvertissant.

➤ **Les données climatiques sont utilisées pour prévenir les conflits et orienter les investissements de développement.**

Il est possible de se servir des données recueillies par les services d'information climatique afin d'anticiper les chocs affectant le secteur de l'élevage, voire les risques accrus de conflits intercommunautaires. Ainsi, en se servant d'un système comme PEWS, à titre d'exemple, les gouvernements et les agences de développement peuvent suivre la production de biomasse et émettre des bulletins d'alerte précoce au moindre signe d'anomalie ou mobiliser les services de secours avant que le bétail ne soit perdu (voir l'exemple 8.2a). Ou encore, lorsque les données ou les réseaux d'informateurs révèlent que les troupeaux vont arriver avant la récolte et risquent ainsi d'endommager les cultures, de l'eau et du fourrage peuvent être fournis aux pasteurs pour leur permettre de retarder leurs déplacements jusqu'après la récolte. Les experts peuvent également exploiter les données climatiques en se servant d'outils analytiques avancés pour mieux prévoir l'impact du changement climatique sur les populations locales et mettre au point des solutions fondées sur des données (voir l'exemple 8.2b). Il convient que les interventions visant à concevoir et à socialiser les services d'information climatique soient conscientes des multiples utilisations potentielles des données qu'elles collectent et qu'elles se penchent attentivement sur les possibilités d'intégrer ces technologies dans le programme de prévention des conflits.

## Qu'est-ce qui fait échouer *les services d'information climatique* ?

➤ **Les programmes sont conçus dans une perspective à court terme.**

Il faut du temps pour développer, commercialiser, déployer et faire évoluer ce type de systèmes. La vulgarisation des nouvelles technologies auprès des communautés pastorales actives dans des zones reculées et à fort taux d'analphabétisme demande du temps pour instaurer la confiance et résoudre les problèmes relatifs à l'accès et à l'interface des utilisateurs. Il faudra du temps aux intervenants pour investir dans des partenariats avec les réseaux pastoraux et les informateurs locaux, lesquels sont souvent indispensables pour « vérifier sur le terrain » les données et atteindre les publics cibles. En l'absence de ressources suffisantes et d'un engagement à long terme, il est peu probable que ce type d'intervention puisse prendre racine.

➤ **Les services ne sont pas conçus pour être durables.**

Généralement, les services d'information climatique ne représentent pas une activité rentable, a fortiori lorsque ces services doivent être abordables pour les pasteurs, lesquels vivent, dans leur grande majorité, sous le seuil de pauvreté. Il convient de s'intéresser à la question de la durabilité à long terme avant la mise en œuvre des programmes, de sorte que ces services ne dépendent pas du financement à court terme des donateurs et que le coût pour les utilisateurs ne devienne pas si élevé que ces services ne soient plus accessibles aux petits éleveurs qui en ont besoin. Certains services ont pris des mesures pour assurer leur pérennité en établissant des partenariats publics et privés avec des entreprises de télécommunications, telles que des stations de radio et des fournisseurs de services téléphoniques. Or, les informations climatiques à elles seules sont rarement rentables. Ainsi, les plateformes gérées par des entreprises privées doivent souvent être liées à d'autres services ou faire partie de quelque chose de plus grand, surtout si elles subventionnent partiellement les coûts.

## Exemple 8.2b

### LES DONNÉES CLIMATIQUES PRÉDISENT LES RISQUES DE CONFLIT EN SOMALIE

Tandis que les éleveurs de la région soudano-sahélienne se sont constamment adaptés à des conditions météorologiques incertaines, certains événements graves comme les inondations ou la sécheresse peuvent les obliger à migrer vers de nouvelles zones et les mettre en conflit avec les communautés d'accueil locales. La plateforme de crowdsourcing Omdena a conçu, à l'aide d'algorithmes avancés d'exploration de données, un système visant à prédire les foyers de conflit en Somalie à la lumière des données climatiques et migratoires. Par le biais de ces outils d'exploration de données (notamment les algorithmes Support Vector Machine et Random Forest), Omdena a pu prédire les endroits où les inondations ou les sécheresses risquent de déplacer d'importants groupes de personnes et de les pousser dans des régions où le risque de conflit est élevé du fait de l'insuffisance des ressources tant pour les migrants que pour la population hôte. Ces informations ont été communiquées au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et à d'autres partenaires humanitaires pour qu'ils en tiennent compte dans leurs décisions concernant l'allocation des ressources.

## 8.3 - Technologie anti-vol

**Description** : Les bandits et les groupes armés s'en prennent fréquemment au bétail pastoral et aux éleveurs qui l'emmènent en migration, ce qui contribue à la prolifération des armes légères (voir module 7). En effet, le bétail constitue une cible attrayante, du fait notamment qu'il peut être facilement caché dans une zone isolée telle qu'une forêt protégée ou rapidement vendu sur un marché voisin. Une fois volés, le bétail devient difficile à retrouver et à récupérer. Face à la recrudescence des vols de bétail dans les pays soudano-sahéliens, il devient impératif de trouver des solutions technologiques innovantes pour contrôler les parcours pastoraux. Ainsi, au Sénégal, à titre d'exemple, le réseau mLouma permet aux éleveurs de communiquer rapidement aux autorités chargées de l'application de la loi les incidents de vol par le biais de l'internet et des réseaux cellulaires, afin de faciliter le suivi des traces et la récupération rapide du bétail. Des véhicules aériens sans pilote (UAV), appelés aussi drones, ont également été utilisés pour surveiller des zones isolées où les voleurs peuvent tenter de cacher du bétail volé avant de pouvoir le vendre.

La technologie la plus souvent utilisée pour le suivi des traces du bétail est l'étiquette d'identification par radiofréquence (RFID). En effet, grâce aux dispositifs RFID, il devient possible de suivre les traces des animaux à distance (sur une distance limitée) et d'assurer une plus grande transparence quant à l'achat



Une bonne analyse des données climatiques est de nature à permettre aux agences humanitaires et gouvernementales d'anticiper et de répondre aux événements météorologiques erratiques ou sévères qui déplacent les communautés pastorales. Sur cette photo, des éleveurs de la région des nations, nationalités et peuples du Sud, en Éthiopie, promènent leur bétail dans des zones inondées qu'ils ont dû quitter après les graves inondations de 2006. Crédit photo : AbrahamFissehaO/AFP via Getty Images

et à la vente de bétail. Les dispositifs RFID contiennent un enregistrement électronique indiquant la propriété d'un animal, ainsi que des dossiers vétérinaires et d'autres informations. Le recours à cette technologie rend plus facile la régulation des marchés de bétail et donne aux marchands la possibilité de vérifier avec précision le propriétaire d'une vache avant sa vente. Il est potentiellement possible de transformer les marchés du bétail en ayant recours à des dispositifs RFID conjugués à des systèmes d'enregistrement électronique infalsifiable (par exemple, la blockchain), et ce, en remplaçant les enregistrements papier de la santé ou de l'origine d'un animal par des enregistrements numériques plus sécurisés. Ce type d'outils peut rendre le commerce du bétail plus transparent et plus facile à réglementer, et partant, à diminuer la valeur marchande du bétail volé et à rendre le secteur plus attractif pour les investisseurs. Néanmoins, dans la région soudano-sahélienne, chacune des technologies décrites dans cette section reste d'un usage limité, et tout particulièrement dans les régions qui échappent au contrôle effectif des forces de l'ordre.

## Qu'est-ce qui fait le succès des technologies antivol ?

- **Les avantages des technologies antivol sont clairement communiqués aux pasteurs et aux autres utilisateurs.**

Afin que des outils tels que les dispositifs RFID ou les systèmes de signalement numérique soient efficaces pour réduire les vols, il convient que les utilisateurs pastoraux puissent avoir confiance dans le fait que les informations qu'ils communiquent aux autorités seront utilisées pour enquêter sur les cas et pour identifier les coupables. Recourir à ces outils numériques peut réduire les risques de fraude ou de désinformation. En effet, les enregistrements numériques offrent une bien meilleure sécurité que les enregistrements papier, a fortiori lorsque les enregistrements des dispositifs RFID sont stockés dans des systèmes de registres distribués, comme [l'ont tenté certains marchés de bétail](#). Toutefois, comme l'illustre le cas de CaTRIS, les utilisateurs n'adopteront pas une technologie s'ils s'inquiètent de l'utilisation qui sera faite de ces informations (voir l'exemple 8.3a). Il convient donc que les intervenants qui encouragent l'adoption de toute nouvelle technologie aient pour priorité d'instaurer la confiance des utilisateurs potentiels et de communiquer clairement les avantages de disposer des enregistrements numériques fiables, neutres et précis. En sus d'une protection potentielle contre le vol, la possession d'un enregistrement numérique traçable de la santé et de l'origine du bétail peut réduire le risque pour les acheteurs et encourager les investissements



Les dispositifs d'identification par radiofréquence (RFID) se servent de champs électromagnétiques afin de tracer et, dans une certaine mesure, de suivre les mouvements des animaux étiquetés. Ce type de dispositif utilise en règle générale une micropuce qui est ingérée ou incorporée sous la peau de l'animal, de manière à ce qu'elle ne puisse pas être facilement manipulée ou retirée, comme c'est le cas pour les étiquettes auriculaires. Cette micropuce stocke des informations et émet un signal traçable. Ici, figure l'outil RFID de traçabilité numérique du bétail de Livestock247 utilisé au Nigeria. Crédit photo : Livestock247.com.



dans l'industrie bovine (voir l'exemple 8.3b). Cela revêt une importance toute particulière vis-à-vis de certaines populations pastorales qui préfèrent opérer en dehors de l'œil des autorités et sont réticentes à obtenir un enregistrement, même sur papier.

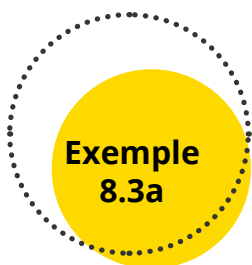
➤ **Les développeurs de technologies conçoivent des outils destinés aux utilisateurs ayant un faible niveau de connaissances technologiques.**

Dans la région soudano-sahélienne, la majeure partie des pasteurs est peu alphabétisée et peu familiarisée avec les technologies sophistiquées. Il convient avant tout d'axer la conception des dispositifs sur l'utilisateur final. Le système d'alerte de vol de bétail CaTRIS au Nigéria, à titre d'exemple, a subi plusieurs itérations de conception avant que son interface utilisateur ne soit basée sur des symboles visuels intégrés dans les messages textuels des téléphones mobiles (voir l'exemple 8.3a). Le recours à des informations audio, pour autant que cela soit possible, peut également contribuer à surmonter les contraintes de l'utilisateur. Au cas où des technologies de traçabilité complexes ou coûteuses deviendraient la norme pour le bétail dans une région donnée, il y aurait un risque que les pasteurs les plus pauvres et les moins éduqués soient exclus du marché.

## Qu'est-ce qui fait échouer les technologies antivol ?

➤ **Les technologies qui ne sont pas conçues pour répondre aux besoins pratiques des populations pastorales.**

Afin de pouvoir être utilisés par les pasteurs qui parcourent de longues distances dans des zones reculées, il convient que les outils et les plateformes présentés dans cette section aient une large portée géographique et une longue durée de vie. La portée des signaux de suivi des dispositifs RFID et des outils de surveillance (par exemple, les drones) est optimale sur de courtes distances. Les plateformes numériques de signalement des vols de bétail doivent être accessibles à travers différents réseaux de télécommunications de façon à couvrir toute la longueur des migrations pastorales. La durée de vie des piles des microprocesseurs ou autres dispositifs d'identification est souvent limitée, ce qui les rend moins efficaces pour des éleveurs qui passent de longues périodes dans des zones isolées. Face à ces contraintes, bon nombre de propriétaires de bétail ne seront pas en mesure de se procurer des mesures antivol.



### LES PASTEURS NIGÉRIENS ALERTENT LES AUTORITÉS EN TEMPS RÉEL EN CAS DE VOL DE BÉTAIL

Au Nigeria, le Centre pour les technologies de l'information et le développement (CITAD), basé à Kano, a mis en place un système basé sur le web pour fournir aux fonctionnaires et aux forces de l'ordre des alertes en temps réel sur les vols de bétail. Le système d'information sur les vols de bétail (CaTRIS), a recours au crowdsourcing basé sur les médias sociaux et au logiciel libre Ushahidi en vue de collecter des informations et de communiquer avec les utilisateurs à un coût minimal. Grâce à cette plateforme de crowdsourcing, les victimes de vol sont en mesure d'envoyer une alerte aux autres utilisateurs du système CaTRIS, ainsi que des informations sur la localisation probable du bétail volé et sur les marchés où le bétail est susceptible d'être emporté. En vue de rendre le système utilisable par les populations analphabètes, le CITAD a conçu une interface utilisateur en se servant des symboles identifiés par les groupes de discussion. Le coût relativement faible du service (<1 USD) n'a pas suffi pour que le système CaTRIS attire des utilisateurs, par crainte, entre autres, de représailles de la part des autorités corrompues qui profitent du vol de bétail. Le maintien de l'infrastructure web est devenu financièrement intenable faute de recettes provenant des frais d'utilisation.



➤ **Les forces de l'ordre ne soutiennent pas les technologies antivols.**

Les systèmes de suivi du bétail, de signalement et de télésurveillance, peuvent être des outils importants pour aider les autorités et les forces de l'ordre qui disposent de capacités limitées pour surveiller les zones pastorales ou prévenir les vols commis par des groupes armés. Or, ces technologies ne peuvent être efficaces que dans la mesure où elles complètent les activités des forces de l'ordre. En effet, dans les zones où la présence de la police est insuffisante, les criminels parviennent à vendre rapidement le bétail volé pour l'abattre ou le transporter vers les zones urbaines et les pays voisins bien avant que l'on puisse le localiser ou le récupérer. Il est fréquent que le vol de bétail se déroule sur des marchés noirs bien établis, où les autorités et d'autres acteurs politiques jouent un rôle complice. Tant que les marchés illicites restent monnaie courante, tous les efforts visant à accroître la transparence du commerce du bétail n'auront qu'un impact limité. Il convient d'introduire les outils décrits dans cette section là où ils peuvent être correctement soutenus par les forces de l'ordre.

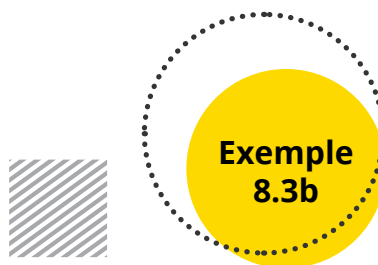
➤ **Les nouvelles technologies ne sont pas universellement adoptées sur le marché.**

Afin de renforcer la transparence du marché du bétail, les dispositifs de traçage tels que la RFID nécessitent une utilisation généralisée par les propriétaires et les acheteurs de bétail. En effet, si personne ne vérifie l'appareil quand une vache est emmenée au marché, il devient alors impossible d'identifier le vol sur le lieu de vente. Toute initiative visant à promouvoir l'utilisation de nouvelles technologies doit être complétée par des réglementations ou des normes sociales solides qui garantissent que la technologie est utilisée correctement sur l'ensemble du marché.

➤ **Le coût de l'utilisation de la technologie l'emporte sur les avantages pour les utilisateurs individuels.**

La viabilité d'outils tels que la RFID pour les pasteurs individuels dépend de leur viabilité financière pour leurs utilisateurs. Il appartient aux propriétaires de bétail d'acheter des puces de traçage individuelles et de payer pour leur entretien et leur remplacement occasionnels. Les dispositifs de suivi ingérables (c'est-à-dire à base de bolus) peuvent coûter jusqu'à 7,40 dollars américains pour l'enregistrement et 6-7 dollars

pour la maintenance annuelle. La puce électronique de suivi RFID la plus moderne utilisée en Afrique de l'Ouest coûte 15 dollars par unité et nécessite un lecteur de puce de 100 dollars. En outre, pour que la RFID puisse suivre les mouvements du bétail, il est nécessaire de disposer d'un niveau substantiel d'infrastructure technologique (traitement et stockage des données) qui est rarement disponible dans les zones rurales. Autant de facteurs qui risquent de dissuader les pasteurs individuels d'utiliser le système, quand bien même il présente des avantages potentiels.



## LES MARCHÉS DU BÉTAIL DE L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE EXPÉRIMENTENT LES SYSTÈMES DE TRAÇABILITÉ.

Divers systèmes d'étiquetage et de traçage du bétail ont été expérimentés sur le continent africain, mais les résultats obtenus restent souvent insuffisants au regard de leur généralisation. La problématique du vol de bétail était préoccupante au Botswana jusqu'à ce que le pays mette un système complet de traçabilité du bétail en 2000 en vue de répondre aux normes sanitaires de l'Union européenne, le principal marché du bétail du pays. En effet, l'obligation légale d'étiqueter tous les bovins et de les enregistrer dans la base de données du système dès leur naissance a eu un effet dissuasif important sur les vols. Le succès du système tient essentiellement au soutien durable du secteur public : en effet, depuis 2000, le gouvernement du Botswana a investi jusqu'à 100 millions de dollars américains dans le système et continue de subventionner le coût d'étiquetage des animaux. Ce système de traçage fait appel à diverses technologies d'identification, dont les bolus de panse dont le coût peut atteindre 3 ou 4 dollars par étiquette individuelle.

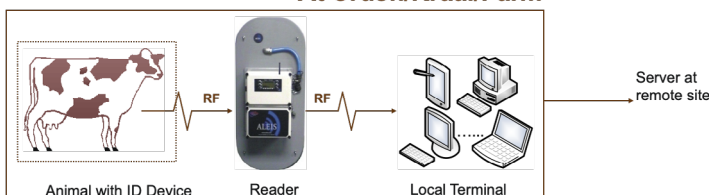
Sommetoute, lessystèmes detraçabilité ontconnu un succès plus limité dans la région soudano-sahélienne. L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a expérimenté un système régional de traçabilité en Afrique de l'Est, mais il s'est limité à environ 2000 têtes de bétail et n'a pas été étendu en raison d'un manque d'adoption par les utilisateurs et d'un soutien politique insuffisant de la part des autorités. En partie, ce système a été limité par la couverture insuffisante du réseau cellulaire dans de nombreuses parties de la région. Par ailleurs, au Nigeria, des entreprises du secteur privé telles que Livestock247 tentent de reproduire le succès du Botswana, mais se heurtent aux coûts élevés et au faible niveau de la demande. En raison du caractère peu fiable du réseau électrique nigérian, le coût de l'utilisation des technologies mobiles est plus élevé, et étant donné que les marchés de bétail sont pour la plupart informels, il y a peu de demande pour des technologies de traçabilité coûteuses, car elles ne se traduisent pas actuellement par un prix plus élevé pour les vendeurs de bétail.

## Questions importantes

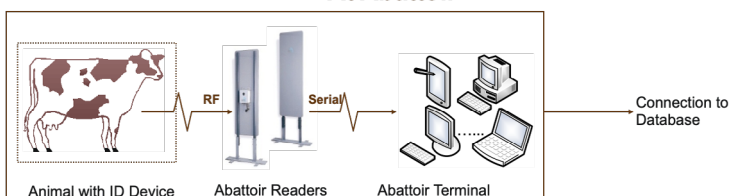
### LORSQUE VOUS ADAPTEZ LE MODULE 8 À VOTRE CONTEXTE :

1. **Est-ce que la technologie est accessible aux pasteurs ou à d'autres utilisateurs potentiels ?**
  - a. Est-ce que tous les utilisateurs potentiels peuvent accéder aux dispositifs (par exemple, les téléphones portables) ou à l'infrastructure technologique nécessaires pour bénéficier de l'information ou du service fourni ?
  - b. Quel est le niveau d'alphabétisation et de familiarisation technologique des utilisateurs potentiels ?
  - c. Est-ce que la technologie ou le service est accessible aux pasteurs durant la migration, ou faut-il accéder à une plateforme centralisée ou à un nœud d'information ?
  
2. **En quoi l'adoption de cette technologie va-t-elle affecter les normes sociales et les relations politiques existantes ?**
  - a. Quelles sont les barrières financières ou logistiques auxquelles se heurtent les groupes marginalisés pour adopter ou bénéficier de cette technologie ?
  - b. Est-ce que les informations obtenues grâce à cette technologie auront un impact sur la manière dont les communautés locales négocient les revendications sur les terres, l'eau ou d'autres ressources ?
  - c. De quelle manière cette technologie affectera-t-elle la communication entre les communautés et les autorités locales ?
  
3. **Parmi les acteurs ou influenceurs locaux, quels sont ceux qui pourront faciliter la diffusion de cette technologie ?**
  - a. Faut-il recueillir des données auprès d'informateurs locaux ?
  - b. Y a-t-il des chefs ou des réseaux communautaires de confiance capables de défendre cette nouvelle technologie auprès des pasteurs ou d'autres utilisateurs potentiels ? À quelles préoccupations ou résistances sont-elles susceptibles de se heurter de la part des utilisateurs ?

**At Crush/Kraal/Farm**



**At Abattoir**



*Ici, vous voyez le système d'identification et d'enregistrement des animaux (AIR) pour le bétail en Afrique sub-saharienne. Crédit photo : Dominic Ferguson, Consult IT Ltd. Botswana.*

**4. Existe-t-il des pressions sociales ou politiques qui empêchent les utilisateurs potentiels d'utiliser la technologie ?**

- a. Est-ce que les utilisateurs vont générer et partager des informations qui ont des implications politiques ou sécuritaires ?
- b. Est-ce que l'adoption de la technologie exposera les utilisateurs à un danger physique ou politique en impliquant les autorités ou d'autres personnes influentes dans des activités illégales ?
- c. Peut-on manipuler la technologie pour faire honte ou de marginaliser certains groupes vulnérables tels que les agriculteurs migrants ou les femmes ?
- d. Est-ce que la technologie peut être instrumentalisée par les parties à des conflits de longue durée ?

**5. Quelles sont les implications financières de la généralisation de cette technologie ?**

- a. Combien coûtera cette technologie à l'utilisateur moyen ? Est-ce que cela constituera une barrière à l'entrée pour les pasteurs plus pauvres ou d'autres utilisateurs ?
- b. Peut-on trouver un modèle de revenu viable permettant d'amener cette technologie à l'échelle en l'intégrant aux marchés locaux ou aux partenariats public-privé ?

**6. Quelles sont les possibilités de déployer cette technologie afin de prévenir les conflits ?**

- a. De quelle manière seront utilisées les données obtenues grâce à cette technologie dans la pratique ? Seront-elles partagées avec d'autres organisations et acteurs susceptibles de favoriser la prévention des conflits ?

## Passez à :



**MODULE 1 - DÉVELOPPEMENT RURAL** – Cultiver une croissance économique rurale équitable et réduire les causes chroniques de conflits.



**MODULE 2 - ENVIRONNEMENT ET PRÉSERVATION** – Incorporation des conflits liés au pastoralisme dans les efforts de préservation.



**MODULE 3 - GOUVERNANCE ET ÉTAT DE DROIT** – Encourager la participation du public à la gouvernance des pâturages pastoraux.



**MODULE 4 - INTÉGRATION RÉGIONALE** – Comprendre les aspects régionaux et transfrontaliers des moyens de subsistance des pasteurs et leur rôle dans le conflit.



**MODULE 5 - GENRE ET AUTONOMISATION DES FEMMES** – Renforcer le rôle des femmes dans la prise de décision et comprendre la question du genre dans les conflits- liés au pastoralisme.



**MODULE 6 - GESTION DES CONFLITS** – Promouvoir la cohésion sociale et résoudre les conflits de manière non violente.



**MODULE 7 - APPLICATION DE LA LOI ET CONTRE-TERRORISME** – Aborder l'intersection du pastoralisme transfrontalier, de la criminalité et des insurrections.



**MODULE 8 - LA CONSOLIDATION DE LA PAIX NUMÉRIQUE** - Intégrer les nouvelles technologies dans la prévention des conflits



**RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES**

# Ressources supplémentaires

Ci-dessous se trouve une brève sélection de ressources supplémentaires sur certains des sujets abordés dans ce dossier d'information. Pour une compilation plus détaillée des ressources, veuillez consulter le rapport complémentaire :

Brottem, Leif et Andrew McDonnell. [Pastoralism and Conflict in the Sudano-Sahel: A Review of the Literature](#). (Washington DC: Search for Common Ground, 2020).

## Engagement auprès des populations nomades

[Effective Engagement with Pastoralist Populations: Guidance for USAID Operating Units](#). (USAID, 2020).

[Toolkit: Engaging with pastoralists – a holistic development approach](#). (Fonds international de développement agricole, 2018).

## Comprendre la transhumance

[Cross-border coordination of livestock movements and sharing of natural resources among pastoralist communities in the Greater Karamoja Cluster](#). (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2019).

Davies, Jonathan, Claire Ogali, Lydia Slobodian, Guyo Roba, et Razingrim Ouedraogo. [Crossing Boundaries: Legal and Policy Arrangements for Cross-Border Pastoralism](#). (Rome: Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et Union internationale pour la préservation de la nature, 2018).

[Pastoralism in Africa's Drylands: Reducing Risks, Addressing Vulnerability and Enhancing Resilience](#). (Rome: Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2018).

Leonhardt, M. [Regional Policies and Response to Manage Pastoral Movements within the Ecowas Region](#). (Abuja: Organisation internationale pour les migrations, 2017).

[How to do: Livestock Value Chain Analysis and Project Development](#). (Fonds international de développement agricole, 2016).

De Haan, Cees, Etienne Dubern, Bernard Garancher, et Catalina Quintero. [Pastoralism Development in the Sahel: A Road to Stability?](#) (Washington, DC: Banque mondiale, 2016).

[Online Course: Pastoralism and Uncertainty](#). PASTRES.

[Pastoral Livestock Farming in Sahel and West Africa: Preconceptions Put to the Test](#). (Inter-Réseaux Développement Rural).

## Régime foncier en matière de terres pastorales

Davies, Jonathan, Pedro Herrera, Jabier Ruiz-Mirazo, Jennifer Mohamed-Katerere, Ian Hannam, Emmanuel Nuesiri. [Improving Governance of Pastoral Lands: Implementing the Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security](#). (Rome: Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2016).

Hughes, Oliver. [Literature Review of Land Tenure in Niger, Burkina Faso, and Mali: Context and Opportunities](#). (Catholic Relief Services, 2014).

Behnke, Roy et Mark Freudenberger. [Pastoral Land Rights and Resource Governance Overview And Recommendations For Managing Conflicts And Strengthening Pastoralist Rights](#). (USAID, 2013).

[The Land we Graze: A Synthesis of Case Studies about How Pastoralists' Organizations Defend their Land Rights](#). (Nairobi: Union internationale pour la préservation de la nature et des ressources naturelles, 2011).

## Genre et pastoralisme

[How to do: Gender and Pastoralism](#). (Fonds international de développement agricole, 2020).

[Women and Pastoralism](#). Livestock Thematic Papers: Tools for Project Design. (Rome: IFAD, 2012).

Flintan, Fiona. [Women's Empowerment in Pastoral Societies](#). (World Initiative for Sustainable Pastoralism, Global Environment Facility, International Union for Conservation of Nature and United Nations Development Programme, 2008).

## **Interface bétail-faune sauvage**

Luizza, Matthew. [Transhumant Pastoralism in Central Africa: Emerging Impacts on Conservation and Security](#). (Washington, DC: United States Fish and Wildlife Service Division of International Conservation, Africa Branch, 2017).

[The Dryland Livestock Wildlife Environment Interface Project: Experiences and Lessons from Livestock-Wildlife-Environment Interface Management in Kenya and Burkina Faso](#). (Programme des Nations Unies pour l'Environnement et Bureau Interafricain des Ressources Animales de l'Union Africaine, 2009).

## **Paix et sécurité**

[How to Prevent Land Use Conflicts in Pastoral Areas](#). (Rome: Fonds international de développement agricole, 2020).

[Preventing, Mitigating & Resolving Transhumance-Related Conflicts in UN Peacekeeping Settings: A Survey of Practice](#). (Département des opérations de paix des Nations Unies, 2020).

[Pastoralism and Security in West Africa and the Sahel: Towards Peaceful Coexistence](#). (Dakar, Senegal: Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, 2018).

[New Fringe Pastoralism: Conflict and Insecurity and Development in the Horn of Africa and the Sahel](#). (Addis Abeba, Ethiopie: Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, 2017).